



Société Anonyme au capital de 399 367,20 euros
Siège social : 23, boulevard Murat
75016 PARIS
Identifiée sous le numéro R.C.S. 487 974 826 PARIS

DOCUMENT D'INFORMATION

Transfert de la totalité des actions de la Société du Marché Libre sur le marché Alternext

12 juin 2014



Ce document d'information est réalisé dans le cadre d'un transfert sur Alternext Paris. Cette opération ne donne pas lieu à un prospectus soumis au visa de l'Autorité des Marchés Financiers. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Des exemplaires du présent document sont disponibles sans frais auprès de Bluelinea, 60 boulevard Pereire, 75017 Paris. Le document d'information peut également être consulté sur le site Internet de la Société (www.bluelinea.com) et sur celui d'Euronext (www.euronext.com).

Table des matières

1. PERSONNES RESPONSABLES.....	6
1.1 Responsable du document d'information.....	6
1.2 Attestation du responsable du Document d'information.....	6
1.3 Attestation sur la situation de trésorerie consolidée de Bluelinea.....	6
2. RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES.....	7
2.1 Commissaire aux Comptes titulaire	7
2.2 Commissaire aux Comptes suppléant	7
3. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIERES	8
4. FACTEURS DE RISQUES	10
4.1 Risques liés à l'activité de la Société	10
4.1.1 Risques opérationnels	10
4.1.2 Risques organisationnels et fonctionnels de la Société	13
4.1.3 Risques liés au marché	20
4.2 Risques de marché	22
4.2.1 Risques liés aux engagements hors bilan	22
4.2.2 Risque de taux d'intérêt.....	22
4.2.3 Risque de taux de change	22
4.2.4 Risque sur actions	22
4.3 Faits exceptionnels et litiges	23
4.4 Assurance et couvertures de risques	23
4.5 Risques liés à la cotation	23
4.5.1 Risques liés au transfert du Marché Libre sur Alternext	23
4.5.2 Le cours des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext Paris pourrait connaître des variations significatives.....	24
4.5.3 L'admission des titres à la cote d'un marché non réglementé et donc, l'absence pour l'actionnaire des garanties correspondantes.....	24
5. INFORMATIONS CONCERNANT L'EMETTEUR.....	25
5.1 Histoire et évolution de la Société	25
5.1.1 Lieu et numéro d'enregistrement de l'émetteur	25
5.1.2 Date de constitution et durée de vie de l'émetteur.....	25
5.1.3 Siège social et forme juridique de l'émetteur	25
5.1.4 Evènements importants dans le développement de l'activité de l'émetteur.....	26
5.2 INFORMATIONS BOURSIERES.....	27
5.2.1 Evolution du cours de bourse et des volumes échangés depuis le 1 ^{er} mars 2012	27

5.2.2 Procédure de transfert sur Alternext à Paris.....	27
5.2.3 Informations techniques	28
5.3 Investissements.....	28
6. APERCU DES ACTIVITES.....	29
6.1 Le marché de la dépendance	29
6.2 Réglementation	30
6.3 Les activités de Bluelinea	31
6.4 Les réalisations de Bluelinea	42
6.5 Les perspectives de Bluelinea	43
6.6 Positionnement et avantages concurrentiels de Bluelinea.....	44
7. ORGANIGRAMME	47
7.1 Organigramme juridique de Bluelinea	47
7.2 La filiale Equinoxe SAS.....	47
7.3 La filiale JD-Com	47
8. PROPRIETES IMMOBILIERES, USINES ET EQUIPEMENTS	48
8.1 Descriptif	48
8.2 Question environnementale	48
9. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT.....	49
9.1 Situation Financière.....	49
9.2 Facteurs de nature gouvernementale, économique, budgétaire, monétaire ou politique pouvant influencer sensiblement les opérations de la Société.....	54
9.3 Informations complémentaires.....	54
10. TRESORERIE ET CAPITAUX	55
10.1 Information sur les capitaux, liquidités et sources de financement du groupe.	55
10.2 Flux de trésorerie	56
10.3 Restrictions éventuelles à l'utilisation des capitaux	57
10.4 Sources de financement attendues, nécessaires pour honorer les engagements	57
11. RECHERCHE & DEVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES	58
12. TENDANCES	59
12.1 Principales tendances depuis le 1 ^{er} janvier 2014	59
12.2 Tendance connue, incertitude, demande, d'engagement ou évènement raisonnablement susceptible d'influer sur les perspectives de la Société	59
13. PREVISIONS OU ESTIMATION DU BENEFICE.....	60
14. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE.....	61
14.1 Dirigeants	61
14.1.1 Informations générales relatives aux dirigeants	61

14.1.2	Biographies des membres du Directoire	62
14.1.3	Autres mandats sociaux et fonctions exercées	62
14.2	Conseil de surveillance	63
14.2.1	Informations générales sur le conseil de surveillance.....	63
14.2.2	Biographies	63
14.2.3	Autres mandats sociaux et fonctions exercées	65
14.3	Conflit d'intérêts.....	66
15.	REMUNERATIONS DES ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS	67
15.1	Rémunérations des dirigeants	67
15.2	Sommes provisionnées par la Société aux fins de versement de pensions, retraites et autres avantages au profit des administrateurs et dirigeants	68
16.	FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION	69
16.1	Direction de la Société.....	69
16.2	Contrats entre les dirigeants et la Société	69
16.3	Comités d'audit et de rémunération.....	69
16.4	Déclaration relative au gouvernement d'entreprise.....	70
17.	SALARIES	72
17.1	Ressources humaines	72
17.2	Participations et stock-options des dirigeants	73
17.3	Participation des salariés dans le capital de la Société	73
17.4	Contrats d'intéressement et de participation	74
18.	PRINCIPAUX ACTIONNAIRES	75
18.1	Répartition du capital et des droits de vote au 12 juin 2014	75
18.2	Répartition du capital avec BSA totalement exercé.....	75
18.2	Actionnaires significatifs non représentés au Conseil de surveillance	75
18.3	Droits de vote des principaux actionnaires.....	75
18.4	Contrôle de la Société	76
18.5	Accords pouvant entraîner un changement de contrôle	76
18.6	État des nantissements	76
19.	OPERATIONS AVEC LES APPARENTES	77
19.1	Rapport spécial du commissaire aux comptes relatif à l'exercice 2013	77
19.2	Rapport spécial du commissaire aux comptes relatif à l'exercice 2012	78
20.	INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR	79
20.1	Comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2013.....	79
20.2	Comptes consolidés proforma pour l'exercice clos le 31 décembre 2012	93

20.3	Vérification des informations financières	111
20.3.1	Rapport général du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2013	111
20.3.2	Rapport général du commissaire aux comptes relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012	112
21.	INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	114
21.1	CAPITAL SOCIAL	114
21.1.1	Montant du capital social	114
21.1.2	Modification du capital social (article 8 des statuts)	114
21.1.3	Titres non représentatifs du capital	115
21.1.4	Acquisition par la Société de ses propres actions.	115
21.1.5	Capital potentiel	117
21.1.6	Capital autorisé	118
21.1.7	Informations sur le capital de tout membre du Groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option.....	118
21.1.8	Historique du capital social	119
21.2	ACTE CONSTITUTIF ET STATUTS	120
21.2.1	Objet social	120
21.2.2	Dispositions statutaires ou autres relatives aux membres des organes de direction et de surveillance.....	121
21.2.3	Règlement intérieur.....	127
21.2.4	Droits, privilèges et restrictions attachés aux actions de la Société	127
21.2.5	Assemblées générales (article 25 des statuts)	132
21.2.6	Rappel des principales obligations liées à la cotation sur Alternext	135
22.	CONTRATS IMPORTANTS.....	138
23.	INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DECLARATIONS D'EXPERTS ET DECLARATIONS D'INTERETS	139
24.	DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC.....	140
25.	INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS	141
26.	ETAT DES COMMUNICATIONS FAITES DEPUIS LE 1 ^{er} JANVIER 2013	142
26.1	Publications légales	142
26.2	Communiqués de presse	142

1. PERSONNES RESPONSABLES

1.1 Responsable du document d'information

Monsieur Laurent Levasseur, Président du directoire du Groupe Bluelinea

60 Boulevard PEREIRE

75017 PARIS

Tél : 01 40 59 04 02

Fax : 01 40 59 80 18

E-Mail : contact@bluelinea.com

Site internet : <http://www.bluelinea.com>

1.2 Attestation du responsable du Document d'information

« J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document d'information sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Les informations financières historiques présentées ont fait l'objet d'une revue contractuelle du commissaire aux comptes de la société Bluelinea. »

Fait à Paris, le 12 juin 2014

Laurent Levasseur

Président du Directoire

1.3 Attestation sur la situation de trésorerie consolidée de Bluelinea

« Dans le cadre de notre transfert du Marché Libre sur Alternext Paris, nous incluons dans le présent document une situation de trésorerie arrêtée au 31 mars 2014. A cette date, La Société n'avait aucun endettement net. »

Fait à Paris, le 12 juin 2014

Laurent Levasseur

Président du Directoire

2. RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES

2.1 Commissaire aux Comptes titulaire

EXCO S&W ASSOCIES

Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris

Représenté par Monsieur Vincent Young et Madame Virginie Coniau

8 avenue du Président Wilson

75116 Paris

Date de première nomination : 14 janvier 2011

Echéance : à l'issue de l'AGO statuant sur l'exercice clos au 31 décembre 2016

La durée du mandat du Commissaire aux Comptes titulaire est de six exercices.

2.2 Commissaire aux Comptes suppléant

Madame LE GOFF Maryse

8 Avenue du président Wilson

75 116 PARIS

Date de première nomination : 14 janvier 2011

Echéance : à l'issue de l'AGO statuant sur l'exercice clos au 31 décembre 2016

La durée du mandat du Commissaire aux Comptes suppléant est de six exercices.

3. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIERES

Les informations financières historiques sélectionnées par la Société et figurant ci-dessous sont basées sur les comptes consolidés proforma au 31 décembre 2012 et consolidés au 31 décembre 2013 établis dans le respect des principes prévus par les articles 120-1 et suivants du Plan Comptable Général.

Ces principales données comptables et opérationnelles doivent être lues avec les informations contenues dans les sections suivantes : Chapitre 9 « Examen de la situation financière et du résultat », Chapitre 10 « Trésorerie et capitaux » et Chapitre 20 « Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur ».

Bilan Simplifié

€'000	Exercice 2013 Comptes consolidés	Exercice 2012 Comptes consolidés proforma	Exercice 2011
Actif immobilisé	732	458	41
<i>Dont immobilisations incorporelles</i>	122	187	26
<i>Dont immobilisations corporelles</i>	586	246	8
<i>Dont immobilisation financières</i>	24	25	7
Actif circulant	2 617	3 049	1 637
<i>Dont stocks et en-cours</i>	242	247	58
<i>Dont créances clients</i>	738	642	255
<i>Dont autres créances</i>	1 226	986	312
<i>Dont trésorerie et équiv. Trésorerie</i>	411	1 174	1 012
TOTAL ACTIF	3 349	3 507	1 678
Capitaux propres	1 955	2 216	1 505
Provisions	167	231	18
Dettes	1 227	1 060	155
<i>Dont dettes financières</i>	143	62	12
<i>Dont dettes fournisseurs et autres dettes</i>	397	550	45
<i>Dont dettes fiscales et sociales</i>	687	448	98
TOTAL PASSIF	3 349	3 507	1 678

Compte de Résultat

€'000	Exercice 2013 Comptes consolidés	Exercice 2012 Comptes consolidés pro forma
Produits d'exploitation	3 356	2 961
Achats consommés	-620	-919
Marge Brute	2 736	2042
<i>Taux de marge brute</i>	<i>81,52%</i>	<i>68,96%</i>
Autres achats et charges externes	-1 377	-1 022
Charges de personnel	-2447	-1 620
EBITDA	-1 088	-600
Dot aux amortissements et provision	-242	-201
Résultat financier	6	-1
Résultat Exceptionnel	-17	-6
Impôt	506	325
Dot écart acquisition	19	119
Résultat Net	-816	-363

Tableau de financement

	Exercice 2013 Comptes consolidés	Exercice 2012 Comptes consolidés
Flux de trésorerie liés à l'activité		
Résultat net des sociétés intégrées	-815 808	-259 053
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité	653	480
Amortissements et provisions	178 125	-40 828
Impôts différés	8 895	-9 644
Vnc cession immobilisations	16 653	946
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	-611 482	-308 099
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-245 233	-294 128
Incidence des variations de périmètre		
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-856 715	-602 227
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations	-543 537	-233 638
Cessions d'immobilisations	22 896	7 055
Incidence des variations de périmètre	-37 130	22 792
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-557 771	-203 791
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		
Augmentation de capital en numéraire	555 183	970 628
Apports/Remboursements dettes financières diverses		
Emissions d'emprunts	115 509	50 528
Remboursements d'emprunts	-17 332	-569
Incidence des variations de périmètre		
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	653 360	1 020 587
Variation de trésorerie	-761 126	214 569
Trésorerie d'ouverture	1 172 371	957 802
Trésorerie de clôture	411 245	1 172 370
Incidence des variations du cours des devises		

Situation de l'endettement et la trésorerie de la Société

€'000	Exercice 2013 Comptes consolidés	Exercice 2012 Comptes consolidés proforma
Analyse de l'endettement Financier		
A. Trésorerie	87	571
B. Instruments équivalents		
C. Titres de placements	324	603
D. Liquidités (A+B+C)	411	1 174
E. Créances financières à court terme		
F. Dettes bancaires à court terme		2
G. Part à moins d'un an des dettes à moyen et long terme	16	3
H. Autres dettes financières à court terme (avances remboursables)		
I. Dettes financières à court terme (F+G+H)	16	5
J. Endettement financier net à court terme (I-E-D)	-395	-1 169
K. Emprunts bancaires à plus d'un an	19	
L. Obligations émises		
M. Autres emprunts à plus d'un an	108	58
N. Endettement financier net à moyen et long terme (K+L+M)	127	58
O. Endettement financier net (J+N)	-268	-1 111

4. FACTEURS DE RISQUES

Les investisseurs sont invités à prendre en considération l'ensemble des informations figurant dans le présent Document d'information, y compris les risques décrits dans le présent chapitre, avant de se décider à acquérir ou à souscrire des titres de la Société. Les risques présentés dans le présent chapitre sont ceux que la Société considère, à la date du présent Document d'information, comme étant susceptibles d'avoir un effet défavorable significatif sur la Société, son activité, sa situation financière, ses résultats ou son développement. La Société a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés.

L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que d'autres risques, non identifiés ou dont la réalisation n'est pas considérée, à ce jour, comme susceptible d'avoir un effet défavorable significatif sur la Société, son activité, sa situation financière, ses résultats ou son développement, peuvent exister ou survenir.

L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que l'ensemble des données financières de Bluelinea, au sein du présent chapitre, sont des données consolidées proforma concernant l'année 2012 et des données consolidées concernant l'exercice 2013.

4.1 Risques liés à l'activité de la Société

4.1.1 Risques opérationnels

4.1.1.1 Risque lié à l'absence de détention de brevets

Pour demeurer compétitive, la Société doit continuer à développer des technologies ou à obtenir des droits de propriété intellectuelle exclusifs. En effet, la position concurrentielle de Bluelinea est tributaire de l'obtention et de la protection de sa propre technologie et/ou de l'obtention des licences spécifiques au développement de ses produits. Sa capacité à rivaliser dans le marché de la dépendance, tant pour les personnes âgées que pour les nourrissons, dépend donc de la poursuite des développements, notamment de sa propre technologie ainsi que de l'amélioration des technologies existantes.

A cet égard, la Société pense que les délais d'obtention de brevets sont désormais inadaptés à l'évolution rapide des technologies disponibles, et de ce fait à fait le choix de s'en affranchir.

En outre, aucune assurance ne peut être donnée que les efforts pour développer de nouvelles technologies ou de nouveaux produits seront des succès et seront commercialement viables.

4.1.1.2 Risques liés à l'évolution des marchés

L'activité de la Société consiste à proposer des objets connectés destinés au monde médico-social.

Le développement de nouveaux systèmes, de nouvelles techniques et technologies sont autant de facteurs d'évolution auxquels Bluelinea devra s'adapter. En l'état, Bluelinea s'appuie sur les technologies développées par des acteurs industriels dans leur domaine, pour développer une gamme de produits et services tournés autour de la perte d'autonomie. Tout retard de la Société sur le développement de nouvelles technologies pourrait avoir un effet négatif sur son activité, sa situation financière, ses résultats et son développement.

4.1.1.3 Risques liés à l'utilisation du Cloud Computing

Le Cloud Computing est un concept consistant à exploiter des solutions ou des services à l'aide de ressources physiques accessibles grâce à Internet.

Bluelinea a choisi de s'appuyer sur un opérateur internet alliant puissance et redondance grâce l'exploitation d'une grappe de routage dynamique reliée sur 3 datacenters qu'il exploite. Leur Numéro d'AS (Autonomous System n°51754) leur permet d'avoir une autonomie complète dans l'attribution ou la gestion des @IP publiques qu'ils assignent.

Avec plus de 4 Gb/s de connectivité et ses accords de partenariat avec les opérateurs de transit IP (Cogent, Neo Telecom, T-Net), ainsi qu'une interconnexion au FranceIX, Bluelinea peut compter sur des temps de réponses optimum pour l'évasion Internet ou l'accès aux sites ou aux plates-formes hébergées.

Le Cloud que Bluelinea exploite dispose des équipements de sécurité de dernière génération permettant de protéger, chiffrer et sécuriser l'ensemble des plateformes hébergées : Firewall applicatifs, Sonde active de détection d'intrusion, Monitoring actif des plateformes hébergées, Antivirus de Flux.

Bluelinea traite et gère des données tout aussi « sociales » que « de santé » pour le compte de ses abonnés ou des institutions partenaires. De ce fait, il est apparu primordial que le Cloud sur lequel la Société s'appuie soit présent avant toute autre chose sur le territoire national.

Pour autant, aucune assurance ne peut être donnée sur le fait que le système soit inviolable, et des personnes mal intentionnées pourraient tenter de s'introduire ou pirater les accès ou les données des plateformes hébergées. De telles actions pourraient être dommageables pour les données ou la réputation de la Société, ou nécessiter des développements et des réparations consommateurs de temps et d'argent, ce qui pourrait avoir un effet négatif sur son activité, sa situation financière, ses résultats et son développement.

4.1.1.4 Risques liés à la concurrence

Le marché de la perte d'autonomie est un marché concurrentiel que quelques grandes entreprises se partagent. Cependant, la Société a pris le parti de se positionner sur des produits répondant à un marché spécifique, celui de l'économie au service des personnes âgées (Silver Economie). Son activité étant transversale, son exposition à une trop forte concurrence est donc limitée.

Cependant, Bluelinea ne développe pas en propre de techniques et technologie faisant l'objet d'une protection de propriété intellectuelle, qui lui permettrait de sécuriser son positionnement tout en conservant une certaine « agilité » sur son segment. La Société dispose d'une véritable spécificité qui tient à l'intégration de différentes composantes du milieu médical au sein de ses produits et services, ce qui lui confère une expertise quant à la meilleure technologie à utiliser, lui conférant un avantage concurrentiel significatif dans ses relations avec les tiers. Pour maintenir cet avantage, la Société travaille activement au déploiement de ses produits et services, notamment en mettant en place une réelle proximité envers les prescripteurs, financeurs et bénéficiaires par l'installation de plateformes locales de coordination.

Des solutions développées par d'autres acteurs avec des approches similaires ou l'arrivée sur le marché d'un gros acteur qui viendrait consolider le secteur rapidement pourraient être défavorable à l'activité de la Société, sa situation financière, ses résultats, et son développement.

La Société effectue une veille technologique notamment au travers de sa participation aux instances syndicales, associatives et professionnelles :

- Bureau de l'ASIPAG,
- Au conseil d'administration du CNR santé,
- Au bureau de la fédération LESSIS,
- Membre de la silver valley

A la date du présent Document d'information, aucune mesure de gestion de ce risque n'a été mise en place par la Société.

Le modèle de Bluelinea dans la prise en charge de la perte d'autonomie est basé sur le regroupement des différents services permettant de recevoir les familles et d'évaluer la prise en charge de personnes fragiles ou dépendantes, afin de s'inscrire comme l'opérateur naturel de l'ensemble des guichets d'évaluation et en amont même de la création d'un guichet unique dédié à l'accueil des seniors. Ce faisant, Bluelinea regroupe les activités de différentes structures existantes, publiques, associatives ou privées qui ne délivrent qu'une partie du service. Il se pourrait cependant que ces établissements décident de se regrouper pour créer leur propre guichet à destination des seniors, ce qui pourrait avoir un impact défavorable sur l'activité, les résultats, le développement et les perspectives de la Société.

4.1.1.5 Dépendance vis-à-vis d'un environnement législatif et/ou réglementaire particulièrement contraignant

Dans son fonctionnement, Bluelinea mène une veille active quant à l'évolution de la réglementation afin de bénéficier des évolutions législatives dans le domaine de la Silver Economie, filière industrielle soutenue par le gouvernement français. L'activité de Bluelinea devrait s'accélérer avec la future loi dépendance, en cours de rédaction, prévue pour fin 2014. Cependant, il se pourrait que les mesures législatives et réglementaires visant à favoriser le développement de cette filière ne soient pas mises en œuvre, ou soient retardées, ce qui aurait un effet défavorable à l'activité de la Société, sa situation financière, et ses résultats.

Bluelinea développe également d'autres produits et services dans le domaine de la santé, à destination des hôpitaux et des EHPAD. Ces établissements sont eux-mêmes soumis à des contraintes législatives et

réglementaires qui pourraient rendre plus difficiles le placement et l'acquisition des produits de Bluelinea, ou à des conditions nécessitant des aménagements des produits et services proposés, ce qui aurait un effet défavorable à l'activité de la Société, sa situation financière, et ses résultats. Si les évolutions législatives annoncées à ce jour semblent constituer un atout concurrentiel compte tenu de l'expertise acquise par Bluelinea et reconnue en la matière, la Société estime toutefois que l'émergence d'une éventuelle réglementation contraignante, en exigeant la mise en œuvre de dispositifs coûteux, obérerait le modèle économique.

De manière plus générale, des lois plus strictes relatives au fonctionnement des acteurs de la e-santé ou aux utilisateurs des services de Bluelinea (qu'ils soient particuliers, établissements médicaux, EPHAD ou autres) et/ou des mesures d'exécution plus rigoureuses que celles actuellement en vigueur, pourraient générer des responsabilités et des coûts supplémentaires pour la Société. En conséquence, le respect de ces lois, de manière directe ou indirecte, pourrait entraîner des dépenses importantes de mise en conformité ou mise à niveau, ce qui pourrait avoir un effet significatif sur l'activité, la situation financière, les résultats, le développement et la rentabilité de la Société.

4.1.1.6 Risques liés aux implantations actuelles et à venir

Bluelinea déploie un bouquet de services BlueHomeCare® au travers de plateformes locales de coordination du même nom au sein des départements et grandes agglomérations, lui permettant de devenir un nouveau type d'opérateur du domicile.

L'implantation en rapide en région de Bluelinea est primordiale pour assurer un support et une dynamique auprès des donneurs d'ordres (aidants, proches, ...), des prescripteurs (assurance, mutuelle...) et des clients finaux (bénéficiaires).

La première de ces plateformes a été créée en avril 2013 à Saint Quentin en Yvelines. A ce jour, Bluelinea a installé deux plateformes et deux plateformes supplémentaires sont en cours d'installation dans un délai estimé à 3 mois. Il se pourrait que l'installation des plateformes BlueHomeCare® soit retardée, modifiée dans l'organisation, la localisation ou le fonctionnement, ou annulée pour des raisons techniques, juridiques, financières, économiques ou autres. De tels événements pourraient avoir un impact défavorable sur l'activité, les résultats, le développement et les perspectives de la Société.

4.1.2 Risques organisationnels et fonctionnels de la Société

4.1.2.1 Risques de dilution

L'assemblée générale mixte du 5 mai 2014 a délégué sa compétence au directoire à l'effet de décider d'une ou de plusieurs augmentations de capital en numéraire avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de bénéficiaires déterminés ou de catégories de personnes et au profit d'investisseurs qualifiés.

L'assemblée générale mixte du 5 mai 2014 a également délégué sa compétence au directoire à l'effet de décider l'émission d'actions et/ou de titres de créances et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital ou donnant droit à un titre de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription

par offre au public de titres financiers, notamment dans le cadre de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext Paris.

L'assemblée générale mixte du 17 mars 2014 a également délégué sa compétence au directoire à l'effet de procéder à une augmentation de capital en numéraire par émission d'actions nouvelles réservées aux salariés adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise et délégation de pouvoirs au directoire en vue de fixer les modalités de l'émission des actions nouvelles et réaliser l'augmentation de capital.

Ces autorisations sont décrites en détail au paragraphe 21.1.6 du Document d'information.

L'exercice en tout ou partie de ces facultés d'augmentation du capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires actuels par le directoire, pourraient provoquer une dilution importante des actionnaires de la Société.

Le conseil d'administration du 25 février 2014 a constaté l'émission de 243.205 BSA attachés à des actions nouvelles, au prix unitaire de 6,99 €, permettant à leurs détenteurs d'acquérir des actions au prix d'exercice de 8 €. Depuis leur émission, 43.360 BSA ont été exercés.

Les BSA ont la forme de titres nominatifs. Les droits des titulaires des BSA sont représentés par une inscription sur un compte ouvert à leur nom.

Les modalités d'exercice de ces BSA sont décrites en détail au paragraphe 21.1.5.

A la date du présent Document d'information, l'exercice intégral de l'ensemble des instruments donnant accès au capital attribués et en circulation permettrait la souscription de 199.845 actions nouvelles, générant alors une dilution de l'ordre de 10% sur la base du capital existant à ce jour étant précisée que 121 602 BSA sont contractuellement réservés à des dirigeants clés de la Société sous condition de performance à partir de septembre 2015.

De même, le recours à des financements complémentaires moyennant l'émission de nouvelles actions ou autres titres financiers, pourrait entraîner une dilution supplémentaire pour les actionnaires actuels et futurs de la Société.

4.1.2.2 Risque lié à un éventuel départ de personnes clés

La réussite économique et financière de Bluelinea dépend de l'expérience et de l'expertise des équipes mises en place et dirigées par Alexis Westermann et Laurent Levasseur. Ainsi, la compétence et la présence des principaux collaborateurs de la Société sont un facteur clé de succès. La perte d'un ou plusieurs collaborateurs pourrait avoir des conséquences négatives sur la gestion et le bon fonctionnement de la Société.

En outre, le changement de mode d'administration de la Société par un directoire et un conseil de surveillance a confié la direction opérationnelle de la Société à un groupe restreint de personnes, emmenées par son

président Laurent Levasseur, accompagné d'Elodie Prin et de Xavier Polidori. Leur départ pourrait fragiliser le développement du Groupe Bluelinea.

La concurrence entre les sociétés dans le domaine de la prise en charge de la perte d'autonomie, ainsi que le fort investissement des grands groupes industriels dans ce domaine pourraient réduire la capacité de la Société à conserver, attirer et fidéliser des employés-clés à des conditions économiquement acceptables.

Bluelinea considère la stratégie de recrutement et de fidélisation comme un élément important du développement futur mais ne peut garantir qu'elle parviendra à attirer, intégrer et conserver les effectifs nécessaires à sa croissance.

Elle pourrait, alors, ne plus être en mesure de mettre en œuvre sa stratégie, ce qui aurait un effet défavorable significatif sur ses activités, sa situation financière, ses résultats ou son développement.

Il convient de préciser qu'à la date du présent document, un contrat d'assurance homme clé est en cours de souscription pour Laurent Levasseur.

4.1.2.3 Risque lié aux pertes antérieures

Depuis 2011, la Société a subi des pertes et n'a versé aucun dividende. Les pertes sociales et consolidées cumulées des trois dernières années s'élevaient à 1.343K€, incluant :

- une perte sociale de 164 K€ au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011 ;
- une perte consolidée de 363 K€ au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012 ;
- une perte consolidée de 816 K€ au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013 ;

A ce jour, ses pertes sont principalement liées à l'effort d'investissement et de développement mis en œuvre par la Société.

La Société prévoit de dégager rapidement un chiffre d'affaires suffisant pour atteindre un seuil de rentabilité, mais ne peut pas garantir que cet état sera atteint, ni qu'il sera durable, ni que cela lui permettra de réduire ses pertes d'exploitation ou de procéder, un jour, au paiement de dividendes.

4.1.2.4 Risque lié à la gestion de la croissance interne

Pour le développement des plateformes, Bluelinea recrute localement ses salariés et met en place ses services pour les pôles régionaux BlueHomeCare.

En fonction de la rapidité de son développement, la Société aura besoin de recruter du personnel et d'étendre ses capacités opérationnelles, ce qui pourrait fortement mobiliser ses ressources internes. A cet effet, elle devra :

- Former, gérer, motiver et retenir un nombre croissant d'employés ;
- Anticiper les dépenses liées à cette croissance ainsi que les besoins de financement associés ;

- Anticiper la demande pour ses produits et les revenus qu'ils sont susceptibles de générer ;
- Augmenter la taille des systèmes informatiques opérationnels, financiers et de gestion existants.

Ces embauches n'interviennent qu'en fonction de la concrétisation des marchés attendus et viennent en support des équipes opérationnelles.

Sa capacité à gérer la croissance, ou des difficultés inattendues rencontrées pendant son expansion, pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, ses perspectives, sa situation financière, ses résultats et son développement.

Face à ce risque, la Société a mis en place des systèmes de motivation et de fidélisation du personnel sous la forme notamment de rémunérations variables en fonction de la performance.

A la date du présent Document d'Information, la Société estime être à même de gérer sa croissance et les difficultés éventuelles liées à son expansion.

4.1.2.5 Risque lié à la gestion de la croissance externe

La Société a procédé à l'acquisition des sociétés JDcom en octobre 2012 et à la reprise d'activité de l'association Equinoxe ayant donné lieu à la création de la SAS du même nom en juin 2012. Afin de poursuivre le développement de ses activités, la Société pourrait envisager de procéder à d'autres acquisitions sur une base sélective. La Société ne peut garantir que de telles opportunités d'acquisition se présenteront, ni que les acquisitions auxquelles elle procédera se révéleront rentables. Cette stratégie d'acquisition pourrait exiger une attention importante de la part de l'équipe dirigeante ainsi que de l'infrastructure opérationnelle et financière de la Société et requérir des capitaux importants de celle-ci.

L'acquisition de sociétés pourrait le cas échéant être rémunérée en titres et/ou titres donnant accès au capital de la Société, ce qui pourrait entraîner une dilution immédiate ou différée de la participation des actionnaires existants. Ces acquisitions pourraient également avoir pour effet d'affecter défavorablement le résultat net de la Société et en conséquence le bénéfice par action, d'accroître le niveau d'endettement et la charge d'intérêts de la Société ou de l'exposer à des risques comptables et fiscaux.

4.1.2.6 Risque de liquidité et besoins futurs en capitaux et financements complémentaires

Compte tenu des pertes historiques enregistrées, les capitaux propres de la Société ont été négatifs pendant plusieurs exercices consécutifs jusqu'en 2011. Au 31 mars 2014, la trésorerie de la Société s'élevait à 1,959 millions d'euros. En vue de financer la phase de développement à venir, la Société envisage de lever des fonds. Ces capitaux devraient permettre à la Société de disposer de ressources suffisantes pour déployer de nouvelles plateformes en partenariat avec les collectivités et les EHPAD avec pour objectif principal de mettre en place une réelle solution de soutien et maintien à domicile de personnes fragiles et dépendantes au travers de « l'EHPAD à DOMICILE ».

Au-delà de l'objectif principal de financement de la levée de fonds envisagée, la Société souhaite également alimenter sa croissance future en développant de nouveaux projets et poursuivre l'amélioration du bouquet de service de prise en charge des personnes âgées ou en perte d'autonomie.

Il se pourrait que la Société ne parvienne pas à se procurer ces capitaux ou que ces capitaux ne soient pas disponibles à des conditions financières acceptables pour la Société. Le niveau de sa trésorerie actuelle et les flux de trésorerie positifs à venir ne lui permettraient pas alors de poursuivre son activité et ses investissements selon le programme envisagé. Dans ce cas, la Société pourrait avoir à limiter l'étendue voire à suspendre ses programmes de développement. Elle pourrait également poursuivre une recherche d'investisseurs dans le cadre d'une levée de fonds privée ou pourrait être amenée à étudier d'autres scénarios de rapprochement ou de fusion avec un autre acteur du secteur.

La réalisation de l'un ou plusieurs de ces risques de liquidité pourrait avoir un impact défavorable sur l'activité, les résultats, le développement et les perspectives de la Société.

4.1.2.7 Risque fiscal lié au Crédit d'Impôt Recherche

Le Crédit d'Impôt Recherche (« CIR ») consiste pour l'Etat à offrir un crédit d'impôt aux entreprises qui investissent de manière significative en recherche et développement. Dans le cadre de son activité, la Société réalise des programmes de R&D éligibles au CIR. Les dépenses intégrées au calcul du CIR incluent notamment les salaires et traitements du personnel dédié au programme de R&D, l'amortissement du matériel de recherche, les prestations de services sous-traitées à des organismes de recherche agréés et les frais de propriété intellectuelle.

La Société a obtenu des remboursements au titre du CIR qui se sont élevés à 321 894 € pour l'exercice 2012.

Depuis 2011, La Société a été contrôlée au titre du CIR pour un montant total de 472 424 € et a fait l'objet d'un redressement pour la somme de 3 449 €.

Concernant le CIR au titre des exercices 2013 et à venir, il ne peut être exclu que les services fiscaux remettent en cause les modalités de calcul des dépenses de recherche et développement retenus par la Société ou que le CIR soit remis en cause par un changement de réglementation ou par une contestation des services fiscaux alors même que la Société se conforme aux exigences de documentation et d'éligibilité des dépenses. Une telle situation pourrait avoir un impact défavorable sur l'activité, le patrimoine, les résultats, le développement et les perspectives de la Société à moyen et long termes.

Ce risque nous paraît modéré compte-tenu du fait que ces travaux s'inscrivent dans la continuité de ceux qui ont pu faire, précédemment, l'objet d'un contrôle et d'une validation par les services habilités.

La Société bénéficie d'un remboursement anticipé du CIR (immédiat et non 3 ans après la demande) du fait de son statut de PME au sens de l'Union Européenne. Cette disposition favorable pourrait être remise en cause.

4.1.2.8 Risques liés aux partenariats

Jusqu'à présent, le déploiement de certaines plateformes est financé en partie sur fonds publics, par exemple dans le cadre du second appel à projets des investissements d'avenir portant sur le « développement de services numériques pour la santé et l'autonomie ». Bluelinea y répond avec un partenaire de référence qui crée un portail à destination des professionnels de santé, sur lequel viennent se greffer les services gérés par Bluelinea.

Si ces sources de financement publics permettent de réduire la facture des abonnements pour les personnes physiques, il se pourrait qu'elles viennent à se tarir, ou diminuer, entraînant une augmentation du coût pris en charge par la personne dépendante, et potentiellement une baisse de consommation des produits et services de Bluelinea, ce qui pourrait entraîner des conséquences défavorables sur l'activité, le patrimoine, les résultats, le développement et les perspectives de la Société à moyen et long termes. Depuis 3 ans, le niveau de ces aides publiques n'a jamais été supérieur à 11% des produits annuels de l'entreprise.

Dans une optique de réponse aux appels d'offre et d'intégration de ses solutions dans des offres plus globales, Bluelinea a conclu plusieurs partenariats industriels :

- L'appel à projet e-santé 2 a été gagné en co-traitance avec Altran qui a déployé un portail à destination des professionnels de santé sur lequel Bluelinea a greffé son bouquet de services ;
- Serenity a conclu des partenariats avec des acteurs de type INEO, SPIE ou VINCI pour intégrer ses solutions dans leur offre auprès des hôpitaux et EHPAD.

A terme, il est donc possible que ces partenaires puissent représenter une part significative de l'activité de la Société. En cas de défaillance d'un partenaire ou si la Société ne s'adjoit pas le bon partenaire, la Société pourrait éprouver des difficultés à remporter des appels d'offre, ou changer de partenaires, ce qui pourrait avoir un impact défavorable sur l'activité, la situation financière, les résultats ou les perspectives de la Société.

Depuis le début de l'année 2014, Bluelinea s'est affirmé comme « Pionnier de l'EHPAD à Domicile ». Cet axe de développement s'effectue en partenariat et non en concurrence avec les groupes d'EHPAD d'aujourd'hui qu'ils soient privés ou associatifs. Après avoir rencontré plus d'une quinzaine de ces groupes, l'entreprise a procédé à la mise en place de Groupes de Travail avec certains d'entre eux afin de s'assurer de la faisabilité et compatibilité des stratégies commerciales. La mise à disposition de cette offre « en marque blanche » auprès de plusieurs intervenants permet à la fois de diviser les risques mais aussi de conserver un certain niveau d'indépendance.

Si jamais les Groupes d'EHPAD venaient à ne pas mettre en place suffisamment rapidement ce nouveau type d'offres, la Société a d'ores et déjà imaginé la création d'EHPAD à DOMICILE avec des acteurs majeurs du Service à la Personne. Certaines de ces grandes entreprises ou associations ayant manifesté leur intérêt pour créer des Groupes de Travail en ce sens.

Bluelinea considère cela comme une réelle opportunité dans la mesure où ces partenaires s'inscrivent dans une logique de long terme auprès de la Société.

4.1.2.9 Risques de sous-traitance

La Société a externalisé la quasi-totalité des opérations nécessaires à la fabrication de ses produits, hormis la connectivité avec le bouquet de services BlueHomeCare®. A la date du présent Document d'information, il n'existe pas de contrats d'engagements particuliers qui ont été signés avec des sous-traitants.

Il s'agit d'un choix délibéré de Bluelinea afin de conserver une réelle agilité en ayant la capacité de changer facilement ou choisir une nouvelle technologie. Cette agilité est importante au regard du rythme des évolutions constatées notamment autour des objets connectés.

De ce fait, il n'existe pas d'engagements de Bluelinea la liant à ses sous-traitants pour plusieurs années. L'ensemble des sous-traitants sélectionnés par la Société se conforme à un système qualité suivant la certification CE ou une certification équivalente.

Le succès commercial de la Société repose en partie sur sa capacité à obtenir de ses partenaires des produits fonctionnels et adaptés à sa plateforme de services, dans les quantités et délais demandés, et à un coût optimal.

Le risque potentiel de dépendance vis-à-vis d'un fabricant tiers ou sous-traitant est ainsi écarté.

4.1.2.10 Risques liés à la maintenance et à la garantie des produits

Les achats sont liés au matériel que la Société achète et revend (BlueTag et BlueGard principalement).

Les amortissements concernent l'ensemble des achats effectués par la Société sur les produits qui sont ensuite loués aux abonnés (balance, bracelets...). L'ensemble du matériel est amorti sur 3 à 5 ans.

Bluelinea développe les bracelets d'autonomie BlueGard® et les bracelets pour nourrissons en maternité BlueTag®. Les bracelets BlueTag® sont généralement facturés avec un système de paiement à l'usage sans décaissement initial par les maternités avec remplacement du matériel en option dans la limite d'une fois par année.

Le coût de la maintenance et du remplacement des produits est donc à la charge du client, sauf souscription à l'option de remplacement, auquel cas le coût est supporté par Bluelinea, mais avec un prix plus important. Cependant, si les bracelets montraient des signes de défaillance en termes de fiabilité ou de robustesse, la Société pourrait voir son image de marque détériorée.

Afin de se couvrir, la Société bénéficie d'une garantie du constructeur et/ou souscrit des assurances permettant de se couvrir face à des réclamations des utilisateurs.

La Société n'a jamais eu de litige lié à la conception de ses produits. Le cas échéant, la société Bluelinea dispose d'assurances Responsabilité Civile dont les montants d'indemnisation couvrent 5 000 000 € tous dommages confondus.

Si des défaillances venaient à survenir sur les bracelets qu'elle commercialise, la Société devrait faire face à des coûts de maintenance ou de remplacement qui pourrait dépasser le coût de l'option facturée en plus aux utilisateurs, ou pour des montants plus élevés que ce que la Société a pu provisionner. Si sa responsabilité était ainsi mise en cause, et si elle n'était pas en mesure d'obtenir et de maintenir une provision appropriée, ou de se prémunir d'une manière quelconque contre la mise en œuvre de cette garantie contractuelle, ceci aurait pour conséquence d'affecter gravement la commercialisation des produits et, plus généralement, d'avoir un effet défavorable aux activités, aux résultats, à la situation financière, au développement et aux perspectives de la Société.

Néanmoins et afin de se prémunir du risque de rupture de service entre les objets connectés directement connectés aux plateformes locales de coordination BlueHomeCare®, la Société s'appuie sur des technologies éprouvées comme le Bluetooth, le WIFI ou le RFID et non des protocoles propriétaires ou hors des standards globalement acceptés. Ainsi il est plus simple de faire évoluer ou remplacer aussi bien les objets connectés que les fournisseurs.

La Société estime que sa couverture d'assurance actuelle est suffisante pour répondre aux actions en responsabilité qui pourraient être engagées contre elle. Si sa responsabilité était ainsi mise en cause, et si elle n'était pas en mesure de maintenir une couverture d'assurance appropriée à un coût acceptable, ou de se prémunir d'une manière quelconque contre des actions en responsabilité du fait des produits, ceci aurait pour conséquence d'affecter la commercialisation de ses produits et, plus généralement, d'être défavorable à ses activités, ses résultats, sa situation financière, son développement et ses perspectives.

4.1.3 Risques liés au marché

4.1.3.1 Risques liés aux évolutions technologiques

Le marché et par conséquent les services qui en découlent, sont sujets à de perpétuelles évolutions. En effet, de nouveaux matériels, logiciels ou process que la technologie Bluelinea peut intégrer apparaissent constamment, ce qui l'oblige à effectuer des veilles technologiques sur son secteur.

Bluelinea considère que l'arrivée des objets connectés est une opportunité sur son secteur, car les acteurs technologiques ne disposent pas d'un système d'intégration des services et de plateforme complète permettant de créer un pôle unique dédié à l'accueil des seniors.

Si la Société ne parvenait pas à identifier les nouvelles technologies prometteuses ou à les intégrer dans ses dispositifs, ou si la Société ne sélectionnait pas la bonne technologie parmi celles disponibles sur le marché, les services qu'elle propose à ses clients pourraient s'avérer obsolètes, incomplets ou avoir une efficacité limitée. A terme, une telle situation aurait des conséquences néfastes sur l'image de la Société, son activité, sa situation financière, son développement et ses résultats. A la date du présent Document d'information, aucune mesure de gestion de ce risque n'a été mise en place par la Société.

4.1.3.2 Risques liés à la propriété intellectuelle

La Société est titulaire ou dispose valablement des droits d'utilisation des droits de propriété intellectuelle et industrielle des marques et noms de domaines suivants :

Marques	Pays	Propriétaire	Date de dépôt	Date de publication de la demande	Obtention du numéro	Classes
<u>Marques</u>						
Bracelet d'autonomie	France	Bluelinea	12/02/2013	08/03/2013	3982130	38 / 44 / 45
<u>Noms de domaine</u>						
Bluetag.eu	France	Bluelinea	07/04/2006	-	-	-
bluelinea.com	France	Bluelinea	27/11/2005	-	-	-
bluehomecare.fr	France	Bluelinea	06/09/2010	-	-	-
bluegard.fr	France	Bluelinea	03/12/2010	-	-	-
bracelet-alzheimer.com	France	Bluelinea	21/11/2011	-	-	-
ehpadom.com	France	Bluelinea	10/03/2014	-	-	-
ehpadadomicile.com	France	Bluelinea	18/02/2014	-	-	-

Office de l'Harmonisation dans le Marché Intérieur, marques, dessins et modèles – OHMI : La marque déposée est protégée pour une période de 10 ans, renouvelable indéfiniment. Ainsi, la marque pourra être protégée indéfiniment, tant que le renouvellement est fait.

Dans les accords avec des clients ou des distributeurs, la Société prévoit des clauses par lesquelles les cocontractants reconnaissent la propriété de l'innovation à la Société et s'interdisent de contracter avec des tiers proposant une technologie semblable.

La Société sous-traite la fabrication en sous-ensembles et les confie à différents intervenants. Aucun n'ayant accès à l'ensemble des dispositifs, ceci limite le risque de copie.

Dans le cadre de contrats de licence qui sont mis en place par la Société avec des sociétés utilisatrices, des informations et/ou du matériel peuvent leur être confiés afin de conduire certains tests. Dans ces cas, la Société exige la signature d'accords de confidentialité.

Les technologies, procédés, savoir-faire et données propres non brevetés et/ou non brevetables sont considérés comme des secrets commerciaux que la Société s'évertue de protéger au mieux.

Toutefois, malgré ces précautions, la Société n'est pas à l'abri de l'arrivée de copies d'équipements provenant de sociétés ou de pays pour lesquels le droit des affaires reste difficile ou long à mettre en œuvre.

4.2 Risques de marché

4.2.1 Risques liés aux engagements hors bilan

Néant

4.2.2 Risque de taux d'intérêt

Au 31 décembre 2013, la Société n'a pas d'emprunt à taux variable. Ainsi, son risque sur les taux d'intérêts est celui payé sur ses concours bancaires courants.

Bluelinea estime donc ne pas être confrontée à ce jour à un risque de taux. Cette situation pourra évoluer à l'avenir en fonction des choix de financement retenus par la Société.

4.2.3 Risque de taux de change

Le chiffre d'affaires et les charges de la Société sont à ce jour intégralement constatés en euros. Les variations de change n'ont donc aucun impact sur les comptes de la Société.

Cette situation pourrait évoluer si la Société développait ses activités à l'international, et notamment hors de la zone euro.

4.2.4 Risque sur actions

La gestion de la trésorerie de la Société est faite dans une optique de prudence. La trésorerie disponible de la Société est exclusivement placée auprès d'organismes de placements collectifs en valeurs mobilières opérant sur le marché monétaire.

Compte tenu de la nature de ses placements au 31 décembre 2013, la Société estime ne pas être confrontée à ce type de risque.

4.3 Faits exceptionnels et litiges

Au 31 décembre 2013, il n'y a aucun litige en cours avec les salariés, ni contentieux commerciaux, civils ou administratifs.

4.4 Assurance et couvertures de risques

Ce tableau résume les polices d'assurance souscrites par la Société en vigueur au 31 décembre 2013 :

Souscripteur	Assureur Courtier	compagnie	Catégorie	N° de police	Cotisation annuelle
BLUELINEA Ainsi que Equinoxe et JDCOM	Inter courtage Assurances	AXA	Responsabilité Civile Entreprise	5617657504	3 427 €
JDCOM - SERENITY	Inter courtage Assurances	covearisks	Multirisques professionnelle Elancourt	128517430	2 202 €
EQUINOXE	Inter courtage Assurances	covearisks	Multirisques Bureaux couvertures 5 sites	128710999	1 737 €
EQUINOXE Ainsi que pour Serenity	Inter courtage Assurances	coveafleet	Flotte automobiles	128752892	6 504 €
SERENITY - JDCOM	Macif	Macif	Flotte automobiles	12481842	1 785 €

4.5 Risques liés à la cotation

4.5.1 Risques liés au transfert du Marché Libre sur Alternext

Les titres de la Société sont actuellement inscrits à la cote du Marché Libre. Le transfert objet du présent Document d'information sera réalisé par cotation directe sans opération financière concomitante. Aussi, le prix de 1^{ère} cotation sur Alternext sera égal au dernier cours connu avant radiation de la cote du Marché Libre.

Malgré l'inscription actuelle des titres de la Société à la cote du Marché Libre, aucune assurance ne peut être donnée quant au fait que le prix des actions offertes dans le cadre de cette admission aux négociations reflètera correctement le cours observé lors des premières négociations sur le marché Alternext d'Euronext, ni quant à l'établissement d'un marché des actions liquide.

4.5.2 Le cours des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext Paris pourrait connaître des variations significatives.

Le cours des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext Paris est susceptible d'être affecté de manière significative par des événements tels que par exemple, des variations du résultat de la Société ou une évolution des conditions de marché propres à son secteur d'activité.

De plus, les marchés boursiers ont connu des variations de cours significatives au cours des dernières années, qui souvent ne reflétaient pas les performances opérationnelles des entreprises cotées. Les fluctuations des marchés boursiers ainsi que du contexte économique, peuvent affecter de façon significative le cours des actions de la Société.

4.5.3 L'admission des titres à la cote d'un marché non réglementé et donc, l'absence pour l'actionnaire des garanties correspondantes.

Les titres Bluelinea ne seront pas admis aux négociations sur un marché réglementé et ne bénéficieront donc pas des garanties correspondantes. En revanche, des garanties spécifiques relatives à la transparence financière de la Société et à la protection des actionnaires minoritaires sont décrites au paragraphe 21.1.6 du présent Document d'information.

5. INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR

5.1 Histoire et évolution de la Société

■ Dénomination sociale (article 3 des statuts)

La dénomination sociale est : « **Bluelinea** ».

5.1.1 Lieu et numéro d'enregistrement de l'émetteur

La Société a été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) de Paris sous le numéro d'identification 487 974 826 et est du ressort du Greffe du Tribunal de Commerce de Paris depuis le 17 janvier 2006.

5.1.2 Date de constitution et durée de vie de l'émetteur

■ Date de création de la Société

La Société a été constituée le 17 janvier 2006.

■ Durée de vie de la Société (article 5 des statuts)

La durée de la Société est de 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation dans les conditions prévues par la loi.

5.1.3 Siège social et forme juridique de l'émetteur

■ Adresse du siège social (article 4 des statuts)

Le siège social de Bluelinea se situe 23, boulevard Murat à Paris (75016).

Téléphone : +33.1.40.59.04.02

E-Mail : contact@bluelinea.com

■ Forme juridique (article 1 des statuts)

La Société est constituée sous la forme d'une Société Anonyme à Directoire et Conseil de surveillance.

5.1.4 Evènements importants dans le développement de l'activité de l'émetteur

Protéger les patients, Assister les soignants et Accompagner les aidants en devenant l'un des premiers **Opérateur d'Objets Connectés** au domicile de personnes fragiles ou dépendantes.

- **2006** - Création de **Bluelinea**
initialement en tant qu'intégrateur de solutions pour le monde hospitalier
- **2007** - **BlueTag** : Lancement de la Solution de protection des nouveau-nés à la maternité.
- **2008** - Lancement des travaux de R&D autour de **BlueHomeCare**
- Intégration du carnet de liaison et stylo numérique **BluePen**
- **2009** - Intégration du bracelet d'autonomie **BlueGard**
- Participation au tour de France du 1^{er} Train ALZHEIMER
- **2010** - Labellisation e-Santé par le pôle de compétitivité **Systematic Paris-Région**
- Intégration de la balance connectée **WITHINGS**
- **2011** - 1^{ère} levée de fonds / TEPA avec ARKEON
- Lauréat FUI 12 – Projet PICADO avec le soutien du Département de PARIS
- Intégration du tensiomètre connecté WITHINGS
- 1^{ère} installation d'**ORANGE** en tant qu'Intégrateur Certifié BlueTag au CHU de METZ
- 1^{ère} installation d'**EIFFAGE** en tant qu'Intégrateur Certifié BlueTag au CHSF à Corbeil
- **2012** - Obtention du label « **Entreprise Innovante** » par **OSEO** (BPI France) / **FCPI**
- Inscription au **Marché Libre Nyse EURONEXT Paris**
- Mise à disposition de nos solutions par abonnement / **Nouveau modèle économique**
- Création de la filiale **EQUINOXE**, agréée « Services à la Personne »
- Rachat de **JD COM** spécialisée dans la conception et fourniture de solutions / EHPAD
- Elu au conseil d'administration du **CNR-Santé à Domicile** avec **ORANGE** et **LEGRAND**
- **2013** - Lauréat du **projet e-Santé EclairAge** en co-traitance avec ALTRAN
- Labellisé « **Investissements d'Avenir** » par une convention avec la **Caisse des Dépôts**
- Ouverture de la 1^{ère} **plateforme BlueHomeCare** à Saint Quentin en Yvelines
- Participation au lancement officiel de la **SilverValley**
- Reconnaissance de Bluelinea au Colloque « **Silver Economie** » de Bercy
- Invité au lancement de la **Nouvelle France industrielle** à l'Elysée
- Bluelinea « **Champion Systematic 2013** » / Pôle de Compétitivité
- 7^{ème} des sociétés cotées du **Fast 50** avec 385% en 5 ans / **DELOITTE**
- **2014** - Lancement du site de vente en ligne : **www.bluegard.fr**
- Participation aux lancements des « **silvers régions** »
- Arrivée au capital du fonds d'investissement **NextStage**
- Lancement de Bluelinea en tant que « **Pionnier de l'EHPAD à Domicile** »
- Mise en place d'un **service de télé-conseil médical** en partenariat avec Médecin Direct
- **Nouvelle Gouvernance** de Bluelinea avec Conseil de Surveillance et Directoire

C'est ainsi qu'aujourd'hui Bluelinea rend possible le soutien et maintien de personnes fragiles et dépendantes au travers de « **l'EHPAD à domicile** ».

5.2 INFORMATIONS BOURSIERES

5.2.1 Evolution du cours de bourse et des volumes échangés depuis le 1^{er} mars 2012

Bluelinea est inscrite sur le Marché Libre sous le code ISIN FR0011041011 et le mnémonique MLBLU

Evolution du cours de bourse et des volumes échangés depuis le 1^{er} mars 2012

mars-12	5,50	6,00	5,30	5,79	865
avr.-12	5,79	5,90	5,78	5,90	186
mai-12	5,90	6,00	5,90	5,99	8
juin-12	5,99	5,99	5,99	5,99	7
juil.-12	5,99	5,99	5,77	5,77	16
août-12	5,77	5,77	5,40	5,40	13
sept.-12	5,20	6,00	5,20	6,00	673
oct.-12	5,99	5,99	5,99	5,99	8
nov.-12	5,99	5,99	5,99	5,99	8
déc.-12	5,99	5,99	5,99	5,99	7
janv.-13	5,99	5,99	5,99	5,99	8
févr.-13	5,99	6,00	5,99	6,00	38
mars-13	6,00	6,01	5,99	5,99	1 338
avr.-13	5,99	5,99	5,99	5,99	9
mai-13	5,99	6,00	5,99	6,00	16
juin-13	6,00	6,00	5,88	5,88	4
juil-13	5,88	5,88	5,88	5,88	4
août-13	5,88	5,88	5,88	5,88	5
sept-13	5,88	5,88	5,88	5,88	6
oct-13	5,88	7,00	5,88	7,00	1 393
nov-13	6,99	6,99	6,99	6,99	1
déc-13	-	-	-	-	-
janv-14	7,65	7,65	7,65	7,65	250
fév-14	-	-	-	-	-
mars-14	-	-	-	-	-
avr.-14	7,90	7,90	7,90	7,90	1.392

Source : Euronext (1^{er} mars 2012 – 5 mai 2014)

5.2.2 Procédure de transfert sur Alternext à Paris

Il a été demandé le transfert sur Alternext à Paris des 1 996 836 actions ordinaires composant le capital de la Société à la date du présent document.

Conformément au paragraphe 3.3 des Règles d'Alternext à Paris, cette admission se fera par le biais d'une admission directe suite au transfert du Marché Libre sur le marché Alternext à Paris.

Un avis sera publié par Euronext le 14 juin 2014 précisant notamment le calendrier du transfert. La première cotation sur Alternext est prévue le 17 juin 2014.

5.2.3 Informations techniques

Code ISIN : FR0011041011

Code Mnémonique : ALBLU

5.3 Investissements

5.3.1 Principaux investissements réalisés

Durant les 2 dernières années, la Société a réalisé des investissements corporels avec l'achat de dispositifs connectés et d'éléments d'infrastructure nécessaires au déploiement des solutions commercialisées sous forme d'abonnements. Le modèle économique d'« abonnement mensuel tout compris » a été mis en place à la fois pour les particuliers mais aussi les établissements de santé.

Les investissements corporels immobilisés entre 3 et 5 ans ont représenté :

- Au titre de l'exercice 2012, le montant de 246 k-euros
- Au titre de l'exercice 2013, le montant de 586 k-euros

Jusqu'à présent Bluelinea a choisi de ne pas immobiliser les investissements incorporels de Recherche et Développement. Par contre, la société JDCOM qui a fait l'objet d'un rachat par Bluelinea en 2012, avait fait le choix d'immobiliser ce même type d'investissement incorporel.

Les investissements incorporels immobilisés en cours d'apurement ont représenté :

- Au titre de l'exercice 2012, le montant de 187 k-euros
- Au titre de l'exercice 2013, le montant de 122 k-euros

Le budget de Recherche et Développement de Bluelinea (même s'il n'a pas fait l'objet d'une immobilisation) a représenté un budget total de 1.098 k-euros en 2012 et 1.817 k-euros en 2013. L'entreprise est consciente de l'impact immédiat sur le résultat de l'entreprise.

5.3.2 Investissements en cours

Les principaux investissements en cours sont toujours à majorité corporels et correspondent à :

- Poursuite de la fourniture des solutions sous forme d'abonnements
- Equipement des plateformes locales de coordination BlueHomeCare à leur ouverture.
- Achats de matériels informatiques et de bureaux au fur et à mesure des recrutements

5.3.3 Investissements à venir

A la date d'enregistrement du présent document d'information, aucune décision significative n'a été prise.

6. APERCU DES ACTIVITES

6.1 Le marché de la dépendance

Évalué à 34,6 milliards d'euros, le marché de la dépendance (dit de la perte d'autonomie) est aujourd'hui en plein essor, faisant l'objet d'une attention particulière du gouvernement français, traduite en 2013 par le lancement d'une filière industrielle dédiée, la « Silver Economie », l'économie au service des personnes âgées.

Les acteurs publics (Etats, collectivités) participent au financement de cette activité à hauteur de 24 milliards d'euros, essentiellement sous forme de soins et de matériel. Les familles et les assurances financent le reste, notamment l'hébergement et l'aide à domicile, assurés par des associations et des entreprises spécialisées.

En 2005, un Français sur cinq était âgé de plus de 60 ans. En 2035, la proportion devrait être de un sur trois, soit plus de 20 millions de personnes. Le nombre des seniors devrait connaître une hausse de 80 % en 30 ans. De 2010 à 2060, la population française devrait augmenter de 16% passant de 64 à 73,6 millions alors que la part des plus de 80 ans sera multipliée par 2,6 et représenterait 8,5 millions de personnes (12% contre 5% aujourd'hui). Et à ce jour, 80 % des personnes âgées vivent chez elles, ce qui fait des solutions et des services visant à améliorer les conditions du maintien à domicile un réel enjeu de société.

Au sein de ces personnes âgées, la proportion de personnes dépendantes progresse également. Ce phénomène engendre de fait une source de coûts conséquente, d'autant plus problématique pour le moment qu'elle ne fait l'objet d'aucun remboursement (téléassistance, détecteur de chute...).

Seule une Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) existe actuellement pour favoriser l'accès à ces solutions destinées au soutien et maintien à domicile. Cette allocation représente un coût de 5,7 milliards d'euros, financée pour un peu plus de 4 milliards d'euros par les départements, le reste étant assuré par l'Etat.

Le groupe Bluelinea se positionne clairement sur le marché de la dépendance (ou « Perte d'autonomie »), marché en forte croissance porté par le vieillissement de la population et une volonté politique de favoriser les soins et le maintien à domicile.

D'autre part, Bluelinea se situe comme un véritable acteur du soutien et maintien à domicile des personnes fragiles et dépendantes, notamment atteintes de la maladie d'Alzheimer, par l'intermédiaire du bracelet d'autonomie BlueGard.

La maladie d'Alzheimer qui survient en moyenne autour de 65 ans touche 850 000 personnes en France avec près de 225 000 nouveaux cas diagnostiqués par an. Selon l'INSERM, le nombre de malades devrait atteindre 2 millions en France en 2020. L'INSERM considère par ailleurs que les cas de démence au sens large, définis par une altération grave du psychisme d'un individu, se caractérisant par une diminution progressive et irréversible des facultés intellectuelles ou mentales devrait considérablement augmenter d'ici 2030 compte tenu de l'allongement de l'espérance de vie (+75% de cas de démence dans la population entre 2010 et 2030 et + 200% chez les plus de 90 ans, la maladie d'Alzheimer représentant environ 60-70% de ces cas). La maladie d'Alzheimer

et les maladies apparentées progressent inexorablement avec l'âge : à partir de 85 ans, une femme sur 4 et un homme sur 5 sont touchés.

Face à l'enjeu de cette maladie, les programmes français et européens se multiplient avec notamment pour objectif l'amélioration de la qualité de vie des malades en s'appuyant sur les nouvelles technologies, et le secteur se structure. Ce segment de la prestation médico-technique, autrefois porté par le secteur associatif, est aujourd'hui largement transféré sur le secteur privé compte tenu des enjeux politiques et sociaux et des perspectives du marché qui nécessitent des moyens importants. Toutefois, peu d'acteurs ont encore véritablement émergé, et Bluelinea pense avoir une longueur d'avance notamment en raison de son implication en amont des décisions des pouvoirs publics.

Un élément à ne pas négliger est le coût de prise en charge d'un malade d'Alzheimer, qui est extrêmement élevé. Le maintien à domicile des personnes atteintes de cette maladie est ainsi un enjeu économique et la mise en place de dispositifs efficaces, tel que le bracelet d'autonomie BlueGard, est donc encouragé par le ministère de la santé.

Bluelinea s'adresse également au marché des établissements de santé, et particulièrement ceux spécialisés pour les personnes âgées. Les EHPAD et autres foyers logement pour seniors sont gérés par un très grand nombre d'acteurs de nature et de taille diverses, provenant du secteur privé commercial, du secteur associatif et du secteur public. Cela se traduit aujourd'hui par 657 000 personnes vivant en maison de retraite et 10 305 établissements d'hébergement pour personnes âgées installés à travers la France.

Par ailleurs, Bluelinea, en raison de son activité historique, s'est également positionné comme un acteur important d'un autre marché, celui de la protection des nouveaux nés dans les maternités, avec les bracelets BlueTag. Le potentiel de croissance de la solution BlueTag est important. En effet, la France reste en tête des pays européens en termes de fécondité avec un taux supérieur à 2 enfants par femme et 800 000 naissances par an. Le nombre d'accouchements a augmenté de 5% entre 2001 et 2010. Pour accueillir ces nouveaux nés, la France compte 650 maternités, ce qui représente environ 17 600 lits. Pourtant, chaque année, il semble qu'une douzaine de nouveau-nés soient échangés ou aient fait l'objet d'un rapt, celui-ci pouvant être crapuleux ou simplement la conséquence d'un conflit familial. La sécurisation de la maternité ainsi que la protection de ces bébés sont des sujets auquel Bluelinea attache toute leur importance.

6.2 Réglementation

Bluelinea s'est allié à un hébergeur homologué de données médicales, qui assure pour son compte le recueil et le traitement des données de santé à caractère personnel collectées dans le cadre de ses activités et agit comme responsable du traitement au sens de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978.

Pour aller plus loin, le Groupe Bluelinea a décidé en 2013 d'effectuer une déclaration à la CNIL pour l'ensemble des personnes physiques étant abonnées à l'offre de service du bracelet d'autonomie BlueGard. Le Groupe Bluelinea assiste les EHPAD afin que ces structures puissent également effectuer leur déclaration dès l'instant que leurs pensionnaires sont équipés ou susceptibles de bénéficier du service du bracelet d'autonomie.

C'est ainsi le premier dispositif à avoir été déclaré dans le respect des règles de vie privé et ceci grâce au concours d'une plateforme de coordination et de géolocalisation (24h/24, 7j/7).

En outre, Equinoxe délivrant des prestations de télésurveillance, géolocalisation et téléassistance interne à destination des personnes dépendantes, elle est agréée en tant qu'organisme de services à la personne (article L.7231-1 du Code du travail). L'obtention de cet agrément implique de respecter plusieurs conditions strictes posées par les articles R.7232-1 à R.7232-24 et D.7233-1 à D.7233-4 du Code du travail. L'agrément a été délivré à Equinoxe le 3 juillet 2012 et est valable jusqu'au 3 juillet 2017 (période de 5 ans renouvelable).

La signature du contrat de filière le 12 décembre 2013 a marqué une étape décisive dans le processus de développement de la Silver économie. L'enjeu est maintenant d'installer la filière dans l'ensemble du territoire. Le projet de loi d'orientation et de programmation « pour l'adaptation de la société au vieillissement » de la Ministre chargée des Personnes âgées et de l'autonomie, Michèle Delaunay, montre l'importance du contexte réglementaire sur le marché, visant à aider les personnes âgées à rester à domicile.

Le texte doit être examiné et voté par le Parlement fin 2014, pour une entrée en vigueur prévu au 1^{er} janvier 2015. Il vise à aider les personnes âgées à continuer d'habiter à leur domicile, en permettant l'emploi de suffisamment d'aides à domicile. Pour ce faire, le projet prévoit une revalorisation du plafond de l'APA (aide versée par les départements aux personnes âgées dépendantes) au 1^{er} janvier 2015 et une réduction du ticket modérateur restant à la charge de la personne âgée. Le projet de loi prévoit également un budget de 140 millions d'euros pour subventionner les aides techniques favorisant le maintien à domicile.

C'est sur ce créneau que se positionne Bluelinea, qui contribue à l'expérimentation de la charte de géolocalisation élaborée par le Comité de Bientraitance et des Droits, lancé le 13 mars 2014 au Ministère des Personnes Agées et de l'autonomie ; l'expérimentation de cette charte mobilisera 10 établissements répartis sur le territoire.

6.3 Les activités de Bluelinea

Positionné sur le marché de la Santé et plus spécifiquement sur celui de la dépendance, le groupe Bluelinea conçoit et commercialise des dispositifs médicaux, s'appuyant sur les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), associés à un ensemble de services ayant pour objectif la protection des patients et l'assistance aux soignants.

Le positionnement de Bluelinea lui permet de s'adresser à l'ensemble des établissements de santé, hôpitaux ou EHPAD, ainsi qu'aux particuliers, dans le cadre de leur maintien à domicile.

Depuis sa création en 2006, Bluelinea a constitué un portefeuille de dispositifs originaux qui sont aujourd'hui fonctionnels et éprouvés au sein de nombreux établissements médicaux. L'intégration des fonctionnalités de ses produits au sein d'un système global de prise en charge des personnes fragiles et dépendantes, a permis la création du bouquet de services BlueHomeCare®.

S'inscrivant dans une perspective d'application des TIC au domaine de la santé, BlueHomeCare® est l'une des réponses aux enjeux de la dépendance dans le cadre du domicile : protéger les patients, assister les soignants et accompagner les aidants familiaux.

Bluelinea s'inscrit ainsi aujourd'hui au cœur d'une nouvelle filière industrielle en plein essor, la « Silver Economie », l'économie au service des âgées.

➤ **Phase 1** : La création du bouquet de Services **BlueHomeCare®**

**Permettre, à grande échelle, le soutien et maintien à domicile
de personnes fragiles et dépendantes.**

Pour répondre à cet objectif, l'entreprise a conçu des produits utilisant des technologies comme type d'appui et d'outil nécessaire. Les gérontechnologies sont ainsi nées.

Selon Bluelinea, les nouveaux objets connectés développés pour améliorer le quotidien des personnes en perte d'autonomie ne sauraient leur être parfaitement adaptés sans un service associé. C'est pourquoi, après avoir mis au point plusieurs produits, Bluelinea a imaginé que ces derniers pouvaient être associés à une plateforme de télé-suivi à même de traiter les remontées d'alerte afin d'activer un réseau d'entraide (regroupant à la fois les aidants familiaux, les professionnels de santé, les aidants professionnels et les services d'urgence).



BlueHomeCare® est un système modulaire, évolutif et ouvert qui fait appel à des dispositifs électroniques simples de type "grand public", reliés à un centre d'appel dédié 24h/24 et 7J/7. En plus de géolocaliser des patients, il permet de surveiller leur tension, rythme cardiaque, température, glycémie,... et prévenir leur

dénutrition. Il assure également la coordination en temps réel des différents intervenants, soignants ou aidants. En cela, il est parfaitement adapté aux malades chroniques atteints de plusieurs pathologies.

En d'autres termes, BlueHomeCare est un « système d'information du maintien à domicile » de patients vulnérables ou atteints de maladies chroniques.

C'est un système évolutif qui vise 3 objectifs :

1. La protection du patient et de ses proches.

- La prévention de l'errance
- La détection de chutes
- La téléassistance
- La gestion des accès au domicile
- La détection incendie assistée

2. L'assistance aux soignants

- La prévention de la dénutrition,
- Le suivi de l'hypertension de patients et du niveau de fatigue des aidants
- La mise en place d'un carnet de liaison entre les soignants et autres intervenants au domicile
- Le suivi de la température à distance et de l'efficacité d'un traitement
- La gestion du taux de glycémie
- La surveillance de l'apnée du sommeil

3. L'accompagnement des aidants familiaux

- Le support psychologique des conjoints et des proches
- Le conseil et la gestion de l'information spécifique
- La création d'un lien à distance avec une équipe réalisant des appels de convivialité
- La prise de contact journalier avec les personnes vivant au domicile du patient
- La création et l'animation d'un réseau d'entraide de confiance

Ce bouquet de services est proposé aux familles sous la forme d'un abonnement dans le cadre d'un service « tout inclus ». Ce système est modulaire et évolutif.

Il associe :

- le dispositif de géolocalisation du malade,
- des capteurs de surveillance de ses données physiologiques de base (poids, rythme cardiaque, pression artérielle...),
- un carnet de liaison papier associé à un stylo électronique coordonnant les interventions des soignants,
- un centre d'appel 24h/24 et 7j/7.

Tous les produits proposés par Bluelinea sont proposés en mode locatif. Bluelinea s'approvisionne auprès d'un ensemble de fournisseurs, assure l'intégration et l'adaptation de ces produits aux conditions locales, puis les loue à chaque client en fonction de ses besoins. Les données des patients sont sauvegardées et protégées en mode « cloud ».

Le calcul du chiffre d'affaires correspondant, pour cette plateforme, s'effectue sur la base de quatre types de dispositifs qui peuvent être associés :

- ***L'autonomie liée à Alzheimer (bracelet d'autonomie) :***



La maladie d'Alzheimer touchait environ 26 millions de personnes dans le monde en 2005 et pourrait en affecter quatre fois plus en 2050, ce qui équivaldrait à 1 personne sur 100. Dans les pays développés, on avoisine 1 million de patients.

BlueGard peut être utilisé aussi bien à domicile qu'en EHPAD, avec la mise en place d'une offre packagée (voir Serenity).

Le principe de fonctionnement est le suivant :

- Sur le lieu de vie du porteur du bracelet : une base BlueGard est installée et branchée sur une prise électrique. Cette base permet de recharger le bracelet tous les soirs, opération généralement réalisée par les aidants familiaux ou professionnels. La connexion entre le bracelet et la base BlueGard est réalisée en radio RF.
- A l'extérieur du domicile : le porteur du bracelet peut se déplacer dans une « zone de vie élargie » définie autour de son domicile (de 100 mètres à plusieurs kilomètres selon le choix des aidants et le niveau d'autonomie du porteur), le mode GPS et GPRS est alors activé. L'autonomie du bracelet est de 12 heures et sa localisation est transmise toutes les 4 minutes au serveur de géolocalisation.

Aucune alerte n'est activée tant que le porteur du bracelet reste dans le périmètre défini. Dans le cas contraire, le bracelet transmet sa position et une alerte est lancée dès que la sortie de zone a été constatée (le bracelet transmettra alors sa position toutes les minutes). A ce jour, le temps moyen de levée d'une alerte est d'une heure.

Le schéma classique d'une intervention est le suivant :

- Le patient porte le bracelet BlueGard ;
- Il se perd en sortant de la zone de vie, ce qui déclenche une alerte ;
- La Centrale de recherche 24h/24, 7j/7 localise la personne et contacte les aidants familiaux ou professionnels ;

- Un accompagnement téléphonique guide les aidants familiaux ou professionnels jusqu'au proche ou patient ;
- La personne est retrouvée et ramenée chez elle ou à l'hôpital.

La géolocalisation est un moyen qui permet aux personnes désorientées de conserver une autonomie et de sécuriser leurs déplacements quotidiens. Le nombre de patients équipés du bracelet BlueGard s'élève à plus de 1 000 à fin décembre 2013.

L'engagement est de minimum 3 mois pour un patient. L'abonnement inclut l'accès au SAV, les communications avec les satellites 24h/24 et le télé-suivi. Deux options sont disponibles en supplément : l'option batterie supplémentaire et l'option tranquillité: vol, casse...

La durée de détention moyenne d'un bracelet est de 15 mois. En règle générale, l'abonnement s'interrompt lorsque le patient est contraint d'aller vivre dans une maison médicalisée fermée.

- ***La détection de chute (bracelets) :***



Chaque année, environ un tiers des personnes âgées de plus de 65 ans, vivant à leur domicile, sont victimes d'une chute. Ce bracelet permet de la détecter et d'alerter automatiquement la plateforme de coordination qui activera directement le réseau d'entraide (famille, voisins, ...) ou les services de secours.

- ***La prévention de la dénutrition:***



La dénutrition engendre des pathologies, augmente la durée d'hospitalisation et accélère la dépendance et le déclin du patient. A domicile, 4 à 10% des personnes âgées sont dénutries tandis que ce chiffre atteint près de 40% pour les personnes séjournant en institution.

Ce service permet ainsi de détecter la perte de poids chez les personnes fragilisées, de prévenir l'aggravation de leur état de santé et de leur apporter le suivi psychologique et nutritionnel adapté.

Les données sont envoyées directement à la plateforme BlueHomeCare qui alerte ensuite l'entourage du patient ou son médecin en cas d'anomalies.

- ***L'hypertension artérielle :***



Il permet également de détecter l'hypertension (pouvant entraîner la survenue d'autres maladies cardiovasculaires). Le marché est important, plus de la moitié des personnes de plus de 65 ans étant concernées.

- ***La permanence des soins (Le carnet de liaison BluePen) :***



Cette solution propose un suivi complet de la personne et repose sur l'utilisation d'un carnet de liaison papier avec le stylo numérique BluePen. Celui-ci effectue le recueil d'informations manuscrites et leur conversion en données informatiques.

L'offre permet à la fois d'établir un suivi et de mettre en relation les différents intervenants au domicile de l'abonné (aides à domicile, le portage des repas, les infirmières, les kinésithérapeutes).

En fonction de l'état de santé du patient, sont intégrés à ce pack d'autres dispositifs du bouquet de service comme la détection de chute ou la prévention de la dénutrition. Toutes les données sont ensuite envoyées et analysées en temps réel par la plateforme qui active le réseau d'entraide en cas d'alerte (retard de l'aide à domicile, absence de prise de médicaments, ...).

Chaque visiteur indique son passage sur le carnet situé au domicile du patient en cochant les cases voulues ou en inscrivant un commentaire. Les données sont alors converties en PDF et transmises par téléphone du stylo au serveur du centre de coordination à partir duquel elles sont consultables à distance par les personnes habilitées. Les soignants peuvent donc à tout moment et en tout lieu être informés à partir de leur smartphone ou d'une tablette des dernières évolutions de leur patient.

Le stylo BluePen était initialement vendu aux clients sans services, s'appuyant sur la technologie utilisée provenant d'Anoto (entreprise suédoise). Bluelinea l'utilise désormais sous forme d'API (interface de programmation) en exerçant un rôle d'intégrateur : achat des stylos puis adaptation à ses clients pour leur offrir un carnet de liaison personnalisé.

Bluelinea a développé de nouvelles applications grâce à ses équipes de R&D et ainsi adapté le stylo aux besoins du client, par exemple des services à domicile, les commerciaux pouvant remplir les contrats et les signer directement grâce au stylo BluePen. L'objectif final est de vendre un système intégré de saisie avec un stylo.

➤ **Phase 2 : Le Modèle Economique autour de BlueHomeCare®**

Chacun s'accorde à penser que la France n'a pas encore trouvé le modèle économique optimal qui permet de financer à grande échelle la perte d'autonomie.

Une fois le bouquet de services BlueHomeCare constitué et fiabilisé, Bluelinea a réfléchi au modèle économique qui permettrait de répondre au besoin. Les dirigeants se sont inspirés du modèle économique appliqué au marché du Smartphone (l'opérateur prend en charge le coût du dispositif et l'intègre dans l'abonnement souscrit par le client). C'est ainsi que Bluelinea a pu rendre accessible une très grande partie de son offre et ainsi enregistrer une augmentation sensible de ces ventes.

Le modèle économique repose sur des abonnements récurrents auprès :

- des bénéficiaires afin de retarder de 18 à 24 mois leur placement dans un établissement et ainsi leur permettre de demeurer le plus longtemps possible à leur domicile, et
- des EHPAD et d'hôpitaux par le biais de « packs » destinés à protéger leurs patients vulnérables atteints d'Affectio Longue Durée (ALD) ou de la maladie d'Alzheimer.

Le groupe dispose de délégués régionaux à travers la France qui prospectent et renvoient ensuite les documents, dans les bureaux de la Société situés en région parisienne, lieu de centralisation administrative.

➤ **Phase 3 : Bluelinea, Pionnier de l'EHPAD à Domicile.**

Une capacité d'accueil toujours insuffisante, des listes d'attente toujours plus longues, des coûts d'hébergement trop élevés pour de nombreux patients et le souhait des personnes âgées de demeurer à domicile conduisent à repenser le fonctionnement traditionnel des EHPAD.

C'est pourquoi Bluelinea a annoncé aujourd'hui vouloir faire de Bluelinea un « opérateur de l'EHPAD à domicile ». En accompagnant ces établissements, pour un coût de 3 à 5 € par jour, Bluelinea offre une prise en charge totale de ces personnes en perte d'autonomie.

Cette offre sera commercialisée au travers des Groupes d'EHPAD privés et/ou associatifs d'aujourd'hui sur la base de la création d'une nouvelle offre qui représente un véritable relais de croissance pour ceux-ci :

En parallèle des premiers groupes de travail créés avec aussi bien des groupes d'EHPAD privés qu'associatifs, Bluelinea rencontre d'ores et déjà certains Groupes Paritaires Sociaux et des Entreprises de Services à la Personne qui souhaitent contribuer également à la mise en place de cette nouvelle opportunité d'accompagnement des personnes âgées.

**En devenant un opérateur du domicile et d'objets connectés,
Bluelinea répond aux enjeux de l'adaptation de la société au vieillissement de la population
en rendant possible le soutien et maintien des personnes âgées, fragiles et dépendantes
au travers de l'EHPAD à domicile.**

➤ **Autres Offres : Bluelinea à l'hôpital**

- BlueTag : bracelets à la maternité



En parallèle de ces activités à destination des seniors, Bluelinea continue le développement commercial de ses solutions BlueTag auprès des maternités.

BlueTag est un bracelet de sécurisation des nouveaux nés qui protège des risques d'enlèvement ou d'échange au sein des maternités. Il consiste en un petit boîtier, fixé autour de la cheville du bébé, qui émet chaque seconde un signal capté par des récepteurs placés dans la zone à surveiller. Si l'émetteur sort du périmètre défini ou si l'attache est sectionnée, une alarme se déclenche automatiquement.

Lancé en 2007, BlueTag a bénéficié d'une importante couverture médiatique qui s'est amplifiée depuis 2012 avec les enlèvements de trois nouveaux nés en France et les témoignages de bébés échangés à la maternité.

La solution BlueTag est utilisée dans une quarantaine de maternités où elle a protégé 75 000 nouveaux nés. A chaque installation, le personnel de l'hôpital est formé à la solution BlueTag.

Le modèle économique

- L'achat/revente : la maternité réalise l'investissement initial (installation du dispositif, infrastructure informatique et bracelets) et est propriétaire de la solution puis achète les consommables chaque année.
- Le modèle locatif : Bluelinea finance sur fonds propres l'investissement initial au sein de la maternité puis facture l'hôpital en fonction du nombre de naissances.

La Société a principalement basé son développement sur l'offre locative car les maternités ne veulent généralement pas supporter le montant de l'investissement initial. Bluelinea prend en charge la solution et met

en place un forfait unique par naissance. L'investissement est amorti sur une durée de 3 ans. Les maternités peuvent ainsi être équipées de la solution sans investissement initial.

Les contrats sont remportés par appel d'offre ou grâce à la prospection réalisée par les équipes commerciales. La décision d'installation de la solution est généralement prise par le directeur de l'hôpital appuyé par le cadre de la maternité.

Cette nouvelle offre clé en main (mode locatif) a augmenté le taux de succès de la solution.

➤ **Autres Offres : Bluelinea en EHPAD**

Créée en 1998, la société JD-COM développe des produits spécialement étudiés pour venir s'interfacer avec les équipements existant dans les établissements afin de pouvoir procéder à leur renouvellement de manière progressive.

Bluelinea a racheté en octobre 2012 cette société pour bénéficier de son expertise de la conception, fabrication et diffusion de systèmes d'information et mobilité sur site, particulièrement adaptés aux résidences et établissements spécialisés.

Depuis son intégration au sein de Bluelinea la société a changé son business model et commercialise à présent son offre en mode produits + services, sous la marque Serenity. 80% du chiffre d'affaires réalisé par JD-COM provient à présent de Serenity.

Les produits proposés par cette entité sont orientés vers la protection du résident et la protection du personnel de santé (bouton sur lequel appuie l'infirmière en difficulté, alerte auprès des collègues).

L'infrastructure reste la même pour chacun, le service logiciel vient s'implémenter dessus.



- Les valisettes BlueGard

L'objectif de ces valisettes est de protéger les patients Alzheimer résidant en EHPAD.

Fournie par pack de 3, 6 ou 9 bracelets d'autonomie BlueGard, ces petites valises sont prêtes à l'emploi. Les patients sont équipés directement à leur arrivée dans l'établissement.

Ce bracelet permet de protéger le patient, de rassurer les proches et d'assister les soignants.

Le bracelet permet de géolocaliser le patient et d'assurer le télé suivi 24h/24 7j/7. Le patient est relié à la plateforme BlueHomeCare dans les mêmes conditions qu'un patient à son domicile.

- Le système d'appel malade Serenity

L'autre produit phare de cette entité est l'appel et la recherche de personnes notamment dans le milieu médical : Medibox.

La Medibox, équipée d'un émetteur et d'un récepteur radio est un produit d'appel infirmière radio. C'est un système d'appel « radio » sécurisé utilisant la technologie ACTIV'link développée par JD-COM pour sécuriser les transmissions radios et garantir 100% de l'aboutissement des appels (aller et retour).

Le patient nécessitant des soins peut appeler le personnel soignant d'une simple pression sur le bouton du bracelet ou du médaillon. Un voyant lumineux indique la transmission du message. L'utilisation de la technologie ACTIV'link permet aussi de contrôler la réception de l'appel par le système central. Le bouton permet d'appeler selon 2 niveaux d'urgence. Le soignant indique son arrivée au chevet du patient en plaçant sur le bracelet son badge magnétique d'acquiescement. En cas de nécessité, il peut lancer un appel d'assistance depuis le bracelet du patient.

Bluelinea commercialise également ce système sous la forme d'une valise de secours qui permet à un hôpital d'être opérationnel en moins de 10 minutes au cas où un problème touchait le système en place.

Les deux cibles visées sont :

- ✓ Les établissements qui veulent assurer une continuité de service
- ✓ Les petites maisons de retraites et EHPAD qui veulent se développer rapidement

- Le bracelet BlueTag Senior

Il s'agit d'un système dit « anti-fugues » qui permet de prévenir le personnel lorsqu'une personne désorientée équipée d'un bracelet de détection franchit une issue surveillée. L'installation se limite à la pose du boîtier contrôleur, son antenne et un contact de porte. Il permet d'éviter les sorties de patients de leur EHPAD.



➤ **Autres Offres : Equinoxe à Domicile**

Equinoxe a été créée suite à la reprise de l'activité d'une association existant depuis plus de 20 ans et dont l'objet était d'aider les personnes dépendantes. L'objectif est d'apporter aux personnes âgées le réconfort et l'assistance nécessaire pour lutter contre l'isolement et leur permettre de rester à leur domicile le plus longtemps possible.

En juin 2012, une société par actions simplifiée a été créée avec pour unique actionnaire Bluelinea, qui a repris près de la moitié des effectifs de l'association (17 salariés sur 40) pour créer la société Equinoxe.

Equinoxe compte environ 10 000 clients en France :

- 6 000 abonnés en propre
- 4 000 abonnés en marque blanche

L'utilisateur dispose :

- soit d'un médaillon de téléassistance
- soit d'un bracelet anti-chute
- soit des modules du bouquet de services BlueHomeCare

Il peut les activer lorsqu'il est à l'intérieur du domicile (rayon de 150 mètres) et qu'un problème survient.

Le fonctionnement est le suivant en cas de problèmes au domicile de l'abonné :

- 1) L'appel
En quelques instants, l'abonné est en relation directe avec la centrale d'écoute d'Equinoxe
- 2) L'écoute
24h/24, 7j/7, un chargé d'écoute et d'assistance répond à l'appel, prend en compte la demande et si nécessaire déclenche l'intervention d'un tiers
- 3) L'intervention
Dans les plus brefs délais, l'entourage et/ou les services d'urgence se rendent auprès de l'abonné.

En moyenne, les contrats sont signés pour une durée de trois ans. La maintenance et les mises à jour sont ensuite gérées automatiquement à distance (solution web-based) et sans déplacement physique.

Le chiffre d'affaires est réalisé sous forme d'un abonnement mensuel en plus duquel des options supplémentaires sont proposées :

- bracelet détecteur de chute : si la personne tombe, le bracelet détecte instantanément la chute. Une alarme automatique est alors envoyée à la centrale d'écoute Equinoxe.
- boîtier à clés blindé : il permet d'entreposer un trousseau de clés auquel l'entourage aura accès par un code confidentiel
- détecteur de fumée photoélectrique relié au système de téléassistance et ainsi à l'équipe Equinoxe.

6.4 Les réalisations de Bluelinea

Le groupe dispose aujourd'hui d'un éventail de produits et services commercialisés auprès des hôpitaux, des EHPAD et des malades parmi lesquels des produits phares tels que :

- le bouquet de services BlueHomeCare : depuis son lancement en 2011, cette solution, associant un ensemble de services basés sur les nouvelles technologies, répond aux enjeux du soutien et du maintien à domicile des personnes fragiles et dépendantes et notamment des malades d'Alzheimer, et évolue vers un modèle permettant le maintien à domicile à grande échelle ;

Bluelinea a déployé BlueHomeCare au sein de plateformes locales de coordination :

- La première de ces plateformes a été créée en avril 2013 à Saint Quentin en Yvelines,
 - Une plateforme BlueHomeCare a été créée à Lyon le 1^{er} mars 2014.
 - Une troisième plateforme, en cours de mise en place, sera inaugurée au second semestre 2014 à Alençon, avec la participation des collectivités locales.
 - Une plateforme Equinoxe est en service depuis 1990, ouverte 24h/24 7j/7 à Reuilly Diderot (Paris)
-
- le bracelet d'autonomie BlueGard : produit phare du groupe destiné notamment aux personnes atteintes d'Alzheimer associant un bracelet GPS à un service de géolocalisation
 - le bracelet de sécurisation des nouveau-nés BlueTag : permet d'identifier et protéger les nouveau-nés et est utilisé par plus de 50 maternités en France.

Les plus récentes installations BlueTag réalisées sont les suivantes :

- Le Centre Hospitalier de Montélimar déployé en septembre 2013 avec 2000 naissances annuelles
- Le Centre Hospitalier régional de Metz, début 2013, avec 3000 naissances annuelles
- La Clinique catholique l'Etoile à Aix en Provence, avec 2450 naissances annuelles

- **Prix et distinctions :**

La Société est reconnue par les acteurs comme une entreprise de croissance et elle s'est vu attribuer le label Entreprise Innovante par BPI France Innovation en janvier 2012.

Bluelinea a été classée 7^{ème} au classement national des entreprises cotées du Deloitte Fast 50.

Enfin, Bluelinea a été distinguée au début de novembre 2013 du titre de Champion Systematic 2013. La Société a été récompensée par le Pôle de Compétitivité Systematic Paris – Région pour le développement de ses plateformes locales de coordination BlueHomeCare, conçues dans le but d'assurer un suivi à distance permanent des personnes fragiles et dépendantes.

6.5 Les perspectives de Bluelinea

Les perspectives de BlueHomeCare

Si la croissance de Bluelinea repose en partie sur la montée en puissance de ses dispositifs médicaux, le groupe axe largement sa stratégie sur le déploiement au niveau national d'un réseau de plateformes BlueHomeCare. Issue du projet Eclair'Age, visant à favoriser la coopération médico-sociale sur le territoire, dont Bluelinea a été lauréat, une première plateforme BlueHomeCare a été créée par Bluelinea à titre expérimental courant 2012. Le projet initial, consistant à offrir un bouquet de services a évolué vers le déploiement de plateformes locales de coordinations, lesquelles permettront de développer à grande échelle le maintien à domicile des personnes dépendantes (prévention de l'errance, détection de chutes, prévention de la dénutrition, suivi de l'hypertension...). BlueHomeCare s'appuie sur des produits technologiques et des services de surveillance, d'assistance et d'entraide visant à protéger les malades, assister les soignants et accompagner les aidants.

Depuis 2013, ce produit montre un intérêt auprès des collectivités et organismes publics, avec des projets en cours. Ainsi, Bluelinea a entrepris de déployer cette solution sur au moins cinq territoires pilotes (grandes agglomérations, départements, ou régions) à court terme.

Le groupe développe par ailleurs plusieurs projets en marque blanche avec des réseaux de distribution d'envergure.

L'objectif de la société est d'implanter des plateformes BlueHomeCare dans chacune des régions de France afin d'assurer un maillage du territoire, permettant une proximité avec les patients, les prescripteurs et les réseaux d'aide locale. Chacune des plateformes sera ouverte pendant la journée et durant les périodes de fermeture les appels patients seront transférés sur la plateforme Equinoxe de Reuilly Diderot à Paris (10 000 abonnés).

Les perspectives de BlueTag

La Société prévoit de poursuivre l'équipement de nouvelles maternités.

- la majorité des ventes devrait être réalisée sur le modèle locatif avec un investissement initial supporté par Bluelinea. Le nombre moyen de naissances par maternité est de 2000 par an.
- Une partie des installations sera réalisée en ventes « one shot » : la maternité finance elle-même l'installation, Bluelinea fournit ensuite les consommables.

Le potentiel est important avec 600 maternités françaises non encore équipées.

6.6 Positionnement et avantages concurrentiels de Bluelinea

Aujourd'hui, il existe une multitude de guichets susceptibles de recevoir les familles et d'évaluer la prise en charge de personnes fragiles ou en perte d'autonomie. Ces structures peuvent dépendre d'institutions ou d'organismes de natures différentes, publics (CCAS, CLIC, MAIA, SSIAD, Réseaux de Santé), associatifs (Services à la Personne, ...) ou privés (Assistants, Banques, Assurances,...). Ils ont tous un point commun : ils ne délivrent pas directement les services qu'ils peuvent avoir qualifiés ou contribués à financer.

En installant des plateformes locales de coordinations au sein des départements et grandes agglomérations, Bluelinea entend devenir l'opérateur naturel de l'ensemble des guichets d'évaluation, se posant en véritable sentinelle, capable d'alerter aussi bien le monde sanitaire que social, et cela en amont même de la création d'un pôle unique dédié à l'accueil des seniors, à l'instar de « Pôle Emploi » avec des « chargés de cas ».

Bien que les projets dans le domaine de l'e-santé soient nombreux, Bluelinea compte peu de véritables concurrents structurés, et à ce jour, la Société n'a identifié aucun acteur à même de fournir une prestation aussi large que la sienne. Le marché est en effet très atomisé avec nombre de start-up récemment créées profitant de l'engouement pour la Silver Economie.

Les principaux concurrents de Bluelinea sont Europ Assistance, Custos, Vivago et Link Care service. Ces acteurs spécialistes de la téléphonie, ou des systèmes de téléalarme ont ainsi lancé des offres à destination des seniors. Toutefois, ceux-ci fournissent soit les produits, soit les services, mais aucun d'entre eux ne dispose d'un véritable outil complet et performant de mobilité et de coordination locale au bénéfice du maintien à domicile.

Des associations se sont constituées pour regrouper différents acteurs, les aider à s'organiser et à formaliser leur approche (type Sol'iage/SilverValley - solutions innovantes pour l'autonomie et la gérontechnologies, qui dispose du statut de grappe d'entreprises et est financée à ce titre par la Datar). L'objectif est de créer des solutions multifonctions.

Bluelinea fait partie de TECHSAP Ouest, une association de filière, créée le 28 juin 2011, en partenariat avec la CCI d'Alençon et l'Institut Régional des Services à la Personne (IRSAP). Elle a pour vocation de mettre en réseau l'ensemble des acteurs de la Silver Economie de l'Ouest Français (nouvelles technologies, industrie, aménagement de l'habitat, service à la personne, sanitaire & social, organismes de formation). Son objectif est de promouvoir l'innovation technique et/ou sociale permettant le maintien à domicile des personnes âgées, en favorisant l'émergence de projets collaboratifs entre ses adhérents, dans l'optique plus générale d'une valorisation du territoire. A ce titre, TECHSAP Ouest est fortement impliqué dans le lancement de la Silver Normandie, et la déclinaison régionale du contrat de filière rendu public en décembre 2013.

Les plateformes BlueHomeCare

La médiatisation récente de la Silver Economie a amplifié les effets d'annonce et multiplié les initiatives, avec de nombreux appels à projets sur le sujet émanant de multiples collectivités et de solutions peu ou prou comparables proposées par divers industriels. Ceci est indicateur de l'émergence d'un nouveau marché.

Il existe déjà des dispositifs spécialisés pour certaines pathologies, ou des entreprises offrant un produit individuel sans le support d'un centre d'appel.

Néanmoins, en raison de la cohérence de sa conception et de la complémentarité des fonctions offertes reliées à une plateforme dédiée, BlueHomeCare® est, à la connaissance de Bluelinea, à ce jour et en France, la seule solution déployée à être opérationnelle et éprouvée. Faisant appel à des produits « grand public » (balances, tensiomètre...), peu coûteux, par opposition à des « dispositifs médicaux » onéreux, BlueHomeCare® se situe comme une « sentinelle » à même de surveiller des seuils et déterminer des tendances, dans l'optique d'un système intégré.

Par ailleurs, Bluelinea s'est allié à un hébergeur de données médicales en cours d'homologation par l'ASIP (Agence des Systèmes d'Informations Partagés), participe aux instances de normalisation des produits de la Silver Economie et est en rapport avec la CNIL.

La plateforme H24

Il existe déjà des concurrents qui pratiquent la téléassistance et dont la notoriété n'est plus à démontrer tels que Mondial Assistance, Europ Assistance, Présence Verte, Filien...

Cependant ces concurrents ne sont pas des spécialistes du secteur des personnes âgées, leur assistance est assez généraliste et dédiée à un ensemble de clients, indépendamment de leur âge. De plus, ils ne proposent pas l'ensemble des services offerts par Bluelinea (suivi du patient, objets connectés...).

Les bracelets BlueTag

La concurrence est assez importante dans ce secteur. Les principaux concurrents de Bluelinea sont :

- La solution Siway Maternité de Siemens
- Le système Hugs de Stanley Healthcare

Toutefois, la très grande majorité des maternités françaises déjà équipées à ce jour ont retenu la solution BlueTag.

L'appel malade Serenity

Serenity détient une faible part de marché pour le moment (5% de part de marché sur les appels malades). Les concurrents sont soit des acteurs importants comme Akerman, Ascom, Taico, CRMS ou BLIC (Stanley), soit des acteurs régionaux.

Le principal avantage concurrentiel de Serenity est le rattachement à la plateforme BlueHomeCare, le rapprochement entre le malade et la téléassistance (plateau 24h/24) proposé par Bluelinea devrait permettre de développer les ventes de Serenity.

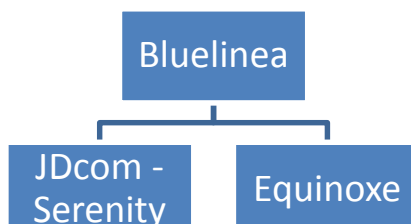
Le mode de vente est principalement en direct (Sud Est, Sud-Ouest, Paris, Rhône Alpes), via des commerciaux tandis que le reste de la France est adressé via des distributeurs. Les appels d'offre sont peu nombreux (15% du CA).

Serenity a conclu des partenariats avec des acteurs majeurs comme Ineo, Spie ou encore Vinci qui assurent des chantiers importants (chauffage, climatisation, maintenance...) et peuvent intégrer les solutions Serenity dans leur offre auprès des hôpitaux et EHPAD. Pour le moment, les partenariats représentent un chiffre d'affaires supérieur à celui fait en ventes directes.

7. ORGANIGRAMME

7.1 Organigramme juridique de Bluelinea

L'Organigramme juridique de Bluelinea à la date du présent document se présente comme suit :



Bluelinea détient 100 % du capital et des droits de vote de ses filiales Equinoxe et JD-Com.

7.2 La filiale Equinoxe SAS

La société est née du rapprochement entre l'Association Equinoxe, prestataire de téléassistance pour personnes âgées, et Bluelinea SA.

Equinoxe SAS est une société par actions simplifiées, au capital de 100 000 € créée le 5 juin 2012 par Bluelinea, son associé unique, pour assurer le développement et le suivi de l'activité de la plateforme H24.

Equinoxe est une société agréée « service à la personne ». Au 31 décembre 2013, Equinoxe SAS comptait une vingtaine de collaborateurs dédiés qui interviennent sur toute la France à partir d'agences régionales et déploient tant la téléassistance que les autres solutions du groupe, tel que le bracelet d'autonomie pour personnes désorientées. Dès lors, la société associe une dimension humaine de proximité à des dispositifs technologiques éprouvés en assurant un lien social et familial autour du maintien à domicile.

Souhaitant élargir le parc de ses abonnés Equinoxe SAS avait acquis, le 1^{er} octobre 2012, la totalité des parts de Sérénitel Sarl, une entreprise de téléassistance pour personnes âgées qui gérât un peu plus de 200 abonnés et qui ne disposait pas de son propre centre d'appel. Le 15 février 2013, cette société a fait l'objet d'une Transmission Universelle de Patrimoine à son associé unique, Equinoxe SAS, et, en conséquence, a été dissoute.

7.3 La filiale JD-Com

L'intégralité des actions de la SAS JD Com a été acquise par Bluelinea SA le 24 octobre 2012 dans le cadre de sa stratégie visant à constituer une offre transversale de dispositifs destinés aux patients fragiles.

JD-COM est une entreprise spécialisée dans la conception, la fabrication et la diffusion de systèmes d'information et de mobilité sur site. JD-COM a pour objectif d'apporter des systèmes de protection et d'assistance aux établissements de soins et d'hébergement de personnes en perte d'autonomie ou dépendantes : laboratoires, hôpitaux, cliniques, maisons de retraite, EHPAD,...

Dénomination sociale	Capital social	Numéro de RCS	%du capital détenu	Résultat 2013
JDcom – Serenity	SAS de 52 000€	419 692 124	100%	30 240 €
Equinoxe	SAS de 100 000 €	751 930 264	100%	(73 558 €)

8. PROPRIETES IMMOBILIERES, USINES ET EQUIPEMENTS

8.1 Descriptif

Les locaux utilisés par le groupe en France sont tous loués auprès de tiers.

En France, les locaux loués sont :

- Paris, dans le cadre d'un contrat de bail commercial conclu pour une durée de neuf années s'achevant le 14 mars 2021 avec faculté pour le preneur de mettre fin au bail au terme de chaque période triennale. Le loyer annuel HT et hors charge s'élève à 51 200 €,
- Elancourt, dans le cadre d'un contrat de bail commercial conclu pour une durée de 9 ans s'achevant le 15 février 2022. Le loyer annuel HT et hors charge s'élève à 30 762.90 €,
- Lyon, dans le cadre d'un contrat de bail commercial conclu pour une durée de 9 ans s'achevant le 31 décembre 2021. Le loyer annuel HT et hors charge s'élève à 12 000 €,
- Lille, dans le cadre d'un contrat de bail commercial pour une durée de 9 ans s'achevant le 30 juin 2019. Le loyer annuel HT et hors charges s'élève à 8 400 €,
- Grasse, dans le cadre d'un contrat de bail commercial conclu pour une durée de neuf années s'achevant le 1 février 2013 avec faculté pour le preneur de mettre fin au bail au terme de chaque période triennale. Le loyer annuel HT et hors charge s'élève à 6 000 €,
- Mézière sur Issoire, dans le cadre d'un contrat de bail commercial pour une durée de 6 ans s'achevant le 14 janvier 2019. Le loyer annuel HT et hors charges s'élève à 2 400 €.

8.2 Question environnementale

De par la spécificité de son activité, Bluelinea n'a pas d'empreinte environnementale.

9. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT

Les informations financières résumées de la Société et figurant ci-dessous sont issues des comptes consolidés annuels retraités en pro-forma pour l'exercice 2012 et en année pleine pour l'exercice 2013.

9.1 Situation Financière

9.1.1 Présentation des principaux postes du compte de Résultat

€'000	Exercice 2013	Exercice 2012
		Comptes consolidés pro forma
Produits d'exploitation	3 356	2 961
Résultat d'exploitation	-1 330	-800
Résultat courant	-1 324	-801
Résultat Net	-816	-363

Evolution des produits d'exploitation

Au cours des deux derniers exercices, le montant des produits d'exploitation a marqué une croissance de 13% passant de 2 961K€ à 3 356k€ porté par le développement de plateformes locales de coordination : BlueHomeCare et la plateforme d'urgence H24.

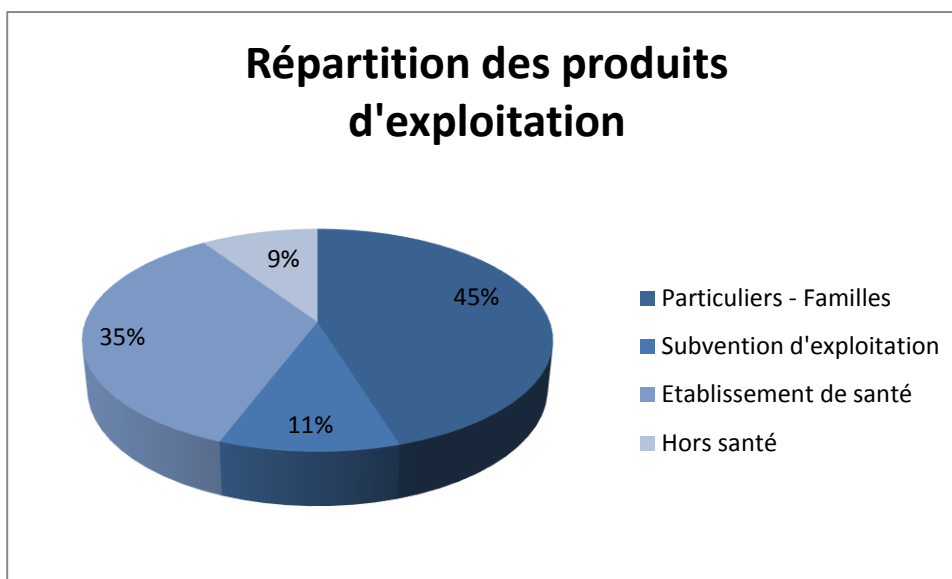
€'000	Exercice 2013	Exercice 2012
Produits d'exploitation	3 356	2 961
dont BlueTag	168	77
dont BlueHomeCare	483	450
dont Sérénity - BlueTag Senior	885	1029
Plateforme H24	1 431	793
Hors santé - Divers	389	612

Les principales tendances sur les produits d'exploitation par typologie d'activité pour les exercices 2012 et 2013 sont les suivantes :

- Lancement de la première plateforme locale de coordination BlueHomeCare en Mars 2013 inauguré par la Ministre déléguée aux personnes âgées et à l'autonomie. Cette première plateforme est à la fois subventionnée dans le cadre du programme des Investissements d'Avenir « e-santé 2 » et basée sur des abonnements mensuels tout inclus. Cette nouvelle stratégie de développement représente 14% des produits d'exploitation en 2013.
- Poursuite de développement du Chiffre d'affaire de la plateforme H24 dans le but de proposer une offre transversale de dispositifs innovants et de services associés destinés aux personnes dépendantes et aux patients fragiles.
- Réduction entre 2012 et 2013 des produits d'exploitation se trouvant hors du domaine de la santé, pour se recentrer et devenir un acteur du soutien, maintien et EHPAD à domicile.

La récurrence des revenus suite à la mise en place d'un nouveau modèle économique basé sur des abonnements mensuels est de l'ordre de 45% sur l'exercice 2013.

La ventilation des produits d'exploitation du groupe Bluelinea par typologie se répartie de la façon suivante :



Evolution des charges d'exploitation

€'000	Exercice 2013	Exercice 2012
		Comptes consolidés proforma
Produits d'exploitation	3 356	2 961
Charges d'exploitation	4 686	3 761
<i>dont achats de marchandises</i>	81	95
<i>dont variation de stock (marchandises)</i>	2	21
<i>dont achats de m.p & autres approv</i>	530	663
<i>dont autres achats et charges externes</i>	1 327	993
<i>dont impôts, taxes et vers.assim</i>	50	29
<i>dont salaires et traitements</i>	1 703	1 104
<i>dont Charges sociales</i>	744	516
<i>dont amortissements et provisions</i>	242	201
<i>dont autres charges</i>	7	139
Résultat d'exploitation	-1 330	-800
Résultat courant	-1 324	-801
Résultat Net	-816	-363

Les principaux postes de charges supportés par la Société sont les « Charges de personnel » ainsi que les « Autres achats et charges externes ».

Le poste des « Charges de personnel » constitue le principal poste de charges d'exploitation de la société, compte tenu de la nature de son activité.

Le groupe est passé de 30 salariés, fin 2012 à 64 salariés fin avril 2014, notamment par le renforcement de sa force commerciale et à la suite de l'intégration de l'équipe d'écouteurs de l'Association Equinoxe.

Evolution des effectifs salariés	Bluelinea	Equinoxe	Jd-Com	Total
Effectif au 30/04/2014	16	36	12	64
Effectif au 31/12/2013	14	20	11	45
Effectif au 31/12/2012	7	15	8	30
Effectif au 31/12/2011	6			6

Le poste des « Autres achats et charges externes » constitue le second poste le plus important des charges d'exploitation de la Société. Il comprend principalement :

- Les prestations facturées par nos partenaires notamment l'Association Equinoxe (366 k€)
- Les frais de transports et déplacement (295 k€)
- Les locations mobilières et immobilières (154 k€)
- Les frais de publicité et communication (117 k€)

Le poste des « Dotations aux amortissements et provisions » concerne principalement les amortissements des immobilisations incorporelles (frais de recherche et développement) et incorporelles (installations techniques, matériel).

€'000	Exercice 2013	Exercice 2012
	Comptes consolidés proforma	
Dotations aux amortissements Incorporels	70	84
Dotations aux amortissements Corporels	140	45
Dotation amortissement Crédit Bail	18	
Dotation prov. risques et ch. exploit		49
Provision Garantie aux clients	11	13
Dotation prov. Dépréciation stocks en cours	3	2
Dotation prov. Dépréciation créances clients		8
Total Dotations aux amortissements et provisions	242	201

Evolution du résultat d'exploitation

Au titre de l'exercice 2013, la perte d'exploitation s'élève à 1 330 k€ contre 800 k€, conséquence du déploiement de moyens humains et matériels pour la mise en place de la stratégie de développement des plateformes locales de coordination BlueHomeCare.

Evolution du résultat net

Le résultat net s'établit par conséquent à – 363k€ en 2012 pour atteindre – 816k€ en 2013.

Le calcul du résultat net intègre la prise en compte du remboursement du Crédit d'Impôt Recherche (CIR) auquel le groupe est éligible depuis 2007.

Le groupe a engagé au cours de l'exercice des dépenses de frais de recherche et développement ouvrant droit à des crédits d'impôt de 517 k€ en 2013 par rapport à 192k€ en 2012.

Les efforts de recherche et développement du groupe sont principalement axés vers :

- le développement de la suite logicielle BlueHomeCare, comprenant l'intégration de nouveaux types de dispositifs, protocoles ou services afin d'élargir le champ d'accompagnement des aidants, de protection des patients ou d'assistance des soignants
- la mise au point, l'adaptation, l'évaluation ou la création de dispositifs appelés aujourd'hui "**objets connectés**" qui tendront de plus en plus à être considérés d'ici 5 à 10 ans comme des "**objets intelligents**".

Cette double compétence associant le développement de logiciels à l'intégration de dispositifs matériels innovants permet au groupe de concevoir et réaliser des solutions opérationnelles qui répondent ainsi plus précisément aux besoins des clients actuels et futurs.

9.1.2 Présentation des principaux postes du bilan

Commentaire sur les éléments de l'actif du bilan

€'000	Exercice 2013	Exercice 2012
		Comptes consolidés proforma
Actif immobilisé	732	458
<i>Dont immobilisations incorporelles</i>	122	187
<i>Dont immobilisations corporelles</i>	586	246
<i>Dont immobilisation financières</i>	24	25
Actif circulant	2 617	3 049
<i>Dont stocks et en-cours</i>	242	247
<i>Dont créances clients</i>	738	642
<i>Dont autres créances</i>	1 226	986
<i>Dont trésorerie et équiv. Trésorerie</i>	411	1 174
TOTAL ACTIF	3 349	3 507

Concernant l'actif immobilisé, le principal constat est la forte progression entre 2012 et 2013 des immobilisations corporelles en raison des investissements nécessaires pour assurer la fourniture, au domicile de ses abonnés, des dispositifs innovants et des services associés qui leur étaient destinés (transmetteurs, bracelets, infrastructures de télé-suivi, ...).

Concernant l'actif circulant, les principaux constats sont les « Autres créances » qui concernent principalement le Crédit Impôt Recherche (517 k€ en 2013 et 192k€ en 2012) et subvention d'exploitation (356k€ en 2013 et 348k€ en 2012).

La trésorerie du groupe se monte à 411k€ à fin 2013.

Commentaire sur les éléments de passif du bilan

€'000	Exercice 2013	Exercice 2012
		Comptes consolidés proforma
Capitaux propres	1 955	2 216
Provisions	167	231
Dettes	1 227	1 060
<i>Dont dettes financières</i>	143	62
<i>Dont dettes fournisseurs et autres dettes</i>	397	550
<i>Dont dettes fiscales et sociales</i>	687	448
TOTAL PASSIF	3 349	3 507

Concernant le passif du bilan, les capitaux propres de 1 955k€ ont légèrement diminué suite au résultat négatif de 816k€. Au cours de l'année 2013, la Société a procédé à l'émission de 124 767 actions nouvelles, lors de deux augmentations de capital consécutives.

Les dettes financières sont principalement constituées des dépôts et cautionnement versés par les abonnés au service de la plateforme H24 (108k€)

Le groupe ne supporte aucun emprunt bancaire.

€'000	Exercice 2013	Exercice 2012
Analyse de l'endettement Financier		Comptes consolidés proforma
A. Trésorerie	87	571
B. Instruments équivalents		
C. Titres de placements	324	603
D. Liquidités (A+B+C)	411	1 174
E. Créances financières à court terme		
F. Dettes bancaires à court terme		2
G. Part à moins d'un an des dettes à moyen et long terme	16	3
H. Autres dettes financières à court terme (avances remboursables)		
I. Dettes financières à court terme (F+G+H)	16	5
J. Endettement financier net à court terme (I-E-D)	-395	-1 169
K. Emprunts bancaires à plus d'un an	19	
L. Obligations émises		
M. Autres emprunts à plus d'un an	108	58
N. Endettement financier net à moyen et long terme (K+L+M)	127	58
O. Endettement financier net (J+N)	-268	-1 111

Commentaire sur la variation du Besoin en Fonds de Roulement

La variation du besoin en fonds de roulement a connu une légère augmentation de 144k € par rapport à 2012.

€'000	Exercice 2013	Exercice 2012	Var.
Variation du BFR	Comptes consolidés proforma		
Stock	242	247	-5
Créances Clients	738	642	96
Autres créances	1 105	971	134
Charges constatées d'avances	21	15	6
Dettes fournisseurs	-262	-441	179
Dettes fiscales et sociales	-687	-448	-239
Autres dettes	-55	-43	-12
Produits constatés d'avance	-79	-64	-15
Besoin en fonds de roulement	1 023	879	144

9.2 Facteurs de nature gouvernementale, économique, budgétaire, monétaire ou politique pouvant influencer sensiblement les opérations de la Société.

Bluelinea n'identifie pas à ce jour de facteurs de nature gouvernementale, économique, budgétaire, monétaire ou politique ayant influencé dans le passé ou susceptible d'influencer dans l'avenir, sensiblement, de manière directe ou indirecte, ses activités.

9.3 Informations complémentaires

Projet PICADO

Une convention a été conclue entre le Département de Paris et la société Bluelinea. Elle a pour projet la conception et la réalisation d'un système global, ouvert et interopérable destiné à la prise en charge au domicile d'un patient atteint d'une maladie chronique ou d'une personne vulnérable en situation de dépendance.

Les dépenses du programme sont estimées à 529 424 € et sont à réaliser dans un délai de 36 mois, à compter du 1er septembre 2011, date de démarrage du projet.

En contrepartie, la Ville de Paris accorde à la société Bluelinea une subvention à hauteur de 45% des dépenses exposées, soit 238 241 €.

En date du 31 décembre 2013, la société Bluelinea a comptabilisé un produit de 11 912 € en subvention.

Projet Eclair'Age

Une convention a été conclue entre la Caisse des dépôts et consignations et la société Bluelinea. Elle a pour objet le développement de services numériques pour la santé et l'autonomie. Les dépenses du programme sont estimées à 564 205 € au titre de la participation financière R&D et 194 040 € au titre de la participation financière innovation. Elles sont à réaliser dans un délai de 27 mois, à compter du 2 Octobre 2012, date de démarrage du projet.

En contrepartie, la Caisse des dépôts et consignations accorde à la société Bluelinea une subvention à hauteur de 45% au titre de la participation financière R&D et 30% au titre de la participation financière innovation.

En date du 31 décembre 2013, la société Bluelinea a comptabilisé un produit de 345 k€ (subvention).

10. TRESORERIE ET CAPITAUX

10.1 Information sur les capitaux, liquidités et sources de financement du groupe.

Au 31 décembre 2013, le montant total du poste trésorerie et équivalent détenus par le groupe s'élève à 411.245 euros contre 1.174.028 euros au 31 décembre 2012.

10.1.1 Financement par le capital (nominal & prime d'émission)

Depuis le 1^{er} janvier 2012, la société Bluelinea a reçu un total de 4.401.076,00 € d'euros au travers d'augmentations de capital.

Le tableau ci-dessous résume ces différentes opérations :

Date	Nature de l'opération	Augmentation du capital social en valeur nominale (€)	Nombre d'actions créées	Nombre d'actions cumulé	Montants levés (€) (prime d'émission incluse)	Prix par action (y compris prime d'émission)
31-déc-11		257 178,00	1 285 890	1 285 890		
20-janv-12	Augmentation de capital par émission d'actions	5 648,00	28 240	1 314 130	141 200,00 €	5,00 €
07-févr-12	Augmentation de capital par émission d'actions	7 000,00	35 000	1 349 130	175 000,00 €	5,00 €
30-mai-12	Augmentation de capital par émission d'actions	17 076,00	85 380	1 434 510	426 900,00 €	5,00 €
15-juin-12	Augmentation de capital par émission d'actions	2 632,80	13 164	1 447 674	65 820,00 €	5,00 €
31-déc-12	Augmentation de capital par émission d'actions	16 327,00	81 635	1 529 309	448 992,50 €	5,50 €
10-mai-13	Augmentation de capital par émission d'actions	12 628,00	63 140	1 592 449	347 270,00 €	5,50 €
17-juin-13	Augmentation de capital par émission d'actions	12 325,40	61 627	1 654 076	338 948,50 €	5,50 €
31-déc-13				1 654 076		
10-janv-14	Augmentation de capital par émission d'actions	4 292,00	21 460	1 675 536	150 005,40 €	6,99 €
22-janv-14	Augmentation de capital par émission d'actions	1 717,00	8 585	1 684 121	60 009,15 €	6,99 €
25-févr-14	Augmentation de capital par émission d'actions	48 641,00	243 205	1 927 326	1 700 002,95 €	6,99 €
14-mai-14	Augmentation de capital par émission d'actions	5 230,00	26 150	1 953 476	200 047,50 €	7,65 €
19-mai-14	Exercice de BSA	3 918,60	19 593	1 973 069	156 744,00 €	8,00 €
21-mai-14	Exercice de BSA	4 753,40	23 767	1 996 836	190 136,00 €	8,00 €
TOTAL		399 367,20	1 996 836	1 996 836	4 401 076,00 €	

A la date du prospectus, le capital social s'élève à 399 367,20 € divisé en 1 996 836 actions de 0,20 € de nominal.

10.1.2 Financement par le Crédit Impôt Recherche

Pour financer ses activités, le groupe Bluelinea a également opté pour le Crédit d'Impôt Recherche (CIR), qui consiste pour l'Etat à offrir un crédit d'impôt aux entreprises investissant significativement en recherche et développement. Les dépenses de recherche éligibles au CIR incluent, notamment, les salaires et traitements, les amortissements du matériel de recherche, les prestations liées à la vieille technologique.

Le groupe a bénéficié du crédit d'impôt recherche pour les années 2012, 2013 pour un montant cumulé sur ces deux années de 839k€. Le contrôle effectué par l'administration fiscale en 2013 sur les dépenses déclarées par le groupe pour l'exercice 2012 a conduit à confirmer l'éligibilité de ces dépenses au CIR.

(K Euros)	2013	2012	Total
Budget Recherche et développement	1 817	1 098	2 915
Crédit d'impôt et recherche	517	322	839

10.1.3 Financement par l'emprunt bancaire

Historiquement, le groupe Bluelinea a toujours financé sa croissance par voie d'augmentations de capital. Elle n'a jamais eu recours à l'emprunt bancaire.

En conséquence, elle n'est pas exposée à des risques de liquidité résultant de la mise en œuvre de clauses de remboursement anticipé d'emprunts bancaires.

Le groupe n'a au jour du présent document, contracté aucun emprunt bancaire.

10.1.4 Evolution de la trésorerie

La trésorerie a évolué de la manière suivante au cours des 2 dernières années :

Montant de la trésorerie (K Euros)	Mars 2014	2013	2012
Trésorerie et équivalent de trésorerie	1 959	411	1174

10.2 Flux de trésorerie

Le tableau ci-dessous présente les flux nets de trésorerie générés par l'activité du Groupe :

	Exercice 2013	Exercice 2012 Comptes consolidés
Flux de trésorerie liés à l'activité		
Résultat net des sociétés intégrées	-815 808	-259 053
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité	653	480
Amortissements et provisions	178 125	-40 828
Impôts différés	8 895	-9 644
Vnc cession immobilisations	16 653	946
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	-611 482	-308 099
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-245 233	-294 128
Incidence des variations de périmètre		
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-856 715	-602 227
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations	-543 537	-233 638
Cessions d'immobilisations	22 896	7 055
Incidence des variations de périmètre	-37 130	22 792
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-557 771	-203 791
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		
Augmentation de capital en numéraire	555 183	970 628
Apports/Remboursements dettes financières diverses		
Emissions d'emprunts	115 509	50 528
Remboursements d'emprunts	-17 332	-569
Incidence des variations de périmètre		
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	653 360	1 020 587
Variation de trésorerie	-761 126	214 569
Trésorerie d'ouverture	1 172 371	957 802

Trésorerie de clôture	411 245	1 172 370
Incidence des variations du cours des devises		

10.3 Restrictions éventuelles à l'utilisation des capitaux

Il n'existe aucune restriction portant sur l'utilisation de ses capitaux par la Société.

10.4 Sources de financement attendues, nécessaires pour honorer les engagements

Néant.

11. RECHERCHE & DEVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES

La recherche et développement est un facteur essentiel pour permettre à Bluelinea de poursuivre son développement. L'activité de recherche et développement est principalement engagée à deux niveaux :

- soit dans le développement de la suite logicielle de BlueHomeCare. A savoir l'intégration de nouveaux types de dispositifs, protocoles ou services élargissant le champ d'accompagnement des aidants, de protection des patients ou d'assistance des soignants
- soit dans la mise au point, l'adaptation ou la création de dispositifs appelés aujourd'hui "objets connectés" qui tendront très certainement de plus en plus à être considérés d'ici 5 à 10 ans comme des "objets intelligents".

Cette double compétence entre développement logiciels et mise à disposition de matériels permet à Bluelinea de dispenser une offre répondant ainsi plus précisément aux besoins des clients actuels et futurs.

Sur les deux dernières années, le budget affecté à la R&D est le suivant :

(K Euros)	2013	2012	Total
Budget Recherche et développement	1 817	1 098	2 915
Crédit d'impôt et recherche	517	322	839

12. TENDANCES

12.1 Principales tendances depuis le 1^{er} janvier 2014

Le début d'année 2014 a été marqué par la reprise de l'activité commerciale de l'Association Equinoxe. En effet, suite à la première phase de développement de Bluelinea, en juin 2012, l'Association avait cédé à Equinoxe SAS l'essentiel de son activité, comprenant notamment le déploiement, l'installation et la supervision des matériels électroniques d'appel et d'écoute chez les Abonnés ainsi que l'ensemble des tâches administratives et financières liées à la gestion quotidienne de l'Association.

Au 3 mars 2014, une seconde phase a ainsi été engagée, faisant suite au désir de l'Association Equinoxe de se consacrer de manière exclusive au volet humain et social et se décharger de toute activité marchande. Dès lors, a été cédée à la société Equinoxe SAS l'activité d'écoute, constituant de fait une offre cohérente et complète auprès des Abonnés. Toutefois, Equinoxe SAS entendant soutenir l'action conviviale auprès de ses adhérents, une collaboration étroite entre l'Association et la société perdurera dans le futur.

Par ailleurs, à l'occasion du 6^{ème} débat sur la dépendance et la perte d'autonomie, organisé par l'OCIRP le 4 mars 2014, Bluelinea a annoncé le lancement d'une nouvelle offre d'« EHPAD à domicile ». Afin de favoriser, par les EHPAD, le soutien et le maintien à domicile des personnes âgées, Bluelinea a en effet imaginé une nouvelle offre de services, devenant ainsi un véritable « opérateur de l'EHPAD à domicile ». En accompagnant ces établissements, pour un coût de 3 à 5 € par jour, la Société propose des dispositifs innovants, une équipe de télésuivi 24h/24, 7j/7 et un réseau d'entraides pour une prise en charge totale de ces personnes en perte d'autonomie (présence, température, poids, tension, rythme cardiaque, actimétrie, etc).

12.2 Tendance connue, incertitude, demande, d'engagement ou évènement raisonnablement susceptible d'influer sur les perspectives de la Société

La Société n'a pas connaissance de tendances connues ou d'évènements avérés relatifs à son activité qui soient raisonnablement susceptibles d'influer sensiblement de manière exceptionnelle sur son chiffre d'affaires au cours du premier semestre 2014.

13. PREVISIONS OU ESTIMATION DU BENEFICE

La Société ne fait pas à ce stade de prévisions ou d'estimations du bénéfice.

14. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

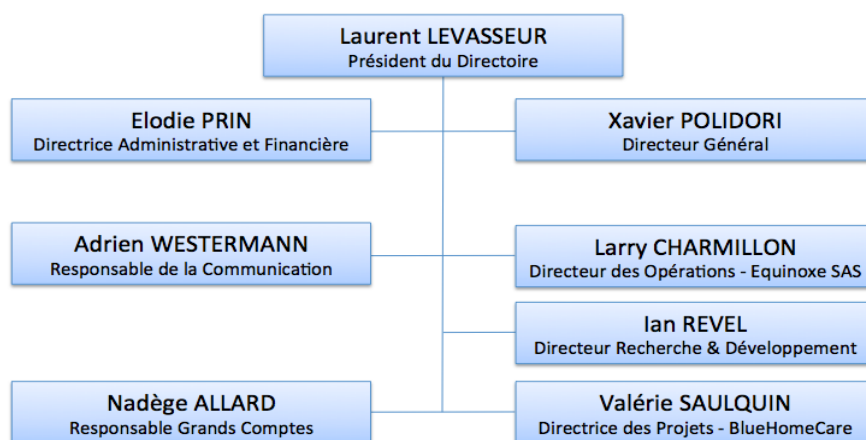
14.1 Dirigeants

L'assemblée générale extraordinaire du 17 mars 2014 a modifié la gouvernance de Bluelinea en faisant passer la Société d'une structure à conseil d'administration à une structure à Directoire et Conseil de Surveillance.

La Société est une société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance. Une description des principales stipulations des statuts de la Société figure au chapitre 16 « Fonctionnement des organes d'administration et de direction » et au paragraphe 21.2 « Actes constitutifs et statuts » du présent document.

14.1.1 Informations générales relatives aux dirigeants

L'organisation mise en place par les dirigeants depuis début 2014 est la suivante :



Au 17 mars 2014, le Directoire est composé des 3 membres suivants, nommés pour une durée de 5 ans expirant lors de la première réunion du conseil de surveillance tenue après le cinquième anniversaire de cette nomination :

Nom Prénom	Age	Principale fonction dans la Société	Date de 1ère nomination	Date d'expiration du Mandat
LEVASSEUR Laurent	45	Président du Directoire	17/03/2014	5 ans
POLIDORI Xavier	43	Directeur Général	17/03/2014	5 ans
PRIN Elodie	32	Directrice Administrative et Financière	17/03/2014	5 ans

Aucune de ces personnes, au cours des 5 dernières années,

- n'a fait l'objet de condamnation pour fraude ;
- n'a été associée en sa qualité de dirigeant ou administrateur à une faillite, mise sous séquestre ou liquidation ;
- n'a fait l'objet d'une interdiction de gérer ;
- n'a fait l'objet d'incriminations ou de sanctions publiques officielles prononcées par des autorités statutaires ou réglementaires.

Le mode de gestion par un Directoire et Conseil de surveillance a été adopté par l'assemblée Générale du 17 mars 2014. Avant cette modification de gouvernance, Laurent LEVASSEUR a été nommé à la fonction de Directeur Général Délégué le 14 janvier 2011 puis en qualité de Président du Directoire le 17 mars 2014. Les contrats de travail conclus entre Bluelinea et les membres du Directoire sont maintenus.

14.1.2 Biographies des membres du Directoire

Laurent Levasseur : Président du Directoire

Laurent Levasseur a fondé, à l'âge de vingt ans, deux sociétés de services informatiques avant de rejoindre le Groupe Bull au sein duquel il a exercé des fonctions de responsabilité dans le domaine des systèmes de gestion de laboratoires.

En 2000, à la suite de l'acquisition par Medasys de l'activité dont il avait la responsabilité chez Bull, il est nommé Directeur de la Business Unit « Solutions Santé ». Il devient ensuite Directeur du Business Development du Groupe Medasys et participe à diverses opérations de croissance externe dans les domaines de l'informatique de santé.

Début 2006, il crée, avec Alexis Westermann, Bluelinea dont il exerce la direction générale.

Laurent Levasseur est membre de la Commission Nationale de Bientraitance et participe à différents groupes de travail ministériels dont notamment au Projet de loi pour l'adaptation de la société au vieillissement. Il est également enseignant à Centrale Paris. Agé de 44 ans, il est diplômé en droit de l'Université Panthéon-Sorbonne.

Elodie Prin : Directrice Administrative et Financière (membre du Directoire)

Elodie Prin a obtenu un Master 2 Gestion à IAE de Besançon en 2006.

Elle a commencé sa carrière en assurant l'ensemble de la supervision des budgets, de la comptabilité et des ressources humaines de l'association Equinoxe comprenant près de 40 collaborateurs.

Elodie Prin a rejoint l'équipe de direction du Groupe Bluelinea à l'occasion de la création de la filiale Equinoxe SAS. Depuis 2012, elle assume la Direction Administrative et Financière de l'ensemble du Groupe.

Xavier Polidori : Directeur Général du pôle Institutions (membre du Directoire)

Xavier Polidori a effectué la première partie de sa carrière au sein de JD COM concevant et déployant des systèmes de communication sécurisés utilisés par la police, les pompiers et le SAMU. Il a pris la Direction Générale de la Filiale Sérénity lors du rachat de JD COM par Bluelinea. Il est responsable d'une vingtaine de personnes et de solutions présentes dans 400 hôpitaux et EHPAD clients de Bluelinea. Il est ingénieur diplômé de Politech Paris.

14.1.3 Autres mandats sociaux et fonctions exercées

Il n'y a pas d'autres mandats sociaux et fonctions exercées par les membres du directoire.

14.2 Conseil de surveillance

14.2.1 Informations générales sur le conseil de surveillance

Le conseil de surveillance est composé de six membres nommés pour une durée de quatre ans par l'assemblée générale extraordinaire du 17 mars 2014 et par l'assemblée générale mixte du 5 mai 2014. Il comprend trois membres considérés comme indépendants.

14.2.2 Biographies

Alexis Westermann, Président du Conseil de surveillance

Alexis Westermann a débuté sa carrière en 1968 chez Schlumberger, aux Etats-Unis et en France, puis assumé divers postes de responsabilité au sein d'ITT Europe. De 1981 à 1989, il a exercé des fonctions de direction générale dans plusieurs sociétés cotées du secteur de l'électronique industrielle.

En 1990, il crée un fonds d'investissement qui prend une participation dans Medasys, qu'il rejoint en 1996 en tant que Vice-Président. Après avoir mené à bien une dizaine d'acquisition et contribué à faire de cette société le leader français des systèmes d'information clinique hospitaliers, il la quitte en juin 2010.

Il crée Bluelinea avec Laurent Levasseur et se consacre depuis à développer cette entreprise dédiée à la prise en charge à domicile de personnes vulnérables au moyen de dispositifs simples faisant appel aux Technologies de l'Information et de la Communication.

HEC de formation, il est administrateur du Centre National de Référence Santé + Autonomie, des syndicats professionnels LESISS et ASIPAG, ainsi que du cluster SOLIAGE et membre fondateur du Forum Living Labs Santé Autonomie.

Marc Westermann, Vice-président du Conseil de surveillance

Marc Westermann a débuté comme auditeur interne chez Vivendi, avant de rejoindre Canal+ Overseas, la filiale internationale du Groupe Canal+, en pleine expansion. Devenu membre du Comité de Direction, il y conduit les opérations de croissance organique (nouvelles technologies, Afrique) comme de croissance externe (fusion en Pologne, joint-venture au Vietnam).

En 2011, il prend en charge l'activité Corporate Venture de SFR pour financer des start-ups innovantes et siège à plusieurs conseils. SFR lui confie ensuite le lancement commercial et le management opérationnel de l'activité "Home by SFR", spécialisée dans la maison et les objets connectés à destination du grand public, qu'il dirige depuis 2 ans. Marc Westermann est diplômé d'HEC.

Vincent Bazi, Membre du Conseil de surveillance

Vincent Bazi est associé gérant, Directeur de la gestion en titres PME cotées au sein de la société d'investissement Nextstage. Il a près de 20 ans d'expérience de l'investissement en actions européennes (en particulier sur les valeurs moyennes) acquise comme analyste financier (Cheuvreux et JP Morgan), puis comme directeur de la recherche actions françaises (ING Baring et Schroders) et enfin dans la vente d'actions européennes aux clients institutionnels (Oddo puis Dexia).

Vincent Bazi est analyste financier certifié et membre de la SFAF depuis 1992. Il est président de la commission Développement International de la SFAF, administrateur de l'Association of international wealth managers (AIWM), président du World Pension Council et membre du haut conseil de Place de l'AMF (Autorité des Marchés Financiers). Il est diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et de la Columbia Business School, ancien élève de l'Essec et titulaire d'un DEA en Sciences de Gestion.

Sandrine Degos, qualifié d'indépendant

Sandrine Degos a commencé sa carrière dans la santé en 1994 en tant que directeur de la communication du CHU de Bicêtre- AP-HP. Après une formation en communication au Celsa suivie d'un troisième cycle de management à l'IAE, Sandrine Degos a exercé au sein de plusieurs structures de santé (CHU, Hôpital, Agence régionale d'Hospitalisation) avant de rejoindre le Groupe UBM Medica pour diriger pendant 9 ans les salons Hospital EXPO, Geront EXPO et créer le salon Health-IT. Elle rejoint ensuite le Groupe AEF, leader de la presse en ligne BtoB pour développer le hors média santé. En 2014, Sandrine Degos crée Care Insight, cabinet de conseil en communication et stratégie spécialisé dans l'économie numérique pour la santé et l'autonomie. Elle anime également le Cercle Numérique et Santé, think tank qui réunit acteurs institutionnels, industriels, professionnels de santé et associations de patients sur les sujets de numérique, santé et silver économie.

Eric Bodilsen, qualifié d'indépendant

Eric BODILSEN démarre sa carrière en 1991 en intégrant Siemens, une entité spécialisée dans l'informatique embarquée. En 1992, il rejoint le service informatique du siège du Crédit Agricole d'Ile de France pour se concentrer sur la mutation des réseaux distribués et ce sur l'ensemble des agences d'IDF. Confronté à un réseau national de grande envergure, Eric décide rapidement d'intégrer une SSII (Conseils et Systèmes informatique) spécialisée dans les réseaux, télécoms et système.

En 1993, il intègre le service d'homologation technique et informatique de RENAULT pour travailler sur les validations des OS réseaux et composants connexes à intégrer au panel, après plusieurs gros chantiers comme la migration de certain environnement UNIX vers des solutions NOVELL, ou encore la généralisation des accès Internet des collaborateurs, il rejoint la société CetSI pour fonder le département Internet, spécialiste des solutions hébergées, des backbones IP et des applications à fortes audiences.

Après plus de 13 ans à la tête de ce département, gérant à son départ plus de 2000 Serveurs, 600 liens télécoms et de nombreuses applications critiques, il rentre au capital de la société Diademys en tant que Directeur Général Adjoint, chargé des opérations.

Dès son arrivée, Eric BODILSEN met en œuvre chez Diademys, l'offre de CLOUD Computing nommée CIRRUS et opère grâce à cette solution une transformation du modèle de commercialisation des solutions IT de l'entreprise.

Avec plus de 1000 machines virtuelles managées, les services CIRRUS deviennent en moins d'un an, l'offre stratégique de développement de Diademys.

Il assure depuis la Co-Direction de l'entreprise Diademys, société de 130 personnes et 16 M€ de CA.

Jean-Pierre Maureau, qualifié d'indépendant

Jean-Pierre Maureau, Directeur Fondateur d'AXOS (1998), société de conseil dédiée aux gérants d'actifs et à l'analyse des besoins d'investissements des institutionnels.

Après un début dans la Fonction Publique dans des Cabinets Ministériels, Jean-Pierre Maureau se tourne vers la Finance où pendant 35 ans il acquiert une expertise reconnue sur les marchés financiers. Il a notamment développé la gestion obligataire de la Banque Hervet et de la Banque Internationale de Placement (BIP) avant de prendre des fonctions de direction à la BFSC (Banque du Groupe La Mondiale) et BBL France.

Jean-Pierre Maureau est Président du Club des Investisseurs de Long Terme, du Centre des Professions Financières, il est également membre de plusieurs associations de Place : Académie de Comptabilité, Cercle des Analystes Indépendants, SFAF... Il est diplômé de l'Institut d'Études Politiques d'Aix En Provence.

14.2.3 Autres mandats sociaux et fonctions exercées

Conseil de Surveillance	Société	Mandat
Alexis Westermann, Président	SCI Harwest	Gérant
Marc Westermann, Vice-Président	SFR	Directeur des activités HomeBySFR
Vincent Bazi	Nextstage	Associé Gérant
	Néolife SA	Administrateur
	Alyotech SAS	Administrateur
	Association of international wealth managers (AIWM)	Administrateur
	Institute of learning investment professionals (ILPIP)	Administrateur
	Financière du Portelleux SAS	Président
	Actis Capital SAS	Président
	World Pension Council (WPC)	Président
Sandrine Degos	Care Insight	Présidente
	C&I partners	Présidente
Eric Bodilsen	Diademys	Directeur Général Adjoint - Administrateur
	Novulys	Administrateur
	Agence Aristote	Administrateur
Jean – Pierre Maureau	Axos	Gérant Associé
	Centre des professions financières	Administrateur
	Club des investisseurs de long terme	président

14.3 Conflit d'intérêts

Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de la direction générale.

Certains membres du directoire et du conseil de surveillance sont actionnaires de la société. Les membres du directoire sont bénéficiaires potentiels de BSA (voir les détails aux paragraphes 17.2 et 21.1.5).

En outre, il n'existe pas de convention entre apparentés décrites au paragraphe 19.

A l'exception de ce qui est décrit ci-dessus et au paragraphe 19 du présent document, aucun conflit potentiel n'existe au niveau des organes de surveillance et de direction.

Aucun dirigeant, ni membre du conseil de surveillance ne détient de participation chez l'un des principaux clients ou fournisseurs de la Société.

15. REMUNERATIONS DES ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS

15.1 Rémunérations des dirigeants

Au titre des exercices clos les 31 décembre 2012 et 2013, la rémunération allouée aux dirigeants pour l'exercice de leurs fonctions était la suivante :

Récapitulatif des rémunérations de chaque mandataire social

Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque mandataire social						
Au 31 décembre 2012						
Nom Prénom	Principale fonction actuelle dans la Société	Rémunération Fixe Brute	Rémunération variable Brute	Jetons de Présence	Avantage en nature	Rémunération globale
LEVASSEUR Laurent	Président du Directoire	121 153,85 €	-	1 500,00 €	-	122 653,85 €
POLIDORI Xavier	Directeur Général	69 721,66 €				69 721,66 €
PRIN Elodie	Directrice Admin. et Financière	24 417,27 €* *entrée le 1 ^{er} juillet 2012				24 417,27 €
Au 31 décembre 2013						
Nom Prénom	Principale fonction actuel dans la Société	Rémunération Fixe Brute	Rémunération variable Brute	Jetons de Présence	Avantage en nature	Rémunération globale
LEVASSEUR Laurent	Président du Directoire	139 200,40 €	-	2 000,00 €	3 284,40 €	144 484,80 €
POLIDORI Xavier	Directeur Général	81 907,00 €				81 907,00 €
PRIN Elodie	Directrice Admin. et Financière	52 561,00 €				52 561,00 €

Monsieur Laurent Levasseur a été nommé Président du directoire. Il ne perçoit pas de rémunération au titre de son mandat mais au titre d'un contrat de travail salarié signé antérieurement à sa nomination (se reporter au paragraphe 16.2).

Clause de non-concurrence

Il n'y a pas eu de clause de non concurrence insérée dans le contrat de Laurent Levasseur.

Bons de Souscription d'Actions

Conformément à la délégation de compétence conférée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 juin 2013, dans sa sixième résolution, le conseil d'administration a, dans sa séance du 25 février 2014, décidé l'émission de 243.205 BSA, qui seront émis au prix de 8 €, en faveur de fonds gérés par Nextstage.

Nextstage a exercé 43 360 BSA. Nextstage pourra exercer les 78 243 BSA restant d'ici au 31 décembre 2019. Il est prévu que 121.602 BSA conservés par Nextstage soit rétrocédés aux dirigeants selon des conditions de performances.

15.2 Sommes provisionnées par la Société aux fins de versement de pensions, retraites et autres avantages au profit des administrateurs et dirigeants

La Société n'a pas provisionné de sommes aux fins de versement de pensions, retraites et autres avantages au profit des administrateurs et dirigeants et n'a pas accordé de primes d'arrivée ni de départ à ces personnes.

16. FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

16.1 Direction de la Société

Depuis mars 2014, la Société est dirigée par un Directoire qui exerce ses fonctions sous le contrôle du Conseil de surveillance.

Le Directoire est investi des pouvoirs les plus étendus à l'égard des tiers pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément au Conseil de surveillance et aux assemblées d'actionnaires.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Directoire qui ne relèvent pas de l'objet social à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Directoire est composé de trois membres, nommés le 17 mars 2014 par le Conseil de surveillance : Laurent Levasseur (Président), Elodie Prin et Xavier Polidori.

Les statuts, reproduits à la section 21.2.2 - dispositions statutaires ou autres relatives aux membres des organes de direction et de surveillance, ont été adoptés le 17 mars 2014 en Assemblée Générale et sont ceux en vigueur à la date du présent document.

16.2 Contrats entre les dirigeants et la Société

Laurent Levasseur, Président du directoire de Bluelinea, est signataire d'un contrat de travail en tant que Directeur Général Délégué depuis le 14 janvier 2011.

Elodie Prin, membre du directoire de Bluelinea, est signataire d'un contrat de travail en tant que Directrice Administrative et Financière depuis le 1^{er} juillet 2012.

Xavier Polidori, membre du directoire de Bluelinea, est signataire d'un contrat de travail en tant que Directeur depuis le 1^{er} octobre 2012.

16.3 Comités d'audit et de rémunération

Compte tenu de sa taille encore limitée, Bluelinea n'a pas encore engagé de réflexion quant aux pratiques en matière de « corporate governance ».

La Société ne dispose donc d'aucun comité spécialisé, ni de procédure permettant de mesurer la performance du directoire.

Il n'existe à ce jour aucune règle concernant les restrictions ou interdictions d'intervention des membres du directoire sur des opérations sur les titres de sociétés pour lesquels ils disposent d'informations non encore rendues publiques.

Le conseil de surveillance comprend trois membres indépendants au sens du code Middlednext.

Aucun membre du conseil de surveillance n'est le représentant des salariés.

16.4 Déclaration relative au gouvernement d'entreprise

Dans le cadre de son développement, la Société entend mener une réflexion plus approfondie sur le thème de la gouvernance d'entreprise dans les prochains mois.

Les dispositifs qui pourraient, le cas échéant, être mis en place dans le cadre du Code de gouvernement d'entreprise Middlednext pour les valeurs moyennes et petites de décembre 2009, seraient adaptés à l'organisation, la taille et aux moyens de la Société.

16.4.1. Règlement intérieur

Le Conseil de surveillance s'est doté d'un règlement intérieur, dont l'objet est d'arrêter ses règles de fonctionnement, de préciser ses attributions et de déterminer les droits et devoirs de ses membres. Le fonctionnement de ce règlement intérieur est précisé dans la section 21.2.3 (règlement intérieur).

16.4.2. Membre du conseil de surveillance

La Société dispose de trois membres du conseil de surveillance indépendants : Madame Sandrine Degos (depuis le 17 mars 2014), Monsieur Eric Bodilsen (depuis le 17 mars 2014) et Monsieur Jean-Pierre Maureau (depuis le 5 mai 2014), dont elle considère qu'ils répondent, depuis leur nomination, aux critères d'indépendance du Code de gouvernement d'entreprise pour les valeurs moyennes et petites de MiddleNext de décembre 2009 qui se caractérisent par l'absence de relation financière contractuelle ou familiale significative susceptible d'altérer l'indépendance du jugement et par les critères suivants :

- ne pas être salarié ni mandataire social dirigeant de la Société, ou d'une société de son groupe et ne pas l'avoir été au cours des trois dernières années ;
- ne pas être client, fournisseur, ou banquier significatif de la Société ou de son groupe, ou pour lequel la Société ou son groupe représente une part significative de l'activité ;
- ne pas être actionnaire de référence de la Société ;
- ne pas avoir de lien familial proche avec un mandataire social ou un actionnaire de référence ;
- ne pas avoir été auditeur de la Société au cours des trois dernières années.

16.4.3. Contrôle interne

La Société, non cotée sur un marché réglementé, n'a pas d'obligation (et n'aura pas d'obligation à compter de la première cotation des actions de la Société sur Alternext Paris) d'établir un rapport sur le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne prévu à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Compte tenu de sa taille encore limitée, la Société ne dispose, à ce jour, d'aucun comité spécialisé, ni de procédure permettant de mesurer la performance du Directoire.

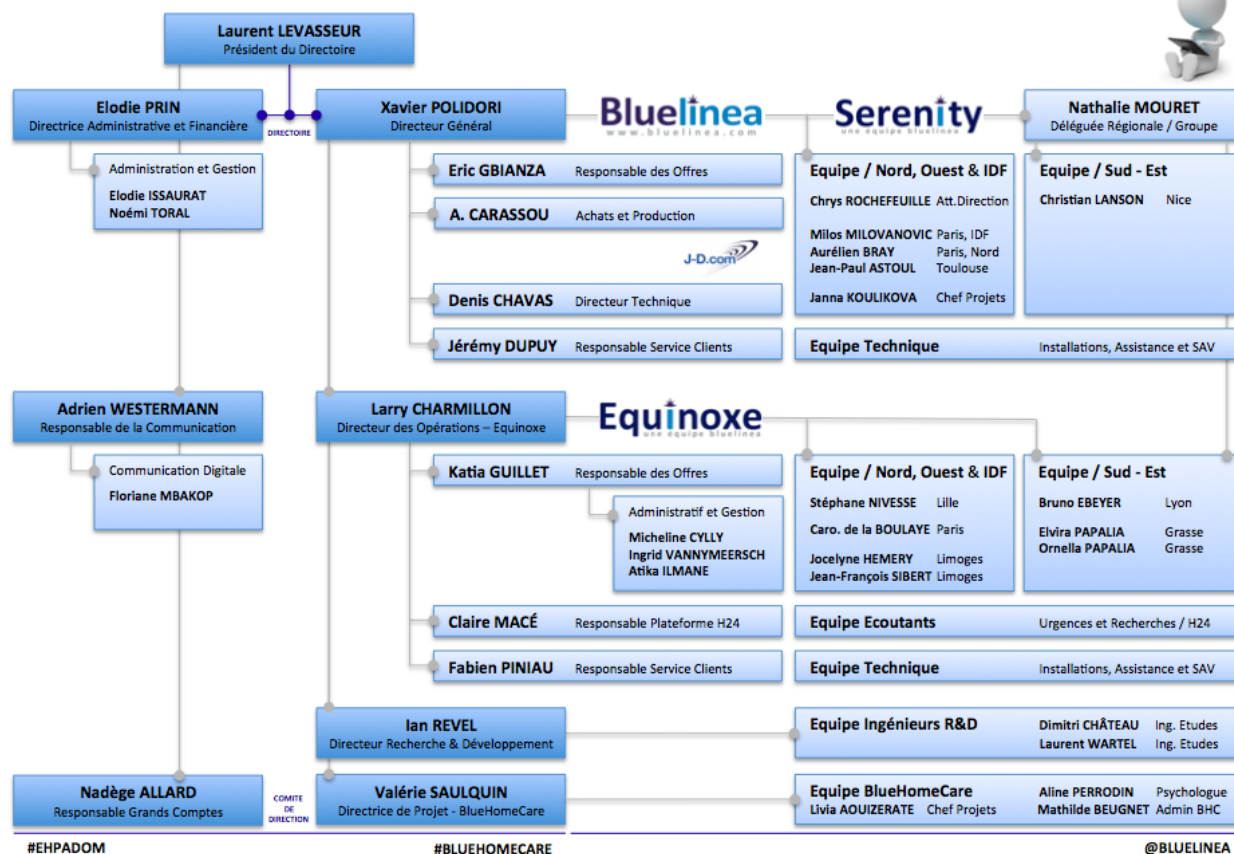
Dans le cadre de son développement, la Société entend améliorer ses principes en matière de contrôle interne en s'inspirant notamment du Guide de mise en œuvre pour les valeurs moyennes et petites du cadre de référence du contrôle interne publié par l'AMF le 22 juillet 2010.

17.SALARIES

17.1 Ressources humaines

Organigramme Fonctionnel au 30 mars 2014

ORGANIGRAMME du GROUPE BLUELINEA



Effectifs

Actuellement, les salaires sont composés d'une partie fixe et d'une partie variable.

Le groupe BlueLinea compte 45 salariés au 31 décembre 2013 répartis de la manière suivante :

Evolution des effectifs salariés	BlueLinea	Equinoxe	Jd-Com	Total
Effectif au 30/04/2014	16	36	12	64
Effectif au 31/12/2013	14	20	11	45
Effectif au 31/12/2012	7	15	8	30
Effectif au 31/12/2011	6			6

La répartition géographique des effectifs au 31 décembre 2013 est la suivante :

- **Paris-Ile de France** : 35 dont 20 personnes sur la plateforme H24 à Paris XIIème, 6 personnes à l'établissement principal Paris XVIIème, 10 à la plateforme BlueHomeCare (Elancourt),
- **Provence Alpes Côte d'Azur** : 3
- **Rhône-Alpes** : 3
- **Sud-Ouest** : 3 (Toulouse et Limoges)
- **Nord** : 1

Au 31 décembre 2013, les effectifs de Bluelinea représentaient 31% de l'effectif total, ceux d'Equinoxe 45% et ceux de Jd-com 24%.

17.2 Participations et stock-options des dirigeants

Aucune attribution gratuite d'actions ne sera faite et aucun contrat d'intéressement n'est mis en place pour le moment. Certains dirigeants bénéficieront cependant de bons de souscription d'actions exerçables à compter de septembre 2015 et sous conditions de performances.

Identité	Nombre d'actions détenues au 6 mai 2014	Nombre de titres pouvant résulter de l'exercice de BSA
Laurent Levasseur	136 875	80 000
Xavier Polidori		10 000
Elodie Prin		10 000
Larry Charmillon		5 000
Ian Revel		5 000
Valérie Saulquin	136 875	5 000
Adrien Westermann	50 000	5 000

17.3 Participation des salariés dans le capital de la Société

Aucune attribution gratuite d'actions ne sera faite et aucun contrat d'intéressement n'est mis en place pour le moment.

Au 31 décembre 2013, Il n'y avait pas d'actionnariat salarié au sein de Bluelinea, autre que Valérie Saulquin et Adrien Westermann qui ont souscrit leurs actions lors d'opérations antérieures.

Lors de l'Assemblée Générale Mixte du 17 mars 2014, les actionnaires de la Société ont adopté une résolution relative à l'émission d'actions nouvelles réservées aux salariés adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise et à la délégation de pouvoirs au directoire en vue de fixer les modalités de l'émission des actions nouvelles et réaliser l'augmentation de capital.

Par cette résolution, l'assemblée générale a délégué au directoire, pour une durée de 26 mois, après la mise en place d'un plan d'épargne d'entreprise conformément aux dispositions de l'article L.3332-18 du Code du travail qui devra intervenir dans un délai maximum d'un an, sa compétence pour augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois, sur ses seules délibérations, par émission de titres de capital de la Société réservés aux salariés et anciens salariés adhérents audit plan d'épargne d'entreprise, ou par l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes.

L'augmentation du capital réalisée sur cette base ne pourra excéder 2 % du capital social de la Société à la date de l'émission des actions nouvelles. L'augmentation de capital se fera avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit desdits adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise. Le directoire aura la charge de fixer le prix de souscription des actions conformément aux dispositions de l'article L.3332-19 du Code du travail.

Il est donc prévu que le plan d'épargne d'entreprise soit mis en place d'ici avril 2015.

17.4 Contrats d'intéressement et de participation

Néant à ce jour.

18. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

18.1 Répartition du capital et des droits de vote au 12 juin 2014

	Nb d'actions	%	Droits de vote	%
Famille Westermann	638 750	31,99%	1 147 500	40,79%
NextStage	286 565	14,35%	286 565	10,19%
Laurent Levasseur	136 875	6,85%	273 750	9,73%
Valérie Saulquin	136 875	6,85%	273 750	9,73%
Autres Fonds d'investissement	225 617	11,30%	227 032	8,07%
Flottant	572 154	28,65%	604 403	21,49%
Total	1 996 836	100%	2 813 000	100%

A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'action de concert entre actionnaires.

18.2 Répartition du capital avec BSA totalement exercé

	Nb d'actions	%	Droits de vote	%
Famille Westermann	643 750	29,31%	1 152 500	38,25%
NextStage	364 808	16,61%	364 808	12,11%
Laurent Levasseur	216 875	9,87%	353 750	11,74%
Valérie Saulquin	141 875	6,46%	278 750	9,25%
Autres Fonds d'investissement	225 617	10,27%	227 032	7,54%
Xavier Polidori	10 000	0,46%	10 000	0,33%
Elodie Prin	10 000	0,46%	10 000	0,33%
Larry Charmillon	5 000	0,23%	5 000	0,17%
Ian REVEL	5 000	0,23%	5 000	0,17%
Flottant	573 756	26,12%	606 005	20,11%
Total	2 196 681	100%	3 012 845	100%

18.2 Actionnaires significatifs non représentés au Conseil de surveillance

Néant.

18.3 Droits de vote des principaux actionnaires

Un droit de vote double est attribué à toute personne justifiant d'une inscription au nominatif d'actions depuis au moins deux ans conformément à l'article 12 des statuts de la Société

18.4 Contrôle de la Société

A la date du présent document, aucun actionnaire ne détient à lui seul le contrôle de la Société.

18.5 Accords pouvant entraîner un changement de contrôle

Aucun élément particulier de l'acte constitutif, des statuts, d'une charte ou d'un règlement de l'émetteur ne pourrait avoir pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de son contrôle.

18.6 État des nantissements

Néant.

19. OPERATIONS AVEC LES APPARENTES

Aucunes convention réglementée conclue entre Bluelinea et ses dirigeants ou avec des sociétés ayant des administrateurs, des directeurs généraux, des membres du directoire ou du conseil de surveillance communs avec Bluelinea tel qu'indiqué dans les rapports spéciaux du Commissaire aux Comptes établis au titre des exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012 figurant ci-dessous.

19.1 Rapport spécial du commissaire aux comptes relatif à l'exercice 2013

Aux Actionnaires

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

I - CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.225-38 du Code de commerce.

II - CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Fait à Paris, le 17 avril 2014

Le commissaire aux comptes
EXCO S&W Associés
Vincent Young Virginie Coniau

19.2 Rapport spécial du commissaire aux comptes relatif à l'exercice 2012

Aux Actionnaires, Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

I - CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.225-38 du Code de commerce.

II - CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Fait à Paris, le 13 juin 2013

Le commissaire aux comptes
EXCO S&W Associés
Vincent Young Virginie Coniau

20. INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR

20.1 Comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2013

20.1.1 Bilan consolidé au 31 décembre 2013

	2013			2012
ACTIF	Brut	Amort/prov	Net	Net
Immobilisations incorporelles				
Ecart d'acquisition	48 771	25 740	23 031	39 288
Frais de recherche et de développement	245 701	217 485	28 215	88228
Concessions, brevets et droits assimilés	45 366	18 556	26 810	6546
Fonds commercial	43 642		43 642	43 642
Autres immobilisations incorporelles				8 850
Immobilisations corporelles				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage	721 741	217 304	504 437	198 208
Autres immobilisations corporelles	165 228	84 039	81 190	47 766
Immobilisations financières				
Autres immobilisations financières	24 446		24 446	24 996
ACTIF IMMOBILISE	1 294 894	563 124	731 771	457 523
Stocks				
Marchandises	246 956	4 856	242 101	247 741
Créances				
Clients et comptes rattachés	740 932	3 150	737 782	641 815
Fournisseurs débiteurs	42		42	
Personnel	6 767		6 767	200
Etat, Impôts sur les bénéfices	611 794		611 794	402 964
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	62 676		62 676	101 993
Autres créances	523 066		523 066	465 712
Divers				
Valeurs mobilières de placement	324 233		324 233	603 095
Disponibilités	87 012		87 012	570 933
Charges constatées d'avance	21 141		21 141	14 566
ACTIF CIRCULANT	2 624 620	8 006	2 616 614	3 049 019
Ecart de conversion d'actif				
TOTAL ACTIF	3 919 514	571 129	3 348 385	3 506 542

	Net au 31/12/13	Net au 31/12/12
PASSIF		
Capital social ou individuel	330 815	305 862
Primes d'émissions, de fusion, d'apport...	2 814 481	2 284 252
Réserves statutaires ou contractuelles		
Report à nouveau	- 460 634	- 102 490
Réserves consolidées	86 421	- 12 670
Résultat de l'exercice	- 815 808	- 259 053
CAPITAUX PROPRES	1 955 276	2 215 901
Provision pour risques	10 762	13 339
Provision pour charges	155 597	217 955
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	166 359	213 295
Emprunts	35 369	3 478
Découverts et concours bancaires		1 657
Emprunts et dettes auprès établissements de crédits	35 369	5 136
Emprunts et dettes financières diverses	108 095	58 481
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	262 400	440 707
Personnel	155 294	104 529
Organismes sociaux	390 410	253 611
Etat, taxes sur le CA	139 574	88 640
Autres dettes fiscales et sociales	1 824	841
Dettes fiscales et sociales	687 102	447 621
Autres dettes	54 461	43 280
Produits constatés d'avance	79 241	63 772
DETTES	1 226 751	1 058 997
Ecart de conversion - passif		350
TOTALPASSIF	3 348 385	3 506 542

20.1.2 Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2013

COMPTE DE RESULTAT		
en €	31/12/2013	31/12/12
PRODUITS		
Ventes de marchandises	97 023	108 405
Production vendue	2 842 531	1 184 485
Subventions d'exploitation	356 775	347 977
Autres produits	60 575	8 739
Total	3 356 905	1 649 606
CONSOMMATION M/SES & MAT		
Achat de marchandises	81 225	94 583
Variation de stocks (marchandises)	2 289	- 39 044
Achats de m.p& autres approv.	529 914	153 827
Autres achats & charges externes	1 326 924	751 724
Total	1 940 352	961 091
MARGE SUR M/SES & MAT	1 416 553	688 515
CHARGES		
Impôts, taxes et vers. assim.	50 369	13 438
Salaires et traitements	1 703 084	702 647
Charges sociales	743 683	316 518
Amortissements et provisions	241 899	88 125
Autres charges	7050	138 908
Total	2 746 085	1 259 635
RESULTAT D'EXPLOITATION	- 1 329 532	- 571 120
Produits financiers	13 964	9 598
Charges financières	7 994	2 970
Résultat financier	5 969	6 628
RESULTAT COURANT	- 1 323 563	- 564 492
Produits exceptionnels	476	
Charges exceptionnelles	17 519	7 994
Résultat exceptionnel	- 17 043	- 7 994
Impôts sur les bénéfices	- 505 774	- 194 585
RESULTAT NET (Sociétés intégrées)	- 834 832	- 377 901
Dot. Amort. écart d'acquisition	19 024	118 848
RESULTAT NET CONSOLIDE	- 815 808	- 259 053

20.1.3 Annexes aux comptes consolidés

Note 1 – Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes consolidés au 31 décembre 2013 présentent l'activité du groupe sur l'ensemble de l'année.

Éléments significatifs au cours de l'exercice

Il s'agit du deuxième exercice de consolidation. La décision de consolider les comptes est une décision volontaire du Groupe, les seuils légaux ne sont pas atteints.

Référentiel

Les comptes consolidés sont établis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires actuellement en vigueur en France, et notamment avec la nouvelle réglementation des comptes consolidés (règlement 99.02 du Comité de la réglementation Comptable).

1.1 - Périmètre et méthodes de consolidation

L'exercice 2013 est le deuxième exercice consolidé.

Le périmètre de consolidation a été défini comme suit :

SA BLUELINEA : Société Mère consolidant les comptes

SAS EQUINOXE : filiale détenue à 100%

SAS JD COM : filiale détenue à 100%

* Entrées :

Aucune entrée sur l'exercice 2013

* Sorties :

La SARL SERENITEL est sortie du périmètre à effet du 1er janvier 2013 suite à la Transmission Universelle de Patrimoine au profit de la SAS EQUINOXE.

La méthode de consolidation retenue pour toutes les sociétés est l'intégration globale.

Les sociétés sont consolidées sur la base de leurs comptes sociaux clôturés au 31 décembre 2013 et mis en accord avec les principes comptables retenus par le groupe.

Les incidences des transactions entre les sociétés consolidées sont éliminées.

Le périmètre de consolidation est présenté ci-après.

Sociétés	Siège Social SIRET	% de contrôle	% d'intérêts	Méthode de consolidation
EQUINOXE SAS	75193026400021	100%	100%	IG
JD COM SAS	41969212400029	100%	100%	IG

Intérêts minoritaires

Aucun intérêt minoritaire.

1.2 - Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent :

- Des logiciels qui sont amortis sur des périodes n'excédant pas leur durée d'utilisation.
- Des frais de recherche et développement qui sont amortis en fonction des bénéfices futurs attendus.

Les frais de recherche et développement concernent le développement de DATI et de bracelets Pendentifs pour personnes isolées. Ces produits sont commercialisés à ce jour.

L'amortissement des immobilisations incorporelles est constaté selon le mode linéaire, en fonction des durées de vie économique suivantes :

En années	Minimum	Maximum
Logiciels	1	3
Frais de R&D		3

- Des fonds de commerce qui font l'objet de provisions quand les conditions d'exploitation l'exigent.

1.3 – Ecart d'acquisition

Lors de l'acquisition des titres d'une filiale consolidée, la totalité des éléments identifiables de l'actif acquis et du passif repris est évaluée à sa valeur d'utilité pour le groupe et peut être revue pendant l'exercice qui suit l'acquisition.

Les écarts d'évaluation dégagés à cette occasion sont enregistrés pour la quotité acquise et les intérêts minoritaires.

L'écart entre le prix d'acquisition des titres et la quote-part correspondante de l'actif net réévalué à la date de prise de participation est inscrit sous la rubrique « Ecart d'acquisition » à l'actif du bilan, ou au passif en provisions pour risques et charges lorsqu'il s'agit d'écarts d'acquisition négatifs.

En cas d'acquisition complémentaire de titres d'une filiale antérieurement déjà consolidée par intégration globale, aucune ré-estimation complémentaire des actifs et passifs n'est enregistrée.

L'écart d'acquisition correspond alors à la différence entre le prix d'acquisition du nouveau lot de titres et la quote-part des intérêts minoritaires qu'ils représentent à la date de la nouvelle acquisition.

Les écarts d'acquisition positifs sont amortis de manière linéaire sur une durée qui reflète aussi raisonnablement que possible les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors de l'acquisition.

En cas d'acquisition de titres d'une société ou d'un groupe comprenant des secteurs géographiques ou d'activités distincts, l'écart d'acquisition est attaché distinctement à ces secteurs et fait l'objet d'un plan d'amortissement ou de reprise en résultat reflétant les caractéristiques propres de chacun d'eux.

Les écarts d'acquisition négatifs sont repris en résultat selon un plan qui reflète les objectifs et perspectives tels que définis au moment de l'acquisition.

Sociétés du groupe	Durées d'amortissement pratiquées
Ecart d'acquisition positif	
EQUINOXE	36 mois
Ecart d'acquisition négatif	
JD COM	Maxi 26 mois Voir note 2 ci dessous

1.4 - Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au coût d'acquisition historique.

Les dépenses de réparation ou de maintenance ne conduisant pas à l'amélioration ou à l'allongement de la durée de vie des actifs concernés sont enregistrées en charges.

L'amortissement est pratiqué sur les durées de vie économiques suivantes :

Principales durées d'amortissement	Minimum	Maximum
Agencement des constructions	8	12
Matériels et agencement d'exploitation	3	5
Agencements Aménagements Installations	3	10
Matériel de transport	3	5
Matériel de bureau et informatique	3	5
Mobilier	5	10

Les contrats de crédit-bail

Il existe deux contrats de crédit-bail au 31 décembre 2013 : 1 pour la société EQUINOXE et 1 pour la société JD COM.

Les biens en crédit-bail ont été enregistrés en immobilisations à l'actif du bilan.

La dette financière correspondant au financement de ces biens a été enregistrée au passif du bilan.

Les redevances de crédit-bail ont été remplacées par des dotations aux amortissements et des frais financiers. S'il existe une assurance raisonnable que le preneur obtienne la propriété de l'actif à l'échéance du contrat, la durée d'amortissement est la durée d'utilisation du bien.

Dans le cas contraire, l'amortissement est constaté sur la plus courte des deux périodes suivantes : la durée du contrat de crédit-bail ou la durée d'utilisation du bien.

1.5 - Autres immobilisations financières

Elles correspondent essentiellement aux dépôts et cautionnements concernant les locaux.

1.6 - Stocks et en-cours

Les stocks de matières premières et de marchandises sont évalués au prix d'achat.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires à l'exception de toute valeur ajoutée.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé. Les provisions pour dépréciation des stocks s'élevaient au 31 décembre 2013 à 4 855€.

1.7 – Créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable ou lorsque leur possibilité de recouvrement est devenue incertaine.

Les provisions pour dépréciation des comptes clients s'élevaient au 31 décembre 2013 à 3 150 €.

1.8 - Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur prix d'acquisition.

Les pertes et les gains réalisés lors de la cession de valeurs mobilières de placement sont inscrits au compte de résultat sur l'exercice de réalisation de la transaction.

1.9 – Revenus

Le chiffre d'affaires résultant des ventes et de prestations de services est reconnu lorsque les ventes ont été livrées et les services ont été rendus aux clients.

1.10 - Distinction entre résultat courant et résultat exceptionnel

Les produits et charges exceptionnelles du compte de résultat consolidé incluent les éléments exceptionnels provenant des activités ordinaires et les éléments extraordinaires.

Les éléments exceptionnels provenant de l'activité ordinaire sont ceux dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante de l'entreprise, soit parce qu'ils sont anormaux dans leur montant ou leur incidence, soit parce qu'ils surviennent rarement.

1.11 – Impôts

Le groupe calcule ses impôts conformément à la législation en vigueur.

Les impôts différés sont déterminés pour chaque entité fiscale, selon la méthode du report variable et en retenant une approche bilancielle.

Les soldes d'impôts différés sont déterminés sur la base de la situation fiscale de chaque société ou du résultat d'ensemble des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation, et sont présentés à l'actif ou au passif du bilan pour leur position nette.

Les actifs d'impôts ne sont comptabilisés que si l'entité fiscale a une assurance raisonnable de les récupérer au cours des années ultérieures.

1.12 - Indemnités de départ en retraite

Selon les lois et usages, les sociétés du groupe ont des obligations en termes d'indemnités de départ en retraite. Ces obligations s'appliquent à l'ensemble des salariés des sociétés concernées.

Conformément aux méthodes préférentielles recommandées par le Conseil National de la Comptabilité, il a été procédé à la comptabilisation des provisions pour engagements de départ en retraite. La valorisation du montant de ces engagements de départ en retraite, lorsqu'ils sont représentatifs de prestations définies, a été effectuée sur la base d'évaluations actuarielles. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité et de rotation de personnel.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

Age de départ à l'initiative des salariés à 62 ans

- Taux de charges sociales de 45%

- Taux de progression des salaires de 2%

- Taux d'actualisation de 3.17%

1.13 - Opérations intra-groupe

Les produits et charges intra-groupe ont été éliminés dans leur totalité.

Note 2 – Ecart d'acquisition

Le solde des écarts d'acquisition se présente comme suit :

Ecart d'acquisition positifs :

	ECART D'ACQUISITION BRUT	AMORTISSEMENT AU 31/12/2013	ECART D'ACQUISITION NET AU 31/12/2013
SAS EQUINOXE	48 771€	25 740€	23 031€
TOTAL	48 771€	25 740€	23 031€

Ecart d'acquisition négatifs :

	ECART D'ACQUISITION BRUT	REPRISE AU 31/12/2013	ECART D'ACQUISITION NET AU 31/12/2013
SAS JD COM	169 281€	169 281€	0€
TOTAL	169 281€	169 281€	0€

Reprise du solde de la provision au 31/12/2013 à hauteur de 35 281 €. Ce montant est inférieur à l'abandon de compte courant de 286 000€ constaté en produit exceptionnel dans les comptes individuels de JD COM et neutralisé dans les opérations de consolidation.

Note 3 – Immobilisations et amortissements

3.1 – Variation des immobilisations corporelles et incorporelles

Variations hors Ecart d'acquisition

Immobilisations

En €	Valeur brute 31/12/2012	Acquisitions	Entrée Périmètre	Diminutions	Valeur brute 31/12/2013
Immobilisations Incorporelles	313 726	31 200		10 219	334 707
Immobilisations Corporelles	390 304	463 918		26 587	827 635
Immobilisations en crédit-bail	10 110	49 223			59 333
Immobilisations Financières	24 997	8 045		8 595	24 447
Total	739 137	552 386	0	45 401	1 246 122

Amortissements

En €	Valeur brute 31/12/2012	Acquisitions	Entrée Périmètre	Diminutions	Valeur brute 31/12/2013
Immobilisations Incorporelles	166 462	70 947		1368	236 041
Immobilisations Corporelles	147 597	138 528		9 933	276 192
Immobilisations en crédit-bail	6 843	18 307			25 150
Total	320 902	227 782	0	11 301	537 383

Note 4 – Portefeuille

4.1 – Valeurs mobilières de placement

Le compte autres valeurs mobilières de placement s'établit comme suit :

- Compte à terme : 324 233 €

Note 5 – Stocks et en-cours

En €	31/12/2013			31/12/2012
	Brut	Provisions	Net	Net
Matières premières				
Marchandises	246 956	4 855	242 101	247 742
TOTAL	246 956	4 855	242 101	247 742

Note 6 – Provisions sur actif circulant

En €	Au 31/12/2012	Dotations	Reprises	Au 31/12/2013
Provisions sur stocks	1 503	3 352		4 855
Provisions sur créances clients	11 750		8 600	3 150
TOTAL	13 253	3 352	8 600	8 005

Note 7 – Etat des créances

En €	BRUT	A 1 AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
Créances clients	737 165	737 165	
Clients douteux	3 767		3 767
Clients et comptes rattachés (1)	740 932	737 165	3 767
Fournisseurs débiteurs	43	43	
Personnel et comptes rattachés	6 767	6 767	
Etat impôts sur les bénéfices	611 794	611 794	
Etat taxe sur le CA	62 676	62 676	

Autres créances	523 066	523 066	
Avances et acomptes versés sur commandes Fourn.		0	
Créances diverses (2)	1 204 345	1 204 345	0
TOTAL	1 945 277	1 941 510	3 767

Note 8 – Charges et produits constatés d'avance

En €	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	21 141	79 241
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	21 141	79 241

Note 9 – Capitaux propres

9.1 – Capital social

Le capital social se décompose comme suit :

31/12/2013	1 654 076	0,20	330 815
31/12/2012	1 529 309	0,20	305 862
31/12/2011	1 285 890	0,20	257 178

9.2 – Variation des capitaux propres (part du Groupe)

	Capital	Primes	Réserves et RAN	Résultat de l'exercice	Ecart de conversion	Total Autres	Totaux capitaux propres
Situation à la clôture N-2	257 178	1 362 307	61 670	- 176 536			1 504 619
Mouvements							
Affectation résultat N-1			- 176 536	176 536			0
Variations de capital de l'entreprise consolidante	48 684	921 945					970 629
Variation périmètre			- 294				- 294
Résultat consolidé de l'exercice (part du groupe)				- 259 053			- 259 053
Situation à la clôture N-1	305 862	2 284 252	- 115 160	- 259 053	0	0	2 215 901
Mouvements							
Affectation résultat N-1			- 259 053	259 053			0
Variations de capital de	24 953	530 229					555 182

l'entreprise consolidante							
Acquisition ou cession de titres d'autocontrôle							0
Incidence des réévaluations							0
Résultat consolidé de l'exercice (part du groupe)				- 815 808			- 815 808
Distributions effectuées par l'entreprise consolidante							0
Variations des écarts de conversion							0
Changements de méthode comptable							0
Imputation de l'écart d'acquisition sur les capitaux propres							0
Situation à la clôture de N	330 815	2 814 481	- 374 213	- 815 808	0	0	1 955 275

Note 10 – Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges se décomposent de la façon suivante :

En €	Solde d'ouverture	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice (provision utilisée)	Reprise de l'exercice (provision non utilisée)	Changement de méthode	Variation de périmètre	Solde de clôture
Provisions pour garanties clients	13 339	10 762		13 339			10 762
Provision pour engagement de retraite	182 674			27 077			155 597
Provision Ecart d'acquisition négatif	35 281		35 281				0
Total	231 294	10 762	35 281	40 416	0	0	166 359

Note 11 – Etat des dettes

En €	BRUT	A 1 AN AU PLUS	DE 1 A 5 ANS	A PLUS DE 5 ANS
Emprunts à plus d'un an				

Emprunts crédits baux	35 369	16 271	19 098	
Découverts bancaires				
Comptes courants d'associés	83	83		
Dettes diverses/Dépôts reçus	108 095	108 095		
Emprunts et dettes financières (1)	143 547	124 449	19 098	0
Fournisseurs & cptes ratt. (2)	262 400	262 400		
Personnel et comptes rattachés	155 294	155 294		
Organismes sociaux	390 410	390 410		
Etat Impôts sur les bénéfices		0		
Etat taxe sur le chiffre d'affaires	139 574	139 574		
Autres impôts et taxes	1 824	1 824		
Autres dettes	54 461	54 461		
Produits constatés d'avance	79 241	79 241		
Dettes diverses (3)	820 804	820 804	0	0
TOTAL (1+2+3)	1 226 751	1 207 653	19 098	0

En €	AU 31/12/2012	Augmentation	Diminution	AU 31/12/2013
Emprunts à plus d'un an				
Emprunts crédits baux	3 478	49 223	17 332	35 369
Découverts bancaires	1 657		1 657	0
Comptes courants d'associés		83		83
Dettes diverses/Dépôts reçus	58 481	49 614		108 095
Emprunts et dettes financières (1)	63 616	98 920	18 989	143 547

Note 12 – Résultat financier

En €	31/12/2013	31/12/2012
Autres intérêts et produits assimilées	11 104	9 070
Gains de change	2 859	527
Reprise provision immobilisations financières		
Intérêts des emprunts		
Intérêts des emprunts crédit baux	- 3 104	- 21
Intérêts compte courant		
Intérêts bancaires	- 76	- 446
Autres charges financières/Perte de change	- 4 814	- 2 503
RESULTAT FINANCIER	5 969	6 627

Note 13 – Résultat exceptionnel

En €	31/12/2013	31/12/2012
------	------------	------------

Produits exceptionnels divers	476	
Produits des cessions sur éléments d'actif corp.		
Produits des cessions sur éléments d'actif financiers		
Reprise provision pour risques		
Pénalités et amendes	- 695	
Charges exceptionnelles diverses	- 171	- 7 048
Valeur nette comptable éléments d'actifs cédés corp.	- 16 653	- 946
Valeur nette comptable éléments d'actifs cédés finan.		
RESULTAT EXCEPTIONNEL	- 17 043	- 7 994

Note 15 – Effectifs moyen au 31/12/2013

Sociétés	BLUELINEA	EQUINOXE	JD COM	TOTAL
Cadres	10	2	7	19
Agents de maîtrise/Techniciens				0
Employés	4	14	2	20
Ouvriers				0
TOTAL	14	16	9	39

Note 16 – Engagements hors bilan

Effets escomptés non échus

NEANT

Autres engagements

Une convention a été conclue entre la Ville de Paris et la société Bluelinea. Elle a pour projet la conception et la réalisation d'un système global, ouvert et interopérable destiné à la prise en charge à domicile d'un patient atteint d'une maladie chronique ou d'une personne vulnérable en situation de dépendance.

Les dépenses du programme sont estimées à 529 424 € et sont à réaliser dans un délai de 36 mois, à compter du 1er septembre 2011, date de démarrage du projet.

En contrepartie, la Ville de Paris accorde à la société Bluelinea une subvention à hauteur de 45% des dépenses exposées, soit 238 241 €.

En date du 31 décembre 2013, la société Bluelinea a comptabilisé un produit de 11 912 € en subvention. Une convention a été conclue entre la Caisse des dépôts et consignations et la société Bluelinea. Elle a pour objet le développement de services numériques pour la santé et l'autonomie. Les dépenses du programme sont estimées à 564 205 € au titre de la participation financière R&D et 194 040 € au titre de la participation financière innovation. Elles sont à réaliser dans un délai de 27 mois, à compter du 2 Octobre 2012, date de démarrage du projet.

En contrepartie, la Caisse des dépôts et consignations accorde à la société Bluelinea une subvention à hauteur de 45% au titre de la participation financière R&D et 30% au titre de la participation financière innovation. En date du 31 décembre 2013, la société Bluelinea a comptabilisé un produit de 345 291 € en subvention

Note 17 – Tableau des flux de trésorerie

Flux de trésorerie liés à l'activité	31/12/2013	31/12/2012
Résultat net des sociétés intégrées	- 815 808	- 259 053
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité	653	480
Amortissements et provisions	178 125	- 40 828
Impôts différés	8 895	- 9 644
Vnc cession immobilisations	16 653	946
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	- 611 482	- 308 099
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	- 245 233	- 294 128
Incidence des variations de périmètre		
Flux net de trésorerie généré par l'activité	- 856 715	- 602 227
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations	- 543 537	- 233 638
Cessions d'immobilisations	22 896	7 055
Incidence des variations de périmètre	- 37 130	22 792
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	- 557 771	- 203 791
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		
Augmentation de capital en numéraire	555 183	970 628
Apports/Remboursements dettes financières diverses		
Emissions d'emprunts	115 509	50 528
Remboursements d'emprunts	- 17 332	- 569
Incidence des variations de périmètre		
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	653 360	1 020 587
Variation de trésorerie	- 761 126	214 569
Trésorerie d'ouverture	1 172 371	957 802
Trésorerie de clôture	411 245	1 172 370
Incidence des variations du cours des devises		

20.2 Comptes consolidés proforma pour l'exercice clos le 31 décembre 2012

20.2.1 Bilan consolidé proforma au 31 décembre 2012 (en euros)

ACTIF	2012			2011
	Brut	Amort/prov	Net	Net
Immobilisations incorporelles				
Ecart d'acquisition	54 440	15 152	39 288	
Frais de recherche et de développement	245 701	157 473	88 228	
Concessions, brevets et droits assimilés	15 536	8 989	6 546	799
Fonds commercial	43 642		43 642	25 000
Autres immobilisations incorporelles	8 850		8 850	
Immobilisations corporelles				
Constructions				208
Installations techniques, matériel et outillage	303 695	105 487	198 208	
Autres immobilisations corporelles	96 719	48 953	47 766	7 695
Immobilisations financières				
Autres immobilisations financières	24 996		24 996	6 875
ACTIF IMMOBILISE	793 579	336 054	457 524	40 577
Stocks				
Marchandises	249 245	1 503	247 741	58 314
Créances				
Clients et comptes rattachés	653 566	11 751	641 815	254 871
Personnel	200		200	
Etat, Impôts sur les bénéfices	402 964		402 964	183 092
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	101 993		101 993	44 619
Autres créances	465 712		465 712	84 408
Divers				
Valeurs mobilières de placement	603 095		603 095	
Disponibilités	570 933		570 933	957 802
Charges constatées d'avance	14 566		14 566	54 307
ACTIF CIRCULANT	3 062 274	13 254	3 049 019	1 637 413
TOTAL ACTIF	3 855 853	349 308	3 506 543	1 677 990

	Net au 31/12/12	Net au 31/12/11
PASSIF		
Capital social ou individuel	305 862	257 178
Primes d'émissions, de fusion, d'apport...	2 284 252	1 362 307
Réserves statutaires ou contractuelles		61 670
Report à nouveau	1 897	
Réserves consolidées	-12 670	
Résultat de l'exercice	-363 439	-176 536
CAPITAUX PROPRES	2 215 901	1 504 618
Provision pour risques	13 339	
Provision pour charges	217 955	18 565
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	231 294	18 565
Emprunts	3 478	
Découverts et concours bancaires	1 657	
Emprunts et dettes auprès établissements de crédits	5 136	
Emprunts et dettes financières diverses	58 481	12 000
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	440 707	27 053
Personnel	104 529	21 244
Organismes sociaux	253 611	60 967
Etat, taxes sur le CA	88 640	15 411
Autres dettes fiscales et sociales	841	
Dettes fiscales et sociales		
Autres dettes	43 280	11 574
Produits constatés d'avance	63 772	6 557
DETTES	1 058 997	154 806
Ecart de conversion - passif	350	
TOTAL PASSIF	3 506 542	1 677 989

20.2.2 Compte de résultat consolidé proforma au 31 décembre 2012 (en euros)

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE		
en €	31/12/2012	31/12/2011
PRODUITS		
Ventes de marchandises	108 405	204 280
Production vendue	2 484 462	268 051
Subventions d'exploitation	347 977	61 821
Autres produits	19 822	22 228
Total	2 960 666	556 380
CONSOMMATION M/SES & MAT		
Achat de marchandises	94 583	162 452
Variation de stocks (marchandises)	21 130	-49 798
Achats de m.p& autres approv.	663 623	
Autres achats& charges externes	992 717	349 470
Total	1 772 053	462 124
MARGE SUR M/SES & MAT	1 188 613	94 256
CHARGES		
Impôts, taxes et vers.assim.	28 753	4 033
Salaires et traitements	1 104 070	263 091
Charges sociales	516 270	114 977
Amortissements et provisions	200 787	22 617
Autres charges	138 922	2 476
Total	1 988 802	407 194
RESULTAT D'EXPLOITATION	-800 189	-312 938
Produits financiers	13 483	1 355
Charges financières	14 534	2 771
Résultat financier	-1 051	-1 416
RESULTAT COURANT	-801 240	-314 354
Produits exceptionnels	2 889	
Charges exceptionnelles	9 114	34 826
Résultat exceptionnel	-6 225	-34 826
Impôts sur les bénéfices	-325 179	-172 644
RESULTAT NET (Sociétés intégrées)	-482 286	-176 536
Dot.Amort. écart d'acquisition	118 848	
RESULTAT NET CONSOLIDE	-363 438	-176 536

20.2.3 Annexe aux comptes consolidés 2012

Note 1 – Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes consolidés au 31 décembre 2012 présentent l'activité du groupe sur l'ensemble de l'année.

Eléments significatifs au cours de l'exercice

Il s'agit du premier exercice de consolidation. La décision de consolider les comptes est une décision volontaire du Groupe, les seuils légaux ne sont pas atteints.

Référentiel

Les comptes consolidés sont établis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires actuellement en vigueur en France, et notamment avec la nouvelle réglementation des comptes consolidés (règlement 99.02 du Comité de la réglementation Comptable) pour le bilan et le compte de résultat. L'annexe des comptes n'est pas complète au regard du référentiel 99-02.

1.1 - Périmètre et méthodes de consolidation

L'exercice 2012 est le premier exercice consolidé.

Le périmètre de consolidation a été défini comme suit :

SA BLUELINEA : Société Mère consolidant les comptes

SAS EQUINOXE : filiale détenue à 100%

SAS JD COM : filiale détenue à 100%

SARL SERENITEL : sous filiale détenue par EQUINOXE à 100%.

*** Entrées :**

Trois sociétés sont entrées dans le périmètre au cours de l'année 2012 :

SAS EQUINOXE Société créée le 01/06/2012

SAS JD COM Société acquise le 24/10/2012 et consolidée à compter du
31/10/2012.

SARL SERENITEL Société acquise le 30/09/2012

*** Sorties :**

Aucune sortie au cours de l'exercice.

La méthode de consolidation retenue pour toutes les sociétés est l'intégration globale.

Les sociétés sont consolidées sur la base de leurs comptes sociaux clôturés au 31 décembre 2012 et mis en accord avec les principes comptables retenus par le groupe.

Les incidences des transactions entre les sociétés consolidées sont éliminées

Le périmètre de consolidation est présenté ci-après.

Sociétés	Siège social SIRET	% de contrôle	% d'intérêts	Méthode de consolidation
EQUINOXE SAS	75193026400021	100 %	100 %	IG
JD COM SAS	41969212400029	100%	100%	IG
SERENITEL SARL	42444796900025	100%	100%	IG

Intérêts minoritaires

Aucun intérêt minoritaire.

1.2 - Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent :

- Des logiciels qui sont amortis sur des périodes n'excédant pas leur durée d'utilisation.
- Des frais de recherche et développement qui sont amortis en fonction des bénéfices futurs attendus.

Les frais de recherche et développement concernent le développement de DATI et de bracelets pendentifs pour personnes isolées. Ces produits sont commercialisés à ce jour.

L'amortissement des immobilisations incorporelles est constaté selon le mode linéaire, en fonction des durées de vie économique suivantes :

En années	Minimum	Maximum
Logiciels	1	3
Frais de recherche et développ.		3

- Des fonds de commerce qui font l'objet de provisions quand les conditions d'exploitation l'exigent.

1.3 – Ecart d'acquisition

Lors de l'acquisition des titres d'une filiale consolidée, la totalité des éléments identifiables de l'actif acquis et du passif repris est évaluée à sa valeur d'utilité pour le groupe et peut être revue pendant l'exercice qui suit l'acquisition.

Les écarts d'évaluation dégagés à cette occasion sont enregistrés pour la quotité acquise et les intérêts minoritaires.

L'écart entre le prix d'acquisition des titres et la quote-part correspondante de l'actif net réévalué à la date de prise de participation est inscrit sous la rubrique « Ecart d'acquisition » à l'actif du bilan, ou au passif en provisions pour risques et charges lorsqu'il s'agit d'écarts d'acquisition négatifs.

En cas d'acquisition complémentaire de titres d'une filiale antérieurement déjà consolidée par intégration globale, aucune ré-estimation complémentaire des actifs et passifs n'est enregistrée.

L'écart d'acquisition correspond alors à la différence entre le prix d'acquisition du nouveau lot de titres et la quote-part des intérêts minoritaires qu'ils représentent à la date de la nouvelle acquisition.

Les écarts d'acquisition positifs sont amortis de manière linéaire sur une durée qui reflète aussi raisonnablement que possible les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors de l'acquisition.

En cas d'acquisition de titres d'une société ou d'un groupe comprenant des secteurs géographiques ou d'activités distincts, l'écart d'acquisition est attaché distinctement à ces secteurs et fait l'objet d'un plan d'amortissement ou de reprise en résultat reflétant les caractéristiques propres de chacun d'eux.

Les écarts d'acquisition négatifs sont repris en résultat selon un plan qui reflète les objectifs et perspectives tels que définis au moment de l'acquisition.

Sociétés du Groupe	Durées d'amortissement pratiquées
Ecart d'acquisition positif	
EQUINOXE	36 mois
SERENITEL	100% au 31/12/2012
Ecart d'acquisition négatif	
JD COM	Maxi 26 mois Voir note 2 ci-dessous

1.4 - Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au coût d'acquisition historique.

Les dépenses de réparation ou de maintenance ne conduisant pas à l'amélioration ou à l'allongement de la durée de vie des actifs concernés sont enregistrées en charges.

L'amortissement est pratiqué sur les durées de vie économiques suivantes :

Principales durées d'amortissement	Minimum	Maximum
Agencements des constructions	8	12
Matériels et agencements d'exploitation	3	5
Agencements Aménagements Installations	3	10
Matériel de transport	4	5
Matériel de bureau et informatique	3	5
Mobilier	2	5

Les contrats de crédit-bail :

Il existe un seul contrat de crédit-bail au 31 décembre 2012 pour la société JD COM.

Les biens en crédit-bail ont été enregistrés en immobilisations à l'actif du bilan.

La dette financière correspondant au financement de ces biens a été enregistrée au passif du bilan.

Les redevances de crédit-bail ont été remplacées par des dotations aux amortissements et des frais financiers.

S'il existe une assurance raisonnable que le preneur obtienne la propriété de l'actif à l'échéance du contrat, la durée d'amortissement est la durée d'utilisation du bien.

Dans le cas contraire, l'amortissement est constaté sur la plus courte des deux périodes suivantes : la durée du contrat de crédit-bail ou la durée d'utilisation du bien.

1.5 - Autres immobilisations financières

Elles correspondent essentiellement aux dépôts et cautionnements concernant les locaux.

1.6 - Stocks et en-cours

Les stocks de matières premières et de marchandises sont évalués au prix d'achat.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires à l'exception de toute valeur ajoutée.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Les provisions pour dépréciation des stocks s'élevaient au 31 décembre 2012 à 1 503€.

1.7 - Créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable ou lorsque leur possibilité de recouvrement est devenue incertaine.

Les provisions pour dépréciation des comptes clients s'élevaient au 31 décembre 2012 à 11 750 €.

1.8 - Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur prix d'acquisition.

Les pertes et les gains réalisés lors de la cession de valeurs mobilières de placement sont inscrits au compte de résultat sur l'exercice de réalisation de la transaction.

1.9 - Revenus

Le chiffre d'affaires résultant des ventes et de prestations de services est reconnu lorsque les ventes ont été livrées et les services ont été rendus aux clients.

1.10 - Distinction entre résultat courant et résultat exceptionnel

Les produits et charges exceptionnelles du compte de résultat consolidé incluent les éléments exceptionnels provenant des activités ordinaires et les éléments extraordinaires.

Les éléments exceptionnels provenant de l'activité ordinaire sont ceux dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante de l'entreprise, soit parce qu'ils sont anormaux dans leur montant ou leur incidence, soit parce qu'ils surviennent rarement.

1.11 - Impôts

Le groupe calcule ses impôts conformément à la législation en vigueur.

Les impôts différés sont déterminés pour chaque entité fiscale, selon la méthode du report variable et en retenant une approche bilancielle.

Les soldes d'impôts différés sont déterminés sur la base de la situation fiscale de chaque société ou du résultat d'ensemble des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation, et sont présentés à l'actif ou au passif du bilan pour leur position nette.

Les actifs d'impôts ne sont comptabilisés que si l'entité fiscale a une assurance raisonnable de les récupérer au cours des années ultérieures.

1.12 - Indemnités de départ en retraite

Selon les lois et usages, les sociétés du groupe ont des obligations en termes d'indemnités de départ en retraite. Ces obligations s'appliquent à l'ensemble des salariés des sociétés concernées.

Conformément aux méthodes préférentielles recommandées par le Conseil National de la Comptabilité, il a été procédé à la comptabilisation des provisions pour engagements de départ en retraite.

La valorisation du montant de ces engagements de départ en retraite, lorsqu'ils sont représentatifs de prestations définies, a été effectuée sur la base d'évaluations actuarielles. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité et de rotation de personnel.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

Age de départ à l'initiative des salariés à 62 ans

Taux de charges sociales de 45%

Taux de progression des salaires de 2%

Taux d'actualisation de 2%

1.13 - Opérations intra-groupe

Toutes les opérations significatives réciproques ont été éliminées.

Note 2 – Ecart d'acquisition

Le solde des écarts d'acquisition se présente comme suit :

Ecarts d'acquisition positifs :

	ECART D'ACQUISITION BRUT	AMORTISSEMENT AU 31/12/2012	ECART D'ACQUISITION NET AU 31/12/2012
SAS EQUINOXE	48 771 €	9 483 €	39 288 €
SARL SERENITEL	5 669 €	5 669 €	0 €
TOTAL	54 440 €	15 152 €	39 288 €

Ecarts d'acquisition négatifs :

	ECART D'ACQUISITION BRUT	REPRISE AU 31/12/2012	ECART D'ACQUISITION NET AU 31/12/2012
SAS JD COM	169 281 €	134 000 €	35 281 €
TOTAL	169 281 €	134 000 €	35 281 €

Reprise de la provision au 31/12/2012 à hauteur de l'abandon de compte courant constaté en produit exceptionnel dans les comptes individuels de JD COM et neutralisé dans les opérations de consolidation.
Le solde de l'écart positif sera repris en fonction des résultats de JD COM sur 2013 et 2014.

Note 3 – Immobilisations et amortissements

3.1 – Variation des immobilisations corporelles et incorporelles

Variations hors Ecart d'acquisition

Immobilisations

En Euros	Valeur brute 31/12/2011	Acquisitions	Entrée Périmètre	Diminutions	Valeur brute 31/12/2012
Immobilisations Incorporelles	31 418	34 198	273 157	25 047	313 726
Immobilisations Corporelles	28 481	183 040	259 749	80 966	390 304
Immobilisations en crédit bail			10 110		10 110
Immobilisations Financières	6 875	16 400	8 776	7 055	24 996
TOTAL	66 774	233 638	551 792	113 068	739 136

Amortissements

En Euros	Valeur brute 31/12/2011	Augmentations	Entrée Périmètre	Diminutions	Valeur brute 31/12/2012
Immobilisations Incorporelles	5 619	14 610	171 280	25 047	166 462
Immobilisations Corporelles	20 578	22 399	182 879	78 259	147 597
Immobilisations en crédit bail	0	562	6 281		6 843
TOTAL	26 197	37 571	360 440	103 306	320 902

Note 4 – Portefeuille

4.1 – Valeurs mobilières de placement

Le compte autres valeurs mobilières de placement s'établit comme suit :

- Compte à terme : 575 072 €

- Valeurs mobilières de placement : 28 023 €

Valeur liquidative des valeurs mobilières de placement : 30 183 €

Gain latent : 2 160 €

Le gain latent n'a pas été constaté en produits financiers. Non significatif.

Note 5 – Stocks et en-cours

En euros	31/12/2012			31/12/2011
	Brut	Provisions	Net	Net
Matières premières				
Marchandises	249 245	1 503	247 742	58 314
TOTAL	249 245	1 503	247 742	58 314

Note 6 – Provisions sur actif circulant

En Euros	Au 31/12/2011	Dotations	Reprises	Au 31/12/2012
Provision sur stocks		1 503		1 503
Provisions sur créances clients	3 150	8 600		11 750
TOTAL	3 150	10 103	0	13 253

Note 7 – Etat des créances

En euros	BRUT	A 1 AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
Créances clients	639 690	639 690	
Clients douteux	13 876		13 876
Clients et comptes rattachés (1)	653 566	639 690	13 876
Fournisseurs débiteurs		0	
Personnel et comptes rattachés	200	200	
Etat impôts sur les bénéfices	402 964	402 964	
Etat taxe sur le chiffre d'affaires	101 993	101 993	
Autres créances	465 711	465 711	
Avances et acptes versés sur commandes Fourn.		0	
Créances diverses (2)	970 868	970 868	0
TOTAL	1 624 434	1 610 558	13 876

Note 8 – Charges et produits constatés d'avance

En Euros	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	14 565	63 772
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	14 565	63 772

Note 9 – Capitaux propres

9.1 – Capital social

Le capital social se décompose comme suit :

Situation au	Nbre d'actions	Valeur nominale	Capital social
31/12/2012	1 529 309	0,20	305 862
31/12/2011	1 285 890	0,20	257 178

9.2 – Variation des capitaux propres (part du Groupe)

En Euros	Part du Groupe
Capitaux propres au 31/12/2011	1 504 618
Augmentation de capital en numéraire	970 629
Résultat de l'exercice 2012	-259 053
Ajustement reprise crédit bail JD COM /Réserves conso	-293
Capitaux propres au 31/12/2012	2 215 901

9.3 – Réserves consolidées

En Euros	Montants
Réserves consolidées au 31 décembre 2011	0
Résultat consolidé au 31 décembre 2011	-176 536
Résultat individuel BLUELINEA 31/12/2011	164 159
Ajustement reprise crédit bail JD COM 31/12/2012	-293
RESERVES CONSOLIDEES AU 31 DECEMBRE 2012	-12 670

9.4 – Résultat consolidé

En Euros	Montants
Résultats individuels au 31 décembre 2012 avant consolidation	-226 864
Comptabilisation des engagements de retraite	-35 979
Retraitement de la fiscalité différée Engagement retraite	12 743
Coûts d'acquisition des titres nets	6 234
Retraitement du crédit bail	-35
Dotation amortissement Ecart d'acquisition positif	-15 152
Reprise de provision Ecart d'acquisition négatif	134 000
Annulation abandon de compte courant BLUELINEA/JD COM	-134 000
RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2012	-259 053

Les résultats individuels au 31 décembre 2012 peuvent être ventilés de la façon suivante :

En Euros	31/12/2012
Groupe BLUELINEA(périmètre au 31 décembre 2011)	-358 143
Entrées dans le périmètre :	
SAS EQUINOXE	-743
SAS JD COM	127 372
SARL SERENITEL	4 650
RESULTATS INDIVIDUELS AU 31 DECEMBRE 2012	-226 864

Les provisions pour risques et charges se décomposent de la façon suivante :

En Euros	31/12/2012	31/12/2011
Provisions pour garanties clients	13 339	
Provision pour engagement de retraite	182 674	18 565
Provision Ecart d'acquisition négatif	35 281	0
TOTAL	231 294	18 565

Note 11 – Etat des dettes

En euros	BRUT	A 1 AN AU PLUS	DE 1 A 5 ANS	A PLUS DE 5 ANS
Emprunts à plus d'un an				
Emprunts crédits baux	3 478	3 478		
Découverts bancaires	1 657	1 657		
Comptes courants d'associés				
Dettes diverses/Dépôts reçus	58 481		58 481	
Emprunts et dettes financières (1)	63 616	5 135	58 481	0
Fournisseurs & cptes ratt. (2)	440 707	440 707		
Personnel et comptes rattachés	104 529	104 529		
Organismes sociaux	253 611	253 611		
Etat Impôts sur les bénéfices		0		
Etat taxe sur le chiffre d'affaires	88 640	88 640		
Autres impôts et taxes	841	841		
Autres dettes	43 280	43 280		
Produits constatés d'avance	63 772	63 772		
Dettes diverses (3)	554 673	554 673	0	0
TOTAL (1+2+3)	1 058 996	1 000 515	58 481	0

Note 12 – Résultat d'exploitation

12.1 – Dotations nettes aux amortissements et provisions d'exploitation

En Euros	31/12/2012	31/12/2011
AMORTISSEMENTS		
Immobilisations incorporelles	14 609	
Immobilisations corporelles	22 962	4 052
Total des amortissements (1)	37 571	4 052
PROVISIONS		
Sur actif circulant	10 104	
Pour risques et charges	40 451	18 565
Total des provisions (2)	50 555	18 565
TOTAL (1+2)	88 126	22 617

Note 13 – Résultat financier

En Euros	31/12/2012	31/12/2011
Autres intérêts et produits assimilés	9 070	
Gains de change	527	1 355
Reprise provision immobilisations financières		
Intérêts des emprunts		
Intérêts des emprunts crédit baux	-21	
Intérêts compte courant		
Intérêts bancaires	-446	-1 410
Autres charges financières/Perte de change	-2 503	-1 361
RESULTAT FINANCIER	6 627	-1 416

Note 14 – Résultat exceptionnel

En Euros	31/12/2012	31/12/2011
Produits exceptionnels divers		
Produits des cessions sur éléments d'actif corp.		
Produits des cessions sur éléments d'actif financiers		
Reprise provision pour risques		
Pénalités et amendes		-1 513
Charges exceptionnelles diverses	-7 048	-33 313
Valeur nette comptable éléments d'actifs cédés corp.	-946	
Valeur nette comptable éléments d'actifs cédés finan.		
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-7 994	-34 826

Note 15 – Impôt sur les sociétés

Le taux d'impôt normal applicable en France est de 33,33 % en 2012. La charge ou le produit d'impôt effectivement comptabilisé se présente de la manière suivante :

En Euros	31/12/2012	31/12/2011
Impôt sur les bénéfices	6 899	
Impôts différés Passif	3 116	
Impôts différés Actif	-12 760	
Crédits Impôt Recherche	-191 840	-157 429
Charge d'impôt comptabilisée	-194 585	-157 429

Note 16 – Effectifs au 31/12/2012

Sociétés	BLUELINEA	EQUINOXE	JD COM	SERENITEL	TOTAL
Cadres	5	2	7		14
Agents maîtrise/Techniciens	2				2
Employés		14	2		16
Ouvriers					0
TOTAL	7	16	9	0	32

Note 17 – Engagements hors bilan

Effets escomptés non échus

NEANT

Autres engagements

Une convention a été conclue entre la Ville de Paris et la société Bluelinea. Elle a pour projet la conception et la réalisation d'un système global, ouvert et interopérable destiné à la prise en charge à domicile d'un patient atteint d'une maladie chronique ou d'une personne vulnérable en situation de dépendance.

Les dépenses du programme sont estimées à 529 424 € et sont à réaliser dans un délai de 36 mois, à compter du 1er septembre 2011, date de démarrage du projet.

En contrepartie, la Ville de Paris accorde à la société Bluelinea une subvention à hauteur de 45% des dépenses exposées, soit 238 241 €.

En date du 31 décembre 2012, la société Bluelinea a comptabilisé un produit de 119 120 € en subvention.

Une convention a été conclue entre la Caisse des dépôts et consignations et la société Bluelinea. Elle a pour objet le développement de services numériques pour la santé et l'autonomie. Les dépenses du programme sont estimées à 564 205 € au titre de la participation financière R&D et 194 040 € au titre de la participation financière innovation. Elles sont à réaliser dans un délai de 27 mois, à compter du 2 octobre 2012, date de démarrage du projet.

En contrepartie, la Caisse des dépôts et consignations accorde à la société Bluelinea une subvention à hauteur de 45% au titre de la participation financière R&D et 30% au titre de la participation financière innovation.

En date du 31 décembre 2012, la société Bluelinea a comptabilisé un produit de 227 473.50 € en subvention.

20.3 Vérification des informations financières

20.3.1 Rapport général du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2013

Aux Actionnaires
Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société **BLUELINEA**, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation

II - Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport sur la gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris, le 17 avril 2014

Le commissaire aux comptes
EXCO S&W Associés
Vincent Young Virginie Coniau

20.3.2 Rapport général du commissaire aux comptes relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012

Aux Actionnaires,
Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société BLUELINEA, tels qu'ils sont joints au présent rapport, la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient sur la base de notre audit d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - Justification de mes appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Paris, le 13 juin 2013

Le commissaire aux comptes

EXCO S&W Associés

Vincent Young

Virginie Coniau

21. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

21.1 CAPITAL SOCIAL

L'assemblée générale des actionnaires, délibérant extraordinairement le 28 juin 2013, aux termes de sa 6^{ème} résolution, a délégué au conseil d'administration (aujourd'hui directoire) sa compétence, pour une durée de dix-huit (18) mois, à l'effet d'augmenter le capital social de la Société, dans la limite d'un montant global de dix millions d'euros (10.000.000) euros (prime d'émission comprise), par voie d'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement et/ou à terme à des actions de la Société ou donnant droit à l'attribution de titres de créance au profit d'investisseurs qualifiés.

21.1.1 Montant du capital social

Le conseil d'administration du 18 février 2014 a décidé le principe d'une augmentation de capital de 243.205 actions assorties de 243.205 bons de souscription d'actions. Le montant total de l'augmentation constatée par le conseil d'administration le 25 février 2014, s'élève à 1.700.002,95 € comprenant une prime d'émission de 6,79 € par action. A la date du document d'information, 43 360 BSA ont été exercés pour un total de 346 880€.

Au 12 juin 2014, le capital de la Société s'élève à trois-cent-quatre-vingt-dix-neuf-mille-trois-cent-soixante-sept euros et vingt cents (399 367,20 €), divisé en un-million-neuf-cent-quatre-vingt-seize-mille-huit-cent-trente six (1 996 836) actions d'une valeur nominale de 0,20 euro chacune, libérées intégralement.

A la date du présent Document d'information, l'exercice intégral de l'ensemble des instruments donnant accès au capital attribués et en circulation permettrait la souscription de 199.845 actions nouvelles, générant alors une dilution de l'ordre de 10% sur la base du capital existant à ce jour étant précisée que 121 602 BSA sont contractuellement réservés à des dirigeants clés de la Société sous condition de performance à partir de septembre 2015.

21.1.2 Modification du capital social (article 8 des statuts)

1. Le capital social peut être augmenté par tous procédés et selon toutes modalités prévues par la loi. L'Assemblée Générale Extraordinaire, sur le rapport du Directoire, est seule compétente pour décider une augmentation de capital. Celle-ci s'effectue par l'émission de valeurs mobilières donnant accès, immédiat ou à terme, à une quotité du capital de la Société. Elle peut déléguer au Directoire le pouvoir de réaliser les augmentations qu'elle aura décidé, pour une durée qui ne peut excéder cinq ans dans la limite du plafond qu'elle fixera. Elle peut déléguer cette compétence au Directoire pour une durée qui ne peut excéder vingt-six mois dans la limite d'un montant qu'elle fixera. Les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital, droit auquel ils peuvent renoncer à titre individuel. Si l'Assemblée Générale le décide expressément, ils bénéficient également d'un droit de souscription à titre réductible.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

Lors de toute décision d'augmentation du capital, excepté lorsqu'elle est consécutive à un apport en nature ou lorsqu'elle résulte d'une émission au préalable de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres représentant une quotité de capital, l'Assemblée Générale Extraordinaire doit se prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital réservée aux salariés de l'entreprise. En outre, un tel projet doit être soumis, tous les trois ans, à une Assemblée Générale Extraordinaire convoquée à cet effet, tant que les actions détenues par le personnel de la Société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce représentent moins de trois pour cent du capital.

2. La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire et ne peut en aucun cas porter atteinte à l'égalité des actionnaires.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal, à moins que la Société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après sa réduction. A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Celle-ci ne peut être prononcée si au jour où le Tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

3. Le capital social pourra être amorti en application des articles L. 225-198 et suivants du Code de commerce.

21.1.3 Titres non représentatifs du capital

Néant

21.1.4 Acquisition par la Société de ses propres actions.

A ce jour, la Société ne détient aucune de ses propres actions. En revanche, l'assemblée générale réunie le 17 mars 2014 a autorisé la Société à acquérir ses propres actions sur le marché une fois le transfert sur Alternext effectif.

L'assemblée générale du 17 mars 2014 a autorisé le Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, conformément aux dispositions des articles L.225-209 et suivants du Code de commerce, à acheter ou faire acheter des actions de la Société notamment en vue de poursuivre les objectifs suivants, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables ou de toute autre finalité qui viendrait à être autorisée par les dispositions légales et réglementaires applicables ou qui viendrait à être reconnue comme pratique de marché de l'AMF :

- Favoriser la liquidité des transactions et la régularité des cotations des titres de la Société ou éviter des décalages de cours non justifiés par la tendance du marché dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec un prestataire de services d'investissement intervenant en toute indépendance, dans les conditions et selon les modalités fixées par la réglementation et les pratiques de marché reconnues et conformes à une charte de déontologie reconnue par l'AMF ;
- Attribuer les actions aux mandataires sociaux ou aux salariés de la Société et/ou des sociétés de son groupe dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables dans le cadre :
 - (i) de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise,
 - (ii) du régime des options d'achat d'actions prévu par les articles L.225-177 et suivants du Code de commerce,

(iii) du régime de l'attribution gratuite d'actions prévu par les articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce et

(iv) d'un plan d'épargne d'entreprise, ainsi que réaliser toutes opérations de couverture afférentes à ces opérations, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques que le directoire ou la personne agissant sur la délégation du directoire appréciera ;

- Remettre les actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit, immédiatement ou à terme, par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière à l'attribution d'actions de la Société, ainsi que réaliser toutes opérations de couverture en relation avec l'émission de telles valeurs mobilières, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques que le directoire ou la personne agissant sur la délégation du directoire appréciera ;

- Conserver les actions et les remettre ultérieurement en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, fusion, scission ou apport, en vue d'en minimiser le coût d'acquisition ou d'améliorer plus généralement les conditions d'une transaction, dans le respect des pratiques de marché admises par l'Autorité des marchés financiers.

Ce programme est également destiné à permettre la mise en œuvre de toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des marchés financiers, et plus généralement, la réalisation de toute autre opération conforme à la réglementation en vigueur. Dans une telle hypothèse, la Société informera ses actionnaires par voie de communiqué.

Les achats d'actions de la Société pourront porter sur un nombre d'actions tel que :

— le nombre d'actions que la Société achète pendant la durée du programme de rachat n'excède pas dix pour cent (10 %) des actions composant le capital de la Société, à quelque moment que ce soit, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente Assemblée Générale, étant précisé (i) que le nombre d'actions acquises en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne peut excéder 5 % de son capital social, et (ii) lorsque les actions sont rachetées pour favoriser la liquidité dans les conditions définies par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de dix pour cent (10 %) prévue au premier alinéa correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation ;

— le nombre d'actions que la Société détiendra à quelque moment que ce soit ne dépasse pas dix pour cent (10 %) des actions composant le capital de la Société à la date considérée.

L'acquisition, la cession ou le transfert des actions pourront être réalisés à tout moment y compris en période d'offre publique, dans les limites autorisées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, et pourront être réalisés par tous moyens, sur le marché ou de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs (sans limiter la part du programme de rachat pouvant être réalisée par ce moyen), par offre publique d'achat ou d'échange, ou par utilisation d'options ou autres instruments financiers à terme négociés sur le marché ou de gré à gré, ou par remise d'actions consécutive à l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société par conversion, échange, remboursement, exercice d'un bon ou de toute autre manière, soit directement soit indirectement par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement.

Le prix maximum d'achat des actions dans le cadre de la présente résolution sera de 10 euros par action hors frais (ou la contre-valeur de ce montant à la même date dans toute autre monnaie).

Le montant global affecté au programme de rachat d'actions ci-dessus autorisé ne pourra être supérieur à 2.000.000 euros.

Cette autorisation est donnée pour une période de dix-huit (18) mois à compter du 17 mars 2014.

L'Assemblée Générale délègue au directoire, en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, le pouvoir d'ajuster le prix d'achat susvisé afin de tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action.

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, pour décider et effectuer la mise en œuvre de la présente autorisation, pour en préciser, si nécessaire, les termes et en arrêter les modalités, pour réaliser le programme d'achat, et notamment pour passer tout ordre de bourse, conclure tout accord, affecter ou réaffecter les actions acquises aux objectifs poursuivis dans les conditions légales et réglementaires applicables, fixer les conditions et modalités suivant lesquelles sera assurée, s'il y a lieu, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières ou d'options, en conformité avec les dispositions légales, réglementaires ou contractuelles, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des marchés financiers et de toute autre autorité compétente et toutes autres formalités et, d'une manière générale, faire le nécessaire.

21.1.5 Capital potentiel

A la date du présent document, les seuls titres donnant accès au capital existants sont des bons de souscription d'actions (BSA) dont les caractéristiques figurent ci-après.

Un conseil d'administration du 25 février 2014 a, sur délégation de l'AGE du 28 juin 2013, procédé à l'attribution de 243.205 BSA au profit de dix fonds gérés par NextStage. L'ensemble de ces BSA donne accès à un maximum de 243 205 actions.

Chaque BSA donne droit à la souscription d'une action nouvelle émise au nominal de 0.20€ et d'une prime d'émission de 7,80€, soit un prix de souscription unitaire total de 8€.

NextStage a exercé, à ce jour, 43.360 BSA au prix d'exercice de 8€ par bon.

Il est contractuellement prévu que NextStage, titulaire de 199 845 BSA cède 121.602 des BSA aux dirigeants et personnes clés de Bluelinea sous condition de performances.

Les bénéficiaires dirigeants pourront exercer leurs BSA en une ou plusieurs fois à partir du 1er septembre 2015 et jusqu'au 31 décembre 2019, au prix d'exercice de 8€ par bon.

Les actions nouvelles résultant de l'exercice des BSA seront des actions ordinaires de la Société, émises en numéraire. Elles devront être libérées en totalité lors de la souscription, et porteront jouissance au jour de leur souscription.

Ces actions seront soumises à toutes les dispositions statutaires, jouiront des mêmes droits et seront entièrement assimilées aux actions à compter de cette date.

21.1.6 Capital autorisé

Les résolutions d'émission approuvées par les assemblées générales mixtes du 20 juin 2012, 28 juin 2013, 17 mars 2014 et 5 mai 2014 statuant à titre extraordinaire et en vigueur à ce jour sont synthétisées ci-dessous :

	AGM	Durée de validité	Plafond
Attribution gratuite d'actions ordinaires à émettre par voie d'augmentation de capital au profit : - Des membres du personnel de la société et des sociétés liées, - Et/ou des mandataires sociaux répondant aux conditions fixées par l'article L225-197-1 du Code de commerce. Le nombre total d'actions attribué ne peut dépasser 10% du capital existant au jour de la première attribution décidée par le directoire.	AGM 20 juin 2012 5e résolution	38 mois à compter du 20 juin 2012 (expire le 20 août 2015)	
Emission d'actions et/ou de titres de créances et/ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme au capital de la Société ou donnant droit à un titre de créance, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires.	AGM 17 mars 2014 8e résolution	26 mois à compter du 17 mars 2014 (expire le 17 mai 2016)	15 000 000 € prime d'émission non comprise
Emission d'actions nouvelles réservées aux salariés adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise et délégation de pouvoirs au directoire en vue de fixer les modalités de l'émission des actions nouvelles et réaliser l'augmentation de capital.	AGM 17 mars 2014 9e résolution	26 mois à compter du 17 mars 2014 (expire le 17 mai 2016)	l'augmentation du capital ne pourra excéder 3 % du capital social de la Société à la date de l'émission des actions nouvelles
Emission d'actions et/ou de titres de créances et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital ou donnant droit à un titre de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription par offre au public de titres financiers, notamment dans le cadre de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext Paris	AGM 5 mai 2014 7e résolution	18 mois à compter du 5 mai 2014 (expire le 5 novembre 2015)	15 000 000€ (1)(2)
Augmentations de capital en numéraire avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de bénéficiaires déterminés ou de catégories de personnes	AGM 5 mai 2014 8e résolution	18 mois à compter du 5 mai 2014 (expire le 5 novembre 2015)	15 000 000€ (1)(2)
Augmentations de capital en numéraire avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'investisseurs qualifiés	AGM 5 mai 2014 9e résolution	18 mois à compter du 5 mai 2014 (expire le 5 novembre 2015)	15 000 000€ (1)(2)
Augmentations de capital par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres	AGM 5 mai 2014 10e résolution	18 mois à compter du 5 mai 2014 (expire le 5 novembre 2015)	2.500.000€ prime d'émission comprise
Augmentation du capital social réservée aux salariés adhérent à un plan d'épargne entreprise	AGM 5 mai 2014 11e résolution	18 mois à compter du 5 mai 2014 (expire le 5 novembre 2015)	2% du capital social
(1) Montant nominal maximal (2) Le plafond nominal maximum cumulé est fixé à 15 000 000€			

21.1.7 Informations sur le capital de tout membre du Groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option

A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'option d'achat ou de vente ou d'autres engagements au profit des actionnaires de la Société ou consentis par ces derniers portant sur des actions de la Société.

21.1.8 Historique du capital social

A. Évolution du capital social depuis 2012

La société Bluelinea a été introduite sur le marché libre le 24 février 2012 à un cours de 5.00€ par action.

Augmentations de capital depuis 2012 :

	Prix de souscription	Nombre d'actions nouvelles	Montant levé	Nombre total d'actions
31-déc-11				1 285 890
20-janv-12	5,00 €	28 240	141 200,00 €	1 314 130
07-févr-12	5,00 €	35 000	175 000,00 €	1 349 130
30-mai-12	5,00 €	85 380	426 900,00 €	1 434 510
15-juin-12	5,00 €	13 164	65 820,00 €	1 447 674
31-déc-12	5,50 €	81 635	448 992,50 €	1 529 309
10-mai-13	5,50 €	63 140	347 270,00 €	1 592 449
17-juin-13	5,50 €	61 627	338 948,50 €	1 654 076
31-déc-13				1 654 076
10-janv-14	6,99 €	21 460	150 005,40 €	1 675 536
22-janv-14	6,99 €	8 585	60 009,15 €	1 684 121
25-févr-14	6,99 €	243 205	1 700 002,95 €	1 927 326
14-mai-14	7,65 €	26 150	200 047,50 €	1 953 476
19-mai-14	8,00 €	19 593	156 744,00 €	1 973 069
21-mai-14	8,00 €	23 767	190 136,00 €	1 996 836

L'assemblée générale des actionnaires, délibérant extraordinairement le 28 juin 2013, aux termes de sa 6^{ème} résolution, a délégué au conseil d'administration (aujourd'hui directoire) sa compétence, pour une durée de dix-huit (18) mois, à l'effet d'augmenter le capital social de la Société, dans la limite d'un montant global de dix millions d'euros (10.000.000) euros (prime d'émission comprise), par voie d'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement et/ou à terme à des actions de la Société ou donnant droit à l'attribution de titres de créance au profit d'investisseurs qualifiés.

Par suite, le conseil d'administration du 18 février 2014 a décidé le principe d'une augmentation de capital de 243.205 actions assorties de 243.205 bons de souscription d'actions. Le montant total de l'augmentation s'élève à 1.700.002,95 € comprenant une prime d'émission de 6,79 € par action.

B. Évolution détaillée de la répartition du capital social au cours de 3 dernières années

En mai 2011, suite à la transformation de la société en société anonyme, elle comptait 912 500 actions, chacune de 0,072€ de nominal, le capital social s'élevant à 65 700€. Jusqu'à son introduction sur le marché libre, le 24

février 2012, la Société a procédé à plusieurs augmentations de capital portant ainsi le capital social à 269 826 €.

Le montant nominal des actions a également été élevé, passant de 0.072€ à 0,20€.

Depuis son introduction sur le marché libre, la Société a levé un montant total de 4 401 076,00 € primes d'émissions comprises, portant ainsi le nombre d'actions total à 1 996 836 actions et le capital social à 399 367,20 €.

C. Répartition du capital au 12 juin 2014

	Nb d'actions	%	Droits de vote	%
Famille Westermann	638 750	31,99%	1 147 500	40,79%
NextStage	286 565	14,35%	286 565	10,19%
Laurent Levasseur	136 875	6,85%	273 750	9,73%
Valérie Saulquin	136 875	6,85%	273 750	9,73%
Autres Fonds d'investissement	225 617	11,30%	227 032	8,07%
Flottant	572 154	28,65%	604 403	21,49%
Total	1 996 836	100%	2 813 000	100%

Un droit de vote double est attaché aux actions nominatives inscrites depuis plus de deux ans.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'action de concert entre actionnaires.

21.2 ACTE CONSTITUTIF ET STATUTS

Le descriptif ci-joint tient compte de certaines modifications statutaires adoptées à l'occasion de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 17 mars 2014 ayant décidé le transfert des titres sur le marché Alternext d'Euronext Paris. Ces stipulations n'ont pas été modifiées par l'Assemblée générale mixte du 5 mai 2014.

21.2.1 Objet social

La Société a pour objet :

- La prestation de conseil en informatique ainsi que l'exploitation directe ou indirecte de tous fonds d'industrie ou de commerce principalement dans les domaines de l'édition de logiciels, de la programmation, de l'ingénierie et des services informatiques, de la délivrance de services aux particuliers, aux entreprises, aux institutions et aux collectivités, de la formation, de l'intégration de systèmes d'information, de la fabrication, de la vente, de la représentation et de la maintenance de tous matériels informatiques ou électroniques ou tout autre secteur connexe ou complémentaire.

- la participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance

de tous fonds de commerce ou établissements ; la gestion des titres de filiales et participations; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités, y compris la concession ou l'obtention de licences sur tous droits de propriété intellectuelle .

- et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

21.2.2 Dispositions statutaires ou autres relatives aux membres des organes de direction et de surveillance.

► Directoire

DIRECTOIRE – COMPOSITION (article 14 des statuts)

1 – La société est dirigée par un Directoire qui exerce ses fonctions sous le contrôle du Conseil de surveillance.

Le Directoire est composé de deux membres au moins et de cinq membres au plus, nommés par le Conseil de surveillance. Le nombre peut être porté à sept, si les actions de la société viennent à être admises aux négociations sur un marché réglementé.

2 – Les membres du Directoire sont obligatoirement des personnes physiques qui peuvent être choisis en dehors des actionnaires, même parmi le personnel salarié de la société.

Si un membre du Conseil de surveillance est nommé au Directoire, son mandat au Conseil prend fin dès son entrée en fonction.

3 – Les membres du Directoire ne peuvent être révoqués que par décision prise par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires.

Au cas où l'intéressé aurait conclu avec la société un contrat de travail, la révocation de ses fonctions de membre du Directoire n'a pas pour effet de résilier ce contrat.

4 – Le mode et le montant de la rémunération de chacun des membres du Directoire sont fixés par le Conseil de surveillance dans l'acte de nomination.

DUREE DES FONCTIONS (article 15 des statuts)

Le Directoire est nommé pour une durée de cinq ans expirant lors de la première réunion du Conseil de surveillance tenue après le cinquième anniversaire de cette nomination.

Le Conseil de Surveillance peut, en cours de mandat du Directoire, nommer un nouveau membre du Directoire. La décision d'augmenter le nombre de membres du Directoire par rapport à celui fixé lors de sa nomination ne peut être prise qu'avec l'accord du Président du Directoire.

En cas de vacance, le Conseil de Surveillance pourvoit dans les deux mois au remplacement du poste vacant, pour le temps qui reste à courir jusqu'au renouvellement du Directoire. Il peut aussi, avec l'accord du Président du Directoire, décider de réduire le nombre de membres du Directoire et de ne pas pourvoir au remplacement du poste vacant.

Les membres du Directoire sont toujours rééligibles.

Nul ne peut être nommé membre du Directoire s'il est âgé de plus de soixante-dix ans. Le membre du Directoire en fonction venant à dépasser cet âge est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine réunion du Conseil de surveillance.

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DU DIRECTOIRE (article 16 des statuts)

- 1 – Le Conseil de surveillance confère à l'un des membres du Directoire la qualité de Président.

Les membres du Directoire se réunissent aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur convocation du Président ou de la moitié de ses membres, au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation ; ils peuvent être convoqués par tous les moyens, même verbalement.

Le Président du Directoire préside les séances et nomme un secrétaire qui peut être choisi en dehors de ses membres.

Les décisions du Directoire sont prises à la majorité simple des membres présents.

En cas de partage, la voix du Président de séance est prépondérante.

- 2 – Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial et signés par les membres du Directoire ayant pris part à la séance.

Le procès-verbal mentionne le nom des membres présents et celui des membres absents.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés par le Président du Directoire ou par un de ses membres, et, en cours de liquidation, par le liquidateur.

- 3 – Les membres du Directoire peuvent répartir entre eux les tâches de direction avec l'autorisation du Conseil de surveillance. Toutefois, cette répartition ne peut en aucun cas dispenser le Directoire de se réunir et de délibérer sur les questions les plus importantes de la gestion de la société, ni avoir pour effet de retirer au Directoire son caractère d'organe assurant collégalement la direction générale de la société.

POUVOIRS ET OBLIGATIONS DU DIRECTOIRE (article 17 des statuts)

1 – Le Directoire est investi des pouvoirs les plus étendus à l'égard des tiers pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément au Conseil de surveillance et aux assemblées d'actionnaires.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du Directoire qui ne relèvent pas de l'objet social à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le non-respect de cette disposition n'est opposable aux tiers que dans les cas prévus par la loi.

En cas de refus du Conseil d'autoriser une des opérations visées ci-dessus, le Directoire peut, s'il le juge utile, convoquer extraordinairement une Assemblée Générale Ordinaire qui pourra accorder l'autorisation en cause et tirer toutes conséquences du différend surgi entre les organes sociaux.

Le Directoire convoque les Assemblées Générales, fixe leur ordre du jour et exécute leurs décisions.

Le Directoire, concurremment avec l'Assemblée Générale, a la qualité pour décider ou autoriser l'émission d'obligations simples.

2 – Une fois par trimestre au moins, le Directoire présente un rapport au Conseil de surveillance. Dans les trois mois de la clôture de chaque exercice, il lui présente, aux fins de vérification et de contrôle, les comptes annuels, et, le cas échéant, les comptes consolidés.

3 – Le Président du Directoire représente la société dans ses rapports avec les tiers.

Le Conseil de surveillance peut attribuer le même pouvoir de représentation à un ou plusieurs membres du Directoire qui portent alors le titre de Directeur général.

Les actes engageant la société vis-à-vis des tiers doivent porter la signature du Président du Directoire ou de l'un des Directeurs Généraux ou de tout fondé de pouvoirs dûment habilité à cet effet.

► Conseil de surveillance

CONSEIL DE SURVEILLANCE (article 18 des statuts)

1 – Le Conseil de surveillance est composé de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus sous réserve de la dérogation prévue par la loi en cas de fusion où il peut être porté à vingt-quatre.

Les membres, personnes physiques ou morales, sont nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires. En cas de fusion ou de scission, la nomination peut être faite par l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Aucun membre du Conseil de surveillance ne peut faire partie du Directoire.

Dans la limite du tiers des membres en fonction, les membres du Conseil de surveillance peuvent bénéficier d'un contrat de travail correspondant à un emploi effectif.

Les personnes morales nommées au Conseil de surveillance sont tenues de désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations que s'il était membre du Conseil en son nom propre.

Le mandat du représentant permanent lui est donné pour la durée du mandat de la personne morale qu'il représente. En cas de décès, de démission ou de révocation du représentant permanent, la personne morale doit le notifier sans délai à la société, par lettre recommandée, et donner l'identité du nouveau représentant permanent.

2 – La durée des fonctions des membres du Conseil de surveillance est de quatre (4) années, expirant à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat.

Ils sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'Assemblée Générale Ordinaire.

Le nombre des membres du Conseil de surveillance ayant atteint l'âge de soixante-quinze ans ne pourra être supérieur au tiers des membres du Conseil de surveillance en fonction.

3 – En cas de vacance, par décès ou par démission, d'un ou plusieurs sièges, le Conseil de surveillance peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire.

Les nominations provisoires effectuées par le Conseil de surveillance sont soumises à la ratification de l'Assemblée Générale Ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement par le Conseil n'en demeurent pas moins valables.

Le membre nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Si le nombre des membres du Conseil de surveillance devient inférieur à trois, le Directoire doit convoquer immédiatement l'Assemblée Générale Ordinaire en vue de compléter l'effectif.

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE (article 19 des statuts)

1 – Le Conseil de surveillance élit parmi ses membres un Président et un Vice-Président, personnes physiques, qui sont chargés de convoquer le Conseil et d'en diriger les débats. Ils sont nommés pour la durée de leur mandat au Conseil de surveillance. Le Conseil détermine, le cas échéant, leur rémunération.

Le Conseil peut nommer un secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

2 – Le Conseil se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

Toutefois, le Président doit convoquer le Conseil à une date qui ne peut être postérieure à quinze jours, lorsqu'un membre au moins du Directoire ou le tiers au moins des membres du Conseil de surveillance lui présente une demande motivée en ce sens.

Les membres du Conseil de surveillance sont convoqués aux séances du Conseil par tous moyens, même verbalement.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Tout membre du Conseil peut donner, par tous moyens écrits (lettre, fax, mail, etc.), mandat à un autre membre de le représenter à une séance du Conseil.

La présence effective de la moitié au moins des membres du Conseil est nécessaire pour la validité des délibérations du Conseil.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque membre présent ou représenté disposant d'une voix et chaque membre présent ne pouvant disposer que d'un seul pouvoir.

En cas de partage, la voix du Président de séance est prépondérante.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les membres du Conseil qui participent à la réunion du Conseil par des moyens de visioconférence conformes à la réglementation en vigueur.

Le recours à ce procédé est exclu pour l'adoption des décisions suivantes :

- Examen des comptes annuels et consolidés présentés par le Directoire,
- Nomination des membres du Directoire et du Président du Directoire,
- Proposition à l'assemblée générale de la révocation des membres du Directoire,
- Nomination du Président et du Vice-président du Conseil de surveillance.

- 3 – Il est tenu un registre de présence qui est signé par les membres du Conseil participant à la séance.

Les délibérations du Conseil de surveillance sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial tenu au siège social. Les copies ou extraits de procès-verbal des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

POUVOIRS ET ATTRIBUTIONS DU CONSEIL DE SURVEILLANCE (article 20 des statuts)

Le Conseil de surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la société par le Directoire.

A toute époque de l'année, il opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

Il nomme les membres du Directoire et fixe leur rémunération.

Il désigne le Président du Directoire et, éventuellement, les Directeurs Généraux.

Il convoque l'Assemblée Générale des actionnaires, à défaut de convocation par le Directoire.

Il autorise les conventions visées à l'article 23 ci-après.

Il présente à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle des actionnaires ses observations sur le rapport du Directoire, ainsi que sur les comptes de l'exercice.

Le déplacement du siège social dans le même département ou dans un département limitrophe peut être décidé par le Conseil de surveillance sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

Le Conseil de surveillance peut conférer, à un ou plusieurs de ses membres, tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés.

CUMUL DES MANDATS (article 21 des statuts)

Une personne physique ne peut exercer simultanément plus d'un mandat de membre du directoire ou de directeur général unique des sociétés anonymes ayant leur siège sur le territoire français, sauf dérogation prévue par la loi.

Une personne physique ne peut exercer simultanément plus de cinq mandats de membre du conseil de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège sur le territoire français, sauf dérogation prévue par la loi.

Sans préjudice des dispositions précédentes, une même personne physique ne peut exercer simultanément plus de cinq mandats de directeur général, de membre du directoire, de directeur général unique, d'administrateur ou de membre du conseil de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège sur le territoire français. Par dérogation à ces dispositions, ne sont pas pris en compte pour le calcul de ce plafond les mandats d'administrateur ou de membre du Conseil de surveillance exercés par cette personne dans les sociétés contrôlées au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce par la société dont elle est directeur général, membre du directoire, directeur général unique, administrateur ou membre du Conseil de surveillance. Pour l'application de ces dispositions, l'exercice de la direction générale par un administrateur est décompté pour un seul mandat.

Toute personne physique qui se trouve en infraction avec les dispositions relatives au cumul doit se démettre de l'un de ses mandats dans les trois mois de sa nomination, ou du mandat en cause dans les trois mois de l'événement ayant entraîné la disparition de l'une des conditions fixées par la loi en cas de dérogation. A l'expiration de ce délai, la personne est démise d'office et doit restituer les rémunérations perçues, sans que soit remise en cause la validité des délibérations auxquelles elle a pris part.

REMUNERATION DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE (article 22 des statuts)

L'Assemblée Générale peut allouer aux membres du Conseil de surveillance une somme fixe annuelle à titre de jetons de présence, dont le montant est porté aux frais généraux de la société.

Le Conseil de surveillance répartit librement cette rémunération entre ses membres. Il peut, en outre, allouer à certains de ses membres des rémunérations exceptionnelles pour des missions ou des mandats à eux confiés.

La rémunération du Président et du Vice-président est fixée par le Conseil.

CONVENTIONS REGLEMENTEES (article 23 des statuts)

Toute convention intervenant entre la société et l'un des membres du Directoire ou du Conseil de surveillance, soit directement ou indirectement, soit par personne interposée, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil de surveillance.

Il en est de même pour les conventions intervenant entre la société :

- et une autre entreprise, si l'un des membres du Directoire ou du Conseil de surveillance de la société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général ou membre du directoire ou du conseil de surveillance de l'entreprise,
- et l'un de ses actionnaires d'une fraction des droits de vote supérieure à 10%,
- et la société contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce une société actionnaire disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10%.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la société et conclues à des conditions normales.

21.2.3 Règlement intérieur

Le Conseil de surveillance a décidé de préciser dans un règlement intérieur qui sera adopté le 12 mai 2014, les règles déontologiques et les principes du gouvernement d'entreprise auxquels adhèrent les membres du conseil et d'en organiser la mise en œuvre.

Ce règlement intérieur décrit ainsi, d'une part les missions et compétences du conseil de surveillance, son fonctionnement et d'autre part les droits et obligations des membres du conseil.

Conformément aux principes de bonne gouvernance, le membre du conseil de surveillance exerce ses fonctions de bonne foi, de la façon qu'il considère être la meilleure pour promouvoir la Société et avec le soin attendu d'une personne normalement prudente dans l'exercice d'une telle mission.

Chaque membre du conseil de surveillance s'engage, en toutes circonstances, à maintenir son indépendance d'analyse, de jugement, de décision et d'action et à rejeter toute pression, directe ou indirecte, pouvant s'exercer sur lui et pouvant émaner du directoire, d'autres membres du conseil de surveillance, de groupes particuliers d'actionnaires, de créanciers, de fournisseurs et en général de tout tiers.

Chaque membre du conseil de surveillance, même non-indépendant, représente l'ensemble des actionnaires et doit agir en toutes circonstances dans l'intérêt social de l'entreprise. Il s'engage à vérifier que les décisions de la Société ne favorisent pas une partie ou catégorie d'actionnaires au détriment d'une autre.

Les membre du conseil de surveillance ont l'obligation de faire part au conseil dès leur entrée en séance de toute situation de conflit d'intérêt, même potentiel, sur les sujets évoqués à l'ordre du jour et doivent dès lors s'abstenir de participer aux délibérations correspondantes.

Le conseil de surveillance peut recommander à un membre en fonction dont il estime qu'il est en situation de conflit d'intérêts avérée et permanente ou quasi-permanente, de présenter sa démission.

21.2.4 Droits, privilèges et restrictions attachés aux actions de la Société

21.2.4.1 Libération des actions (article 9 des statuts)

Lors de la constitution de la Société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Directoire, dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par avis inséré dans un journal d'annonces légales du lieu du siège social ou par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque actionnaire.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit le paiement d'un intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

En outre, lorsqu'il n'a pas été procédé dans le délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au président du tribunal statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte aux dirigeants de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

21.2.4.2 Forme des actions (article 10 des statuts)

Les actions, sont au choix de l'actionnaire, nominatives ou au porteur.

Jusqu'à leur entière libération, les actions sont obligatoirement nominatives et sont inscrites au nom de leur titulaire à un compte tenu par la société.

Conformément aux dispositions des articles L. 228-1 du Code de Commerce et L. 211-4 du Code Monétaire et Financier relatifs au régime des valeurs mobilières, le droit des titulaires seront représentés par inscription en compte à leur nom :

- chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres au porteur,
- chez la société et s'ils le souhaitent, chez l'intermédiaire financier habilité de leur choix pour les titres nominatifs.

La société est en droit de demander, à tout moment, conformément à l'article L. 228-2 du Code de Commerce, contre rémunération à sa charge, à l'organisme chargé de la compensation des titres, le nom, ou s'il s'agit d'une personne morale, la dénomination, la nationalité et l'adresse des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses propres assemblées d'actionnaires ainsi que la quantité de titres détenue par chacun d'entre eux, et le cas échéant, les restrictions dont les titres peuvent être frappées. Ces renseignements doivent lui être communiqués dans les délais fixés par décret. Elle peut, par ailleurs, demander aux personnes inscrites sur la liste fournie par l'organisme, les informations concernant les propriétaires de titres, et ce, conformément aux articles L. 228-2 et suivants du Code de Commerce.

21.2.4.3 Cession et transmission des actions (article 11 des statuts)

Les actions sont librement négociables, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires. Les cessions ou transmissions d'actions sont réalisées à l'égard de la société et des tiers par virement de compte à compte dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

D'une manière générale, les dispositions du présent article sont applicables à toutes les valeurs mobilières émises par la société.

21.2.4.4 Droits et obligations attachés aux actions – franchissement de seuils (article 12 des statuts)

- 1 - Chaque action donne droit dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Elle donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

- 2 - Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'Assemblée Générale.

- 3 - Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

- 4- Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Toutefois, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions eu égard à la quotité du capital qu'elles représentent est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom d'un même actionnaire. Le transfert d'actions par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas les délais prévus ci-dessus. Il en est de même en cas de transfert d'actions par suite d'une fusion ou d'une scission d'une société actionnaire.

Ce droit est également conféré dès leur émission en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfice ou prime d'émission, aux autres actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficiera de ce droit.

- 5- Toute personne physique ou morale agissant seule ou de concert qui vient à posséder un nombre d'actions représentant une quotité de capital ou des droits de vote supérieure aux seuils fixés par la loi, informe la Société dans le délai réglementaire, à compter du franchissement du seuil de participation, du nombre total d'actions ou de droits de vote qu'elle possède.

Cette information est également donnée dans les mêmes délais lorsque la participation en capital ou en droits de vote devient inférieure aux seuils fixés par la loi.

La personne tenue à cette information précise le nombre de titres qu'elle possède donnant accès à terme au capital ainsi que les droits de vote qui y sont attachés.

Si cela est requis par les règles du marché d'instruments financiers autre qu'un marché réglementé sur lequel les titres de la Société sont admis aux négociations, cette personne informe également l'Autorité des marchés financiers, dans un délai et selon des modalités fixés par son règlement général, à compter du franchissement du seuil de participation. Le cas échéant, cette information est portée à la connaissance du public dans les conditions fixées par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers.

A défaut d'avoir été régulièrement déclarées dans les conditions prévues ci-dessus, les actions excédant la fraction qui aurait dû légalement être déclarée sont privées de droit de vote pour toute assemblée d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la notification.

Dans les mêmes conditions, les droits de vote attachés à ces actions et qui n'ont pas été régulièrement déclarés ne peuvent être exercés ou délégués par l'actionnaire défaillant.

Le tribunal de commerce du ressort du siège social peut, sur demande du Président de la Société, d'un actionnaire ou de l'Autorité des marchés financiers, prononcer la suspension totale ou partielle, pour une durée ne pouvant excéder cinq ans, des droits de vote de tout actionnaire qui n'aurait pas procédé aux déclarations prévues.

21.2.4.5 Indivisibilité des actions - nue-propriété - usufruit (article 13 des statuts)

- 1 - Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

- 2 - Le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires. Cependant, les actionnaires peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux assemblées générales. La convention est notifiée par lettre recommandée à la Société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute assemblée qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de cette lettre.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire a le droit de participer aux assemblées générales.

Le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres remis en gage.

21.2.4.6 Affectation et répartition des bénéfices (article 36 des statuts)

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'Assemblée Générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti par l'Assemblée entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

En outre, l'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'Assemblée Générale, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

21.2.4.7 Paiement des dividendes - acomptes (article 37 des statuts)

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

L'Assemblée Générale peut accorder aux actionnaires pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions dans les conditions légales.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'Assemblée Générale, ou à défaut par le Directoire.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des actionnaires sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

21.2.5 Assemblées générales (article 25 des statuts)

Les assemblées générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions fixées par la loi.

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblées générales ordinaires, extraordinaires ou spéciales selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

Les assemblées spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur toute modification des droits des actions de cette catégorie.

Les délibérations des assemblées générales obligent tous les actionnaires, même absents, dissidents ou incapables.

21.2.5.1 Assemblées générales – convocations – bureau – procès-verbaux (article 26 des statuts)

1 - Les assemblées générales sont convoquées par le Directoire ou, à défaut par le Conseil de surveillance, par le Commissaire aux comptes ou par toute personne habilitée à cet effet.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

Lorsque les actions de la société sont admises aux négociations sur un marché réglementé ou ne revêtent pas toutes la forme nominative, elle est tenue, trente-cinq jours au moins avant la tenue de toute assemblée générale, de publier au Bulletin des annonces légales obligatoires (BALO) un avis de réunion contenant les mentions prévues par les textes en vigueur.

La convocation des assemblées générales est réalisée par l'insertion dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social et, en outre, au BALO.

Toutefois, cette insertion peut être remplacée par une convocation faite par courrier postal ou par courrier électronique conforme à la réglementation, adressé à chaque actionnaire aux frais de la Société.

Lorsque l'assemblée n'a pu valablement délibérer à défaut de réunir le quorum requis, la deuxième assemblée et, le cas échéant, la deuxième assemblée prorogée sont convoquées six jours au moins à l'avance dans les mêmes formes que la première assemblée.

- 2 - Les avis et lettres de convocation doivent mentionner l'ordre du jour arrêté par l'auteur de la convocation, ainsi que l'adresse électronique de la Société, à laquelle les questions écrites des actionnaires peuvent être envoyées au Président du Directoire, par voie de courrier électronique au plus tard le quatrième jour ouvré précédant l'assemblée générale, et, le cas échéant, la mention de l'obligation de recueillir l'avis ou l'approbation préalable de la masse des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital.

Un ou plusieurs actionnaires représentant la quote-part du capital prévue par la loi, peuvent, dans les conditions et délais légaux, requérir l'inscription à l'ordre du jour de points ou de projets de résolutions.

- 3 - Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire ou en votant par correspondance ou à distance, par voie électronique, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts, sur justification de l'inscription de ses actions dans les comptes de la Société trois jours ouvrés au moins avant la réunion de l'assemblée, à zéro heure, heure de Paris.

Il ne sera tenu compte d'aucun transfert de propriété des titres intervenant pendant ce délai de trois jours ouvrés.

- 4 - En cas de vote par correspondance, seuls les formulaires de vote reçus par la Société trois jours avant la date de l'assemblée seront pris en compte.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique, ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

- 5 - Tout actionnaire peut également participer aux assemblées générales par visioconférence ou par tous moyens de télécommunication dans les conditions fixées par les lois et règlements et qui seront mentionnés dans l'avis de convocation de l'assemblée.

- 6 - Une feuille de présence contenant les indications prévues par la loi est établie lors de chaque assemblée.

- 7 - Les assemblées sont présidées par le Président du Conseil de surveillance ou, en son absence, par le Vice-président du Conseil de surveillance ou par un membre du Conseil spécialement délégué à cet effet par le Conseil. A défaut, l'assemblée élit elle-même son Président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par deux actionnaires présents et acceptants qui disposent par eux-mêmes ou comme mandataires du plus grand nombre de voix.

Le bureau ainsi constitué désigne le secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

Les procès-verbaux de délibérations sont dressés et leurs copies ou extraits sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

21.2.5.2 Ordre du jour (article 27 des statuts)

L'ordre du jour des Assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs actionnaires, représentant au moins la quotité du capital social requise et agissant dans les conditions et délais fixés par la loi, ont la faculté de requérir, dans les conditions fixées par loi, l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de projets de résolutions.

L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs membres du Conseil de surveillance et procéder à leur remplacement.

21.2.5.3 Accès aux assemblées - pouvoirs (article 28 des statuts)

Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire, sur simple justification de son identité. Il est justifié du droit de participer aux assemblées générales :

- pour les actions nominatives, par leur inscription sur un compte nominatif tenu par la Société 3 jours ouvrés au moins avant la réunion de l'Assemblée, à zéro heure, heure de Paris ;
- pour les actions au porteur, par leur enregistrement dans les comptes de titres au porteur tenu par l'intermédiaire habilité, 3 jours ouvrés au moins avant la réunion de l'Assemblée, à zéro heure, heure de Paris.

Tout actionnaire ne peut se faire représenter que par son conjoint ou par un autre actionnaire ; à cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat.

Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables et les personnes physiques représentant des personnes morales actionnaires prennent part aux assemblées, qu'ils soient actionnaires ou non.

Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la Société selon les conditions fixées par la loi et les règlements ; ce formulaire doit parvenir à la Société 3 jours avant la date de l'assemblée pour être pris en compte.

Tout actionnaire peut également participer aux assemblées générales par visioconférence ou par tous moyens de télécommunication dans les conditions fixées par les lois et règlements et qui seront mentionnés dans l'avis de convocation.

Deux membres du comité d'entreprise, désignés par le comité dans les conditions fixées par la loi, peuvent assister aux assemblées générales. Ils doivent, à leur demande, être entendus lors de toutes les délibérations requérant l'unanimité des actionnaires.

21.2.5.4 Droit de communication des actionnaires (article 29 des statuts)

Tout actionnaire a le droit d'obtenir communication des documents nécessaires pour lui permettre de statuer en toute connaissance de cause sur la gestion et la marche de la Société. La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi et les règlements.

21.2.5.5 Feuille de présence - bureau - procès-verbaux (article 30 des statuts)

Une feuille de présence, dûment émarginée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire, et le cas échéant les formulaires de vote par correspondance, est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

Les Assemblées sont présidées par le Président du Conseil de surveillance ou, en son absence, par le Vice-Président du Conseil de surveillance ou par un membre du Conseil spécialement délégué à cet effet par le Conseil A défaut, l'Assemblée désigne elle-même son Président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires, présents et acceptants, qui disposent, tant par eux-mêmes que comme mandataires, du plus grand nombre de voix.

Le bureau ainsi composé, désigne un secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

21.2.5.6Assemblée générale ordinaire (article 31 des statuts)

L'Assemblée Générale Ordinaire prend toutes les décisions qui ne modifient pas les statuts.

Elle est réunie au moins une fois par an, dans les délais légaux et réglementaires en vigueur, pour statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Elle ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, y compris les actionnaires ayant voté par correspondance.

21.2.5.7Assemblée générale extraordinaire (article 32 des statuts)

L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions ; elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

Elle ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, le quart et, sur deuxième convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, y compris les actionnaires ayant voté par correspondance.

21.2.5.8Assemblées spéciales (article 33 des statuts)

S'il existe plusieurs catégories d'actions, aucune modification ne peut être faite aux droits des actions d'une de ces catégories, sans vote conforme d'une Assemblée Générale Extraordinaire ouverte à tous les actionnaires et, en outre, sans vote également conforme d'une Assemblée Spéciale ouverte aux seuls propriétaires des actions de la catégorie intéressée.

Les Assemblées Spéciales ne délibèrent valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le tiers et, sur deuxième convocation, le cinquième des actions de la catégorie concernée.

Pour le reste, elles sont convoquées et délibèrent dans les mêmes conditions que les Assemblées Générales Extraordinaires sous réserve des dispositions particulières applicables aux Assemblées de titulaires d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote.

21.2.6Rappel des principales obligations liées à la cotation sur Alternext

Conformément aux dispositions des Règles des Marchés Alternext, la Société s'engage :

1) à assurer la diffusion sur son site Internet et sur le site de Alternext en français ou en anglais dans les conditions définies ci-après (et à les maintenir en ligne pendant au moins deux ans) des informations suivantes :

- dans les quatre mois qui suivent la clôture de l'exercice, ses états financiers annuels (le cas échéant consolidés), le rapport de gestion ainsi que les rapports des contrôleurs légaux afférents à ces états financiers annuels (article 4.2.1 des Règles des Marchés Alternext) ;

- dans les quatre mois après la fin du deuxième trimestre de son exercice social, les états financiers semestriels (consolidés, le cas échéant) et un rapport d'activité afférent à ces états financiers semestriels (article 4.2.2 des Règles des Marchés Alternext) ;

- sans délai, la convocation aux Assemblées Générales et tout document transmis aux actionnaires (article 4.4 des Règles des Marchés Alternext).

2) à rendre public (sans préjudice des obligations du Règlement Général de l'Autorité des marchés financiers):

- toute information précise la concernant qui est susceptible d'avoir une influence sensible sur le cours de ses titres, étant précisé que la Société pourra sous sa propre responsabilité différer la publication de ladite information afin de ne pas porter atteinte à ses intérêts légitimes, sous réserve que cette omission et retard ne risquent pas d'induire les intervenants en erreur et que la Société soit en mesure d'assurer la confidentialité de ladite information (article 4.3.1 (i) des Règles des Marchés Alternext) ;

- outre les dispositions statutaires, le franchissement à la hausse ou à la baisse par toute personne agissant seule ou de concert de seuils de participation représentant 50% ou 95% de son capital ou de ses droits de vote, dans un délai de cinq jours de bourse suivant celui où la Société en aura connaissance (article 4.3.1 (ii) des Règles des Marchés Alternext) ;

- les opérations réalisées par ses dirigeants ou administrateurs au sens des Règles des Marchés Alternext, dans un délai de cinq jours de bourse suivant celui où la Société en aura connaissance, dès lors que ces opérations excèdent un montant cumulé de 5.000 euros calculé par dirigeant ou administrateur sur l'année civile (article 4.3.1 (iii) des Règles des Marchés Alternext et article 223-23 du Règlement Général de l'Autorité des marchés financiers).

La Société s'engage également à assurer, sans frais pour les porteurs, le service des titres, le paiement des dividendes ou toute distribution à laquelle elle procédera.

La Société s'engage en outre à respecter ses obligations conformément aux dispositions du Règlement Général de l'Autorité des marchés financiers applicables aux sociétés dont les titres sont admis à la négociation sur un SMNO et, notamment, celles relatives :

- à l'information permanente (articles 223-1 A à 223-21 du Règlement Général de l'Autorité des marchés financiers) ;

- aux déclarations des dirigeants ainsi que des personnes qui leur sont étroitement liées concernant leurs opérations sur les titres de la Société (article 223-22 à 223-26 du Règlement Général de l'Autorité des marchés financiers).

Les engagements susvisés sont susceptibles d'évoluer en fonction de l'évolution de la réglementation applicable (en particulier, des Règles des Marchés Alternext et du Règlement Général de l'Autorité des marchés financiers).

22. CONTRATS IMPORTANTS

Il n'existe aucun contrat important autre que ceux conclus dans le cadre des activités courantes de la société.

23. INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DECLARATIONS D'EXPERTS ET DECLARATIONS D'INTERETS

Néant.

24. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC

Des exemplaires du présent document sont disponibles sans frais auprès de Bluelinea, 60 boulevard Pereire, 75017 Paris. Le document d'information peut également être consulté sur le site Internet de la Société (www.bluelinea.com) et sur celui d'Euronext (www.euronext.com).

Les documents suivants peuvent être, le cas échéant, consultés au siège social de la Société :

- L'acte constitutif et les statuts de la Société,
- Les informations financières historiques de la Société pour chacun des deux exercices précédant la publication du présent document.

25. INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS

Les informations concernant les sociétés dans lesquelles la Société détient une fraction du capital susceptible d'avoir une incidence significative sur l'appréciation de son patrimoine, de sa situation financière ou de ses résultats figurent aux chapitres 7 « Organigramme » et 20 « Informations financières » du présent document.

26. ETAT DES COMMUNICATIONS FAITES DEPUIS LE 1^{er} JANVIER 2013

26.1 Publications légales

2014		
18 avril 2014	BALO	Avis de convocation à l'Assemblée Générale Mixte du 5 Mai 2014
2 avril 2014	BALO	Avis de réunion à l'Assemblée Générale Mixte du 5 mai 2014
12 mars 2014	BALO	Avis de convocation rectificatif à l'Assemblée Générale Mixte du 17 mars 2014
28 février 2014	BALO	Avis de convocation à l'Assemblée Générale Mixte du 17 mars 2014
7 juin 2013	Mise en ligne	Avis de convocation pour l'Assemblée Générale Mixte du 28 juin 2013

26.2 Communiqués de presse

2014	
6 mai 2014	80 Stylos numériques BluePen déployés pour faciliter le travail des équipes commerciales de CTCAM.
25 mars 2014	Les logements innovants de Senior Cottage seront équipés des solutions de Bluelinea
20 mars 2014	Bluelinea : une nouvelle gouvernance pour préparer l'avenir tout en gardant le rythme
11 mars 2014	Bluelinea & Médecin Direct, une offre unique en France.
4 mars 2014	Bluelinea, pionnier de l'EHPAD à domicile
21 janvier 2014	Bluelinea, des actions locales pour un développement national.
20 janvier 2014	Lancement d'un site internet dédié au bracelet d'autonomie BlueGard
2013	
27 novembre 2013	Bluelinea, 7 ^{ème} du classement national des entreprises cotées du TechnologyFast50.
5 novembre 2013	Bluelinea, Champion Systematic 2013
12 septembre 2013	La France se réinvente.
5 juillet 2013	Bluelinea au Colloque Industries du Numérique et de la Santé Autonomie.
1 juillet 2013	Bluelinea au lancement de la Silver Valley
26 mai 2013	Bluelinea à la Nuit du Grand Age et du Bien Vieillir
22 janvier 2013	Avant-Première Les Oubliés d'Alzheimer